

Journal
belge
mondial!

Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

DOSSIER

Pacte d'excellence, numérisation, perte de sens... « Où va l'école ? » Où va le reste...

Pages 8 - 15

**Transition,
piège à con ?**

Robin Delobel • Page 4

**Ibiza :
faste et démesure hors-sol**

Alexandre Penasse • Pages 6 - 7

**Tomorrowland :
retour sur un désastre**

Laurent Bodenghien • Page 17

**Que faire
de la liberté individuelle ?**

Bernard Legros • Pages 18 à 20



Kairos

Editeur responsable: ASBL Kairos / Alexandre Penasse - Rue Théophile Vander Elst, 89, 1170 Watermael-Boitsfort, Bruxelles



Illustration: Léonore Frenois

SOMMAIRE

Bon, on fait quoi, là ?

Jean-Pierre L. Collignon / Page 3

Transition, piège à con ?

Robin Delobel / Page 4

Le temps libre, un moyen de changement social

Jean-Christophe Giuliani / Page 5

Ibiza : faste et démesure hors-sol

Alexandre Penasse / Pages 6-7

Dossier

« Où va l'école ? » Où va le reste...

Coordonné par Alexandre Penasse & Bernard Legros / Pages 8-15

Écologie et enseignement

Julien Lebrun / Page 9

L'école pilotée

Geneviève Druart et Michèle Janss / Pages 10-11

Les mots-maux du « Pacte »

Marcel Duchamp / Page 12

Enseignement numérique :

la schizophrénie comme compétence à développer d'urgence

Michel Weber / Pages 13-14-15

La figure du « monstre » ou la pensée embrigadée

Daniel Zink / Page 16

Tomorrowland : retour sur un désastre

Laurent Bodenghien / Page 17

Que faire de la liberté individuelle ?

Bernard Legros / Pages 18-19-20

Fils de pub

Alain Adriaens / Page 21

Brève / Recensions

Pages 22-23

Illu libre

Page 24

L'ÉTÉ SERA CHAUD !

Cet été, comme les précédents, confirme et précise les messages que la nature rend de plus en plus perceptibles : les températures grimpent inévitablement, engendrant des modifications variées et multiples sur les écosystèmes. Si, sans étonnement, ceux censés gouverner ne prennent pas la mesure de la situation, une majorité d'individus semble pourtant tout à fait s'en contenter. Combien ne se trouvent en effet pas dans cette douce schizophrénie où d'un côté ils s'effraient du « *mois de juin le plus chaud jamais enregistré* » alors que de l'autre ils obéissent aux injonctions de la société de consommation ? À la passivité criminelle des politiques s'ajoute donc la délirante continuité léthargique qui nous conduit au désastre. S'il est évident qu'aucun projet politique radical n'émergera d'un changement initié individuellement, il est aussi certain que les irresponsables qui ne gouvernent plus rien, sauf ce dont ils peuvent tirer profit, ne changeront pas de trajectoire et qu'il faudra passer par une révolution populaire.

L'ambiance pourrait être à l'optimisme si l'on ne ressentait pas une méfiance circonspecte vis-à-vis des nouvelles icônes de l'écologie 2.0. La principale question, pour ne prendre que Greta Thunberg, n'est pas à ce niveau de savoir si elle est ou non téléguidée par quelques instances intéressées – bien que ce point ne soit pas un détail – , mais de poser la question dans un autre sens : pourquoi, alors que depuis des décennies une myriade de mises en garde nous sont parvenues de diverses sources, qui n'ont pas, ou très peu, été relayées par les médias, pourquoi tout à coup, ces médias, à la solde des plus grandes fortunes², changeraient de cap ? On concèdera que la prise de conscience est toujours possible et que seuls « *les imbéciles ne changent pas d'avis* », mais malheureusement on bloque sur deux écueils en évoquant ce vieil adage populaire : pourquoi des médias qui n'ont nullement modifié leur type de structure, la concentration médiatique s'étant au contraire aggravée ces dernières années, changeraient-ils de programme sans avoir changé de logiciel ? Deuxièmement, imaginons qu'un de ces médias réfute nos analyses et établisse une incroyable contradiction entre ce qu'il est – un outil appartenant à l'oligarchie – et ce qu'il fait – chercher la vérité et informer les gens sans aucun intérêt privé –, pourquoi serait-il alors accompagné par tous les autres médias ?

Il est évident que le conformisme médiatique s'appuie ici sur l'ambiguïté des mots et des actes de Greta Thunberg, qui ouvrent les brèches permettant aux apôtres du Green New Deal de ne pas craindre que la jeune Suédoise prône une rupture totale qui irait contre leurs intérêts. Quand elle débarque aux États-Unis de son voilier sponsorisé par le Yacht-Club de Monaco, dont le skipper est le neveu du Prince Albert de Monaco (10^{ème} dans le classement des familles royales du Business Insider, avec 1 milliard de dollars), pour se rendre au sommet mondial pour le climat de l'ONU, il résonne comme une dissonance ; lorsqu'elle invite Donald Trump à « *écouter la science* », elle ne saisit justement pas qu'il ne fait que trop l'écouter, que c'est cette science comme religion qui a œuvré à la destruction de la planète et fait croire aux hommes qu'ils pourraient dominer la nature.

Il manque au fond toujours quelque chose dans ces prêches modernes emplis de phrases mentionnant « *les gens* », « *l'activité humaine* », « *l'humanité* », nourrissant la confusion et entretenant l'illusion que « *tous* » nous sommes responsables et que « *tous* » nous pouvons faire quelque chose. Il y a comme une partie majeure du

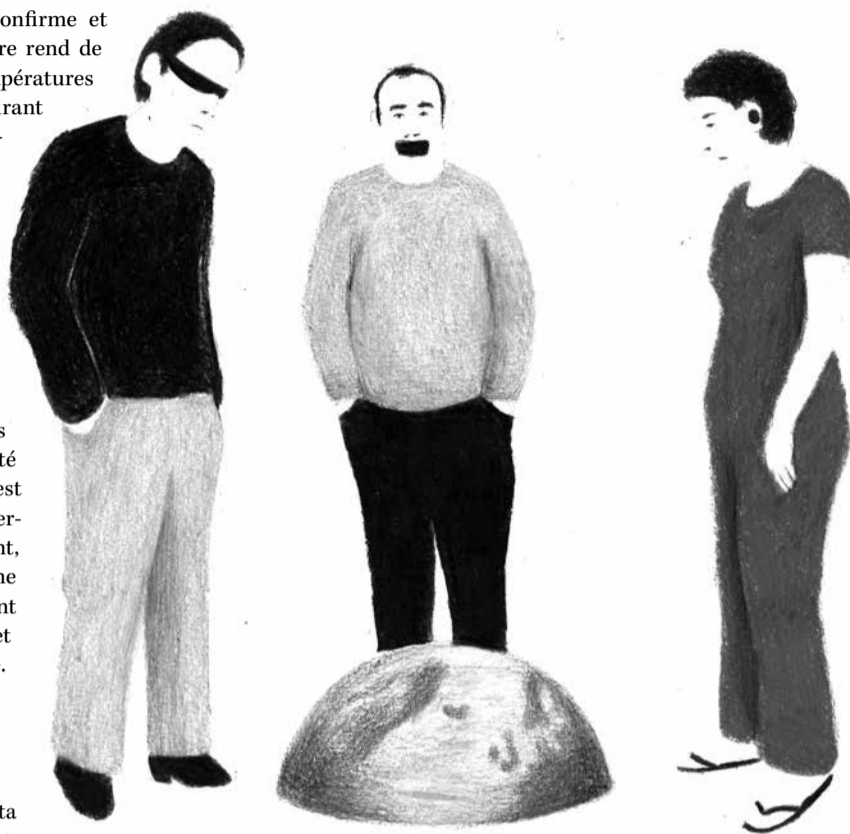


Illustration: Simon Boillat

monde absente dans cette représentation de l'humanité, celle qui, comme la nature, souffre des déprédations de nos sociétés productivistes, de l'avidité d'une minorité, de l'inconscience de la masse. Tout comme il y a une ingénuité démobilisatrice dans les appels lancés aux gouvernements, lesquels font intimement partie du problème.

Si Greta et les autres instillent le goût de la révolte, cela aura été une bonne chose. Jusqu'ici pourtant, soutenue par les entrepreneurs verts, elle symbolise, peut-être malgré elle, le changement dans la continuité, l'insolence de l'être humain s'érigeant en sauveur de la planète, la transition douce avec éoliennes et panneaux photovoltaïques. Nous sommes dans une ère où le pouvoir en place mettra tout en œuvre pour qu'une révolution, dans le sens d'une modification radicale de nos façons de penser, de vivre, de décider, n'ait pas lieu. Il jouera de l'équivoque, que les égéries médiatiques entretiennent. Il faut regarder la réalité en face et constater que notre « *perception immédiate, même quand elle est obligée de constater la dégradation de la réalité environnante, sait indéfiniment s'ingénier à ne pas conclure* »³, sans doute parce que « *nos conclusions ne viennent pas tant de nos sensations, de notre perception immédiate des nuisances, qu'elles ne les orientent et ne les déterminent : il faut s'être déjà fixé un critère de ce qui est supportable et de ce qui ne l'est pas pour décider insupportable tel ou tel aspect de la dégradation des conditions d'existence, que toléreront parfaitement toutes sortes d'honnêtes citoyens* ».

Il semble pourtant urgent de « *conclure* » une fois pour toutes, d'arriver à une « *critique unitaire de la société* » (Guy Debord), de ne plus accepter l'inacceptable. Et en tirer les conséquences.

Alexandre Penasse

1. Question qu'il est interdit de se poser, sous peine d'être taxé de « complotiste ». Un, parmi des dizaines : « Le mystère Greta à l'épreuve du scepticisme », *Le Soir*, 14-15 août.
2. « Seriez-vous Libre® ce Soir® ? Ou comment les médias-industries détruisent la pensée », www.kairospresse.be
3. Encyclopédie des nuisances, discours préliminaire, Éditions de l'encyclopédie des nuisances, 2009, p. 28.

ABONNEZ-VOUS À KAIROS*

* Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24 IBAN BE81 5230 8062 1324 – BIC TRIOBEBB, et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur : www.kairospresse.be/abonnement
(Abonnement belge à partir de 18 € pour 6 numéros, 24 € pour la France, 30 € pour la Suisse)

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique

NE PAS JETER! PARTAGER!

Kairos – Journal antiproductiviste pour une société décente

Journal de réflexion, d'investigation et de changement, sans pub

Périodique bimestriel / Paraît en février, avril, juin, septembre, novembre + un n° spécial à parution aléatoire/ISSN: 2294-0820

Imprimé en Belgique
Imprimeries Havaux s.a.,
Rue de l'Artisanat, 1
B - 1400 NIVELLES

Tirage: ce numéro a été tiré à 2.000 exemplaires

Routage: Cambier

Editeur responsable

ASBL Kairos / Alexandre Penasse
Rue Théophile Vander Elst, 89,
1170 Watermael-Boitsfort,
Bruxelles - Belgique
info@kairospresse.be
www.kairospresse.be
T. (00 32) 2/880 21 17
M. (00 32) 485/057 744

Pour commander des numéros :
commande@kairospresse.be

Rédacteur en chef
Alexandre Penasse

Graphisme
Studio Noir & Clair

Gestion des abonnements
Sandy De Wilde

Relecteurs
Janine, Marie-Paule, Nadia, Alain, Patrick

Gestion
Guillaume D.

Notre publication bénéficie de l'aide à la presse périodique de la Communauté Française Wallonie-Bruxelles

Chroniqueurs / Rédacteurs
Paul Lannoye, Bernard Legros (B.L.),
Jean-Pierre Léon Collignon, Alain Adriaens (A.A.), Robin Delobel, Jean-Christophe Giuliani

Ont contribué à ce numéro
Julien Lebrun, Geneviève Druart, Michèle Janss,
Marcel Duchamp, Michel Weber, Daniel Zink,
Laurent Bodenghien, David Tong, Pauline De Wael

Stagiaire
Adrien Blaton

Les articles n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs, mais on ne les laissera jamais tomber!

Illustrations

Léonore Frenois, Simon Boillat, Julie Dall'Arche, Dina Melnikova, Agathe Dananai, Philippe Debongnie, Maud Romera Tomad, Olivier Spinewine, Théodora Jacobs, Blandine Denis, Aurélie Garnier, Giulia Gallino, Chanic, Cécile Mirande Broucas, Louise Hendrickx, Fanny Monier, Gabrielle Lacombe.

BON, ON FAIT QUOI, LÀ ?

« Le parlement des animaux se rassembla afin de faire le point sur la question sensible de l'extinction de l'espèce humaine qui paraissait désormais inéluctable. "À moins que nous ne mobilisions promptement toutes nos énergies pour assurer sa survie, parvint à articuler le renard". Et, du fond des océans au plus haut du ciel, de tous les étages de la création, partit un immense éclat de rire. »

Eric Chevillard, *L'Auto fictif* du jeudi 29 août 2019.

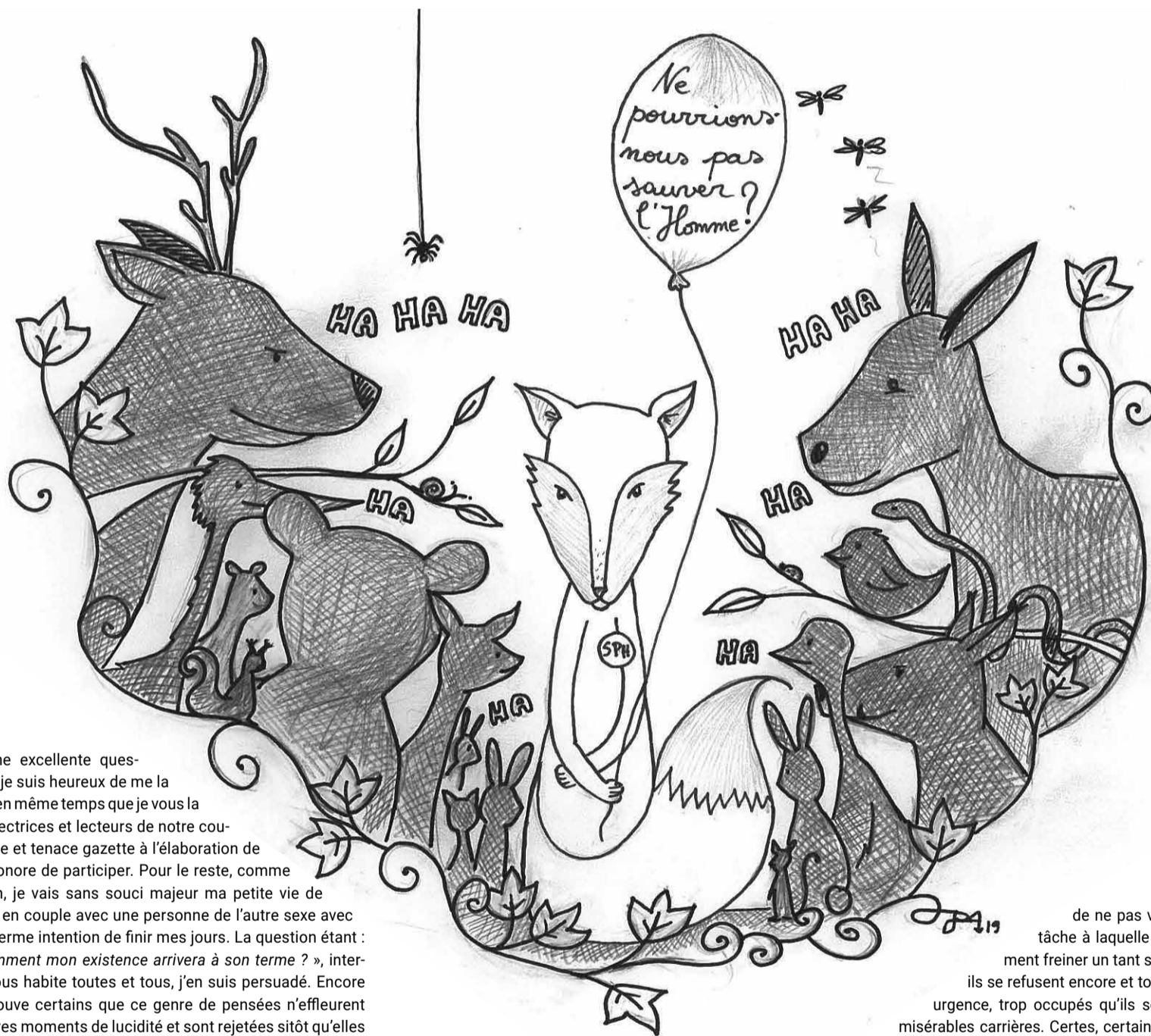


Illustration : Julie Dall'Arche

C'est une excellente question et je suis heureux de me la poser en même temps que je vous la pose, lectrices et lecteurs de notre courageuse et tenace gazette à l'élaboration de laquelle je m'honore de participer. Pour le reste, comme tout un chacun, je vais sans souci majeur ma petite vie de septuagénaire, en couple avec une personne de l'autre sexe avec laquelle j'ai la ferme intention de finir mes jours. La question étant : « *Quand et comment mon existence arrivera à son terme ?* », interrogation qui nous habite toutes et tous, j'en suis persuadé. Encore que... on en trouve certains que ce genre de pensées n'effleurent que dans de rares moments de lucidité et sont rejetées sitôt qu'elles apparaissent. Par certains côtés, ils ont une sacrée chance et ils vont leur petit bonhomme de chemin le cœur léger et insouciant. De la même manière et pour ce qu'il en est des grandes questions qui secouent aujourd'hui une bonne part de l'opinion, nombreux encore sont celles et ceux qui, tout bonnement, préfèrent ne pas y penser. Le réchauffement climatique, la disparition de centaines d'espèces animales qui va s'accroissant chaque jour qui passe, le silence qui, de plus en plus, règne dans les jardins, les bois et les forêts ; enfin, la perspective d'un effondrement radical de nos si belles et glorieuses civilisations, tout cela « leur passe sous le nez ».

Maintenant, soyons sérieux. La plupart d'entre vous, j'en suis bien persuadé, sont, comme on dit, conscients des immenses périls qui guettent les pauvres habitants de ce qui fut un monde infiniment riche de beautés de toutes sortes. Moi-même, cela ne vous étonnera pas, je suis frappé par ce qui nous arrive et nous arrivera sous peu, sous des formes proprement inimaginables. Et comme vous, sans doute, je fais de ces petits pas quotidiens vers le plus de sobriété possible. Mais, aussi, nous sommes invités à gauche et à droite par des amis fidèles ; et nous invitons aussi ces amis pour des agapes qui n'ont rien de fastueuses et nous arrosons ces simples repas de vin ou de bières ; et nous parlons de la fin du monde, et puis nous rions très fort parce que

cela fait du bien, que l'alcool est complice de ce laisser-aller et que la douce ivresse éloigne les spectres qui voudraient s'inviter à nos tables. Et la plupart d'entre nous partent encore en vacances, parfois très loin, « *histoire de se changer les idées* ». Pour le dire abruptement, la fin du monde, tout comme la fin du mois pour beaucoup, c'est bien embêtant, ça nous chiffonne mais, malgré tout, nous vivons tout comme nous le faisons à peu près il y a 40 ou 50 ans, avant que l'alerte soit lancée et prenne l'ampleur que l'on sait aujourd'hui.

Et puis, tout de même, la lucidité nous oblige de voir qu'il est bien évident que nous sommes pris, individuellement, dans l'impossibilité majeure d'orienter de quelque manière le cours des choses. Alors, oui, bien sûr et tout de même, nous y allons de nos lectures édifiantes, nous nous informons, nous partageons les grandes idées qui fument de partout. Il faudrait que, le plus souhaitable et urgent serait que, il suffirait que... « *Pendre le dernier bureaucrate avec les tripes du dernier capitaliste ?* », faire pression sur nos gouvernants – mais comment, et, une fois encore, avec quelles armes ? – pour qu'ils prennent enfin les mesures les plus urgentes en ces matières. Mais les responsables politiques, ici et ailleurs, n'ont toujours pas perçu – ou plutôt feignent

de ne pas voir – l'immense ampleur de la tâche à laquelle il faudrait s'atteler pour seulement freiner un tant soit peu un processus fatal dont ils se refusent encore et toujours de reconnaître l'extrême urgence, trop occupés qu'ils sont à soigner et assurer leurs misérables carrières. Certes, certains, comme le fringant président Macron, y vont de beaux et précieux discours ou l'on promet d'être le meilleur défenseur d'une cause enfin reconnue comme vitale. Mais, quand bien même ces gens en arriveraient-ils à la pleine et entière conscience des défis qui se dressent devant nous, on ne supprimera pas le capitalisme d'un coup de cuiller à pot ni d'un claquement de doigt. L'économie dominante et ses dogmes ne sera pas battue en brèche massivement et radicalement parce que telle ou telle loi serait votée par l'une ou l'autre assemblée, ici ou là. Si la réponse à apporter aux vastes questions qui sont à résoudre est éminemment politique, on voit mal par où et comment les amorcer de manière décisive. Et, à supposer que telle ou telle grande puissance enclenche un processus de grande ampleur qui soit de nature à orienter le cours des choses, il faudrait compter sur le temps et les résistances qui ne manqueraient pas de se faire jour pour entraver les meilleures intentions du monde. En attendant, continuent de s'élever les voix qui se plaignent de ce que les affaires stagnent, que la reprise n'est pas pour demain et qu'il serait bon de secouer un peu le vieux cocotier pour qu'il sorte de sa léthargie. Comme le dit l'adage populaire, on n'est pas rendus...

Bon, on fait quoi, là ?...

Jean-Pierre L. Collignon

TRANSITION, PIÈGE À CON ?

(1^{ère} PARTIE)

De nombreux écologistes, de longue date ou acquis plus récemment à la cause, développent une confiance totale dans les énergies dites renouvelables en opposition au mal que constituent les énergies fossiles. Les renouvelables seraient vertueuses et la solution à la « transition écologique » ou « énergétique ». Pourtant, les différentes sources d'énergie ont souvent comme objectif la production d'électricité.

Lors d'un week-end passé avec l'association Technologos à l'Amassada (ce qui signifie assemblée en occitan), lieu de lutte contre la construction d'un super-transformateur électrique, nous constatons avec regret que parmi les luttes écologistes autour de l'énergie et des infrastructures dans le monde (méga-barrages, charbon, gaz de schiste...) aucune d'entre elles n'allaient jusqu'à questionner la finalité électrique. La production électrique, tout comme l'extractivisme qui y est associé, suit pourtant une courbe exponentielle et malgré cela les responsables électriciens ne sont jamais épinglés par les environnementalistes. D'autant plus que la société China Energy émet par exemple une quantité d'émissions de GES quatre fois supérieure à celles des quatre plus gros pétroliers mondiaux.

RÉCIT D'UNE LUTTE CONTRE CE CAPITALISME VERT EN RÉCUPÉRATION PERMANENTE

À l'Amassada, Saint-Victor-et-Melviu dans l'Aveyron, on peut lire des « RTE dégage ! ». Le Réseau de transport d'électricité est une filiale d'EDF, société anonyme chargée du transport de l'électricité haute tension par un contrat de service public, mais malgré cela elle répercute tous ses coûts sur les tarifs des usagers. Sa volonté est d'installer un transformateur électrique géant ainsi qu'un parc d'éoliennes industrielles. Le transfo occuperait pas moins de 5 à 6 hectares de terres agricoles qui sont les meilleures du plateau. Pourtant, la loi Alur, ainsi que le Parc régional des Grandes Causses, interdisent la suppression de terres agricoles. RTE, comme EDF avec le nucléaire, procède par conséquent à des achats de terres avec l'accord des communes en leur versant une somme de 600.000€ par an comme c'est le cas pour la commune de Saint-Victor-et-Melviu.

Début 2010, le maire valide le projet sans consulter les agriculteurs et les habitants et falsifie un compte rendu de délibération du Conseil municipal où la question n'a pas été abordée. Deux conseillères municipales peu satisfaites de cette décision engagent une résistance. L'association Plateau survolté est créée et cherche à informer la population locale. 80% des habitants de la commune signent une pétition qui est envoyée au préfet mais cette dernière restera lettre morte. L'association organise des réunions publiques et mobilise activement lors de l'enquête d'utilité publique.

Aux municipales de 2014, un nouveau maire est élu sur une liste d'opposition au projet. Mais la mobilisation contre le projet reste compliquée du fait de l'hostilité des autres maires de la communauté de communes. Durant l'hiver 2014-15, avec l'accord du propriétaire, une maison est construite au cœur des terres impactées. En 2017, 134 « indivisibles » signent l'acte de propriété en indivision de la parcelle occupée, comme cela s'est fait autrefois au Larzac, dans le but de ralentir l'expropriation. En 2017 est également créée une autre association, L'université rurale du Sud-Aveyron, avec comme objectif de « développer une capacité de mieux penser et agir en faveur de la vie et de la sauvegarde des territoires ruraux ».

Malgré l'opposition, Nicolas Hulot signe en juin 2018 le décret d'utilité publique qui autorise le transfo. En août 2018, un recours est déposé, avec comme arguments le manque d'étude d'impact, la non-concertation et la non-utilité du projet. En 2019, l'instruction vient de s'achever et l'affaire sera jugée fin 2020.



Illustration: Dina Melnikova

ACCUMULATION PLUTÔT QUE TRANSITION

En décembre 2018, le préfet avait ordonné l'expulsion des habitants de l'Amassada. Puis, il en ordonna une nouvelle juin 2019. Conséquence de la répression : arrestations, inculpations pour « association de malfaiteurs », « entrave à la circulation », référés avec demande d'interdiction de territoire et prises d'empreintes et d'ADN. D'une manière générale, les rapports avec les écologistes officiels sont compliqués. Selon eux, l'éolien comme toutes les énergies « vertes » sont à défendre sans distinction. Sur la lutte contre l'éolien industriel, à Europe Écologie Les Verts comme à la Confédération paysanne, les positions sont partagées. José Bové, lui, a fini par prendre position en faveur du projet au nom de la défense de l'éolien en opposition au nucléaire.

Au-delà des manœuvres politico-financières, il y a donc aussi un coût écologique et énergétique loin d'être négligeable. 1.500 tonnes de béton enterrées sont nécessaires pour construire et installer ces éoliennes. De nombreux métaux plus ou moins rares dont l'extraction est polluante sont indispensables ainsi que les batteries pour stocker l'énergie.

Les débats autour de l'écologie et du climat sont désormais encadrés sous la bannière de l'expression « transition énergétique ». Jean-Baptiste Fressoz a montré dans de nombreux textes et interventions que l'expression « transition énergétique » est source de

confusion. À l'Amassada, de nombreuses personnes dénonçaient également ces projets de « transition » organisés par les différents pouvoirs, mettant bien en évidence qu'il n'y a pas de transition mais plutôt une accumulation, comme tant de projets énergétiques, à l'exemple du transfo géant que veut installer RTE à Saint-Victor-et-Melviu.

La logique s'avère toujours la même : plus de production pour plus de consommation, l'électricité étant un besoin dont on ne peut discuter, pourtant, quand on réfléchit aux usages, tant dans l'industrie que dans le secteur domestique et des services, la consommation pourrait être bien moindre et on pourrait éviter ce genre de dévastation du territoire. La promotion des énergies renouvelables pourrait s'accompagner d'une réduction des consommations parallèlement à leur relocalisation, et non poursuivre un imaginaire et un fonctionnement appelant à toujours plus de production. Comme l'écrivait François Jarrige dans *La Décroissance* de février 2019, « l'éolien sera utile et même nécessaire, mais il ne pourra jamais produire l'abondance énergétique que nous ont offert pendant des décennies le charbon et le pétrole bon marché. Il aura sa place dans un mix énergétique décentralisé, adapté aux besoins locaux, mais il ne pourra pas être la solution miraculeuse que tant d'acteurs cherchent frénétiquement ».

Robin Delobel

LE TEMPS LIBRE, UN MOYEN DE CHANGEMENT SOCIAL

Illustration: Agathe Dananai

La croissance du PIB étant responsable de la crise environnementale et climatique, la réduction du temps de travail apparaît désormais comme la seule solution envisageable pour en finir avec le chômage. Formulons donc l'hypothèse que le gouvernement vote des lois qui fixent la norme de la semaine de travail à 3 jours et l'aménagement de l'année de travail sur 6 mois¹. Deux salariés partagent un même poste de travail sur la semaine en travaillant 3 jours ou deux médecins, entrepreneurs, artisans, etc., partagent le même cabinet ou la même entreprise en travaillant 6 mois par an. Même si le temps libre est la condition d'un changement de mode de vie, il est important de préciser que les 4 jours de temps libre ne sont pas une fin en soi, mais un moyen. En effet, ce n'est pas le temps libre mais les activités pratiquées durant le temps libre qui provoqueront un changement de mode de vie et une transformation sociale.

Afin d'en comprendre les enjeux, il apparaît nécessaire d'identifier les motivations, souvent inconscientes, qui incitent à travailler. L'activité professionnelle ne procure pas qu'un revenu et une protection sociale. Au-delà du fait qu'il est préférable de travailler que d'être au chômage, des études font apparaître qu'avoir un emploi est la condition du bonheur et de l'émancipation. Ces études montrent que ce ne sont pas forcément les missions, les fonctions ou les tâches, souvent répétitives et routinières, mais les conditions d'exercices liées à l'activité professionnelle qui rendent le travail désirable. En effet, en permettant au salarié de retrouver ses collègues de travail au quotidien, l'activité professionnelle lui donne les moyens de se socialiser. Son intégration professionnelle lui procure un statut et une identité qui lui permettent de se définir et d'exister socialement. En lui procurant les moyens de s'occuper, d'éprouver le sentiment d'être utile et de s'affirmer par rapport aux autres, la pratique d'une activité professionnelle lui donne également les moyens de nourrir l'estime qu'il a de lui. En prescrivant des objectifs à atteindre, l'entreprise lui procure une raison de vivre qui lui évite de se poser trop de questions sur le sens de son existence. L'entreprise n'apparaît donc pas comme un simple moyen de production, mais comme un « bac à sable » pour de grands enfants qui s'amuse à jouer aux adultes. C'est-à-dire un terrain de jeu qui donne aux acteurs économiques les moyens de s'intégrer socialement et de nourrir l'estime de soi en jouant le rôle social d'un patron, d'un employé, d'un cadre, d'un petit chef, etc.

Même si elle est désirable, la semaine de 3 jours révèle les enjeux de l'usage du temps libre et donc de la liberté. Comme le faisait remarquer Hannah Arendt, « C'est une société de travailleurs que l'on va délivrer des chaînes du travail, et cette société ne sait plus rien des activités plus hautes et plus enrichissantes pour lesquelles il vaudrait la peine de gagner cette liberté. »² Un système social s'organise autour de la pratique d'une activité, dont l'emploi du temps coordonne toutes les autres. Depuis la maternelle, l'individu a pris l'habitude de déléguer à l'école, à l'université et à l'entreprise la responsabilité d'organiser son emploi du temps hebdomadaire et de structurer le rythme de sa vie (jour de travail et de repos, congés



payés, vacances scolaires). La norme de la semaine de travail étant de 5 jours, l'emploi du temps professionnel coordonne les autres activités et structure le rythme de la société au quotidien. Comme un salarié dispose de 2 jours de repos hebdomadaire, de 5 semaines de congés payés et de quelques heures de temps libre après sa journée de travail, l'aménagement de son emploi du temps personnel peut relever de son initiative.

La plupart des individus n'ont pas conscience que la confrontation à 4 jours de temps libre pourrait être une épreuve traumatisante. Pour s'en persuader, il suffit d'observer le salarié qui a consacré toute sa vie à travailler au moment du départ à la retraite. Souvent présentée comme un moment de repos bien mérité, de liberté retrouvée et de rêves à concrétiser, la retraite apparaît comme un objectif désirable à atteindre. Encore faut-il que le retraité ait pris le temps de la préparer. Ayant perdu ce qui lui imposait des contraintes horaires et qui le motivait à se lever le matin, il se retrouve totalement désœuvré. Puisque durant sa vie active, l'entreprise était son principal lieu de socialisation, du jour au lendemain, le retraité se retrouve isolé, coupé du rapport aux autres et à la société. S'il ne l'a pas préparée, la confrontation au temps libre peut très vite devenir une source d'ennuis, de désœuvrement, d'anxiété, d'angoisse et donc une expérience traumatisante qui peut conduire à une dépression, voire au suicide. Une étude de 2002 montre que 15 à 30% des personnes âgées de plus de 65 ans souffrent de dépression³. Selon une étude du CepiDc-Inserm, 28% des 10.400 suicides survenus en France en

2010 concernaient des personnes âgées de plus de 65 ans⁴. Afin d'éviter la « dépression nerveuse collective »⁵ que craignait Keynes, il est donc nécessaire que l'organisation des 4 jours de temps libre ne repose pas exclusivement sur les épaules de chaque individu.

Pour que ces 4 jours de temps libre provoquent une transformation sociale désirable, un nouveau modèle d'intégration sociale devra être en mesure de procurer aux ouvriers, aux employés, aux cadres, ainsi qu'aux entrepreneurs, aux professions libérales, etc., un nouveau « bac à sable ». C'est-à-dire, les moyens de s'intégrer, de se socialiser, de nourrir l'estime de soi, de s'accomplir et de donner un sens à sa vie en pratiquant 4 jours par semaine ou 6 mois par an une activité d'amateur⁶ qui n'a pas de finalités économiques (formation, artistique, manuelle, sportive, recherche, etc.). Un ministère du Temps libre⁷ devrait avoir la mission, d'une part, de proposer un nouvel emploi du temps collectif qui structurera la vie sociale autour de ces activités de 9h00 à 17h00 et, d'autre part, de coordonner et de financer les moyens matériels et humains destinés à les mettre en œuvre. En transformant le rapport à soi et aux autres, cet emploi du temps favorisera l'émergence de nouveaux modes de vie et une transformation sociale. Ne gaspillant pas de ressources et ne rejetant pas de CO₂, l'organisation de la société autour de ces pratiques amateurs favorisera l'inversion des processus écologiques et climatiques en moins de 10 ans.

Jean-Christophe Giuliani

1. Giuliani Jean-Christophe (2017), La réduction du temps de travail peut-elle supprimer le chômage ?, Mouvement Pour un Développement Humain, [En ligne]. (consulté le 25 mai 2019), <http://www.mouvementpourundeveloppementhumain.fr/nos-fondements-theoriques/en-finir-avec-le-chomage-un-choix-de-societe/la-reduction-du-temps-de-travail-peut-elle-supprimer-le-chomage>
2. Arendt Hannah, *Les conditions de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1983, page 37.
3. Lefebvre des Noettes, V. *Epidémiologie psychiatrique. Neurologie-Psychiatrie-Gériatrie (NPG)*, 2002; janvier février (7) : 10-15.
4. Comité National pour la Bienveillance et les Droits des Personnes Âgées et des Personnes Handicapées, *Prévention du suicide chez les personnes âgées*, [En ligne] (consulté le 17 février 2018), http://solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/CNBD_Prevention_du_suicide_Propositions_081013.pdf.
5. Keynes John Maynard, *Essais de persuasion*, [En ligne], 2^e édition, Paris, Gallimard, 1933, page 175, (consulté le 1 avril 2019), http://classiques.uqac.ca/classiques/keynes_john_maynard/essais_de_persuasion/keynes_essais_persuasion.pdf
6. Amateur du latin *amator*, celui qui aime.
7. Wikipédia, Ministère du Temps libre, [En ligne] (consulté le 17 février 2018), https://fr.wikipedia.org/wiki/Ministre_du_Temps_libre

IBIZA : FASTE ET DÉMESURE HORS-SOL

Paroxysme de la fuite dans le paraître et le superficiel d'une société qui ne fait plus sens, l'île d'Ibiza est devenue en quelques décennies un symbole de fête et de liberté. Ce mythe de la « Isla blanca » repose toutefois sur une illusion qui fait abstraction de tout ce qui la rend possible. En cela, Ibiza s'offre en objet d'étude intéressant dont les enseignements peuvent nous aider à mieux comprendre notre société en général¹.

Après un voyage en train de plus de 12 heures au départ de Bruxelles, le bateau qui rejoindra Ibiza attend au port de Valence pour une traversée qui durera presque 6 heures. Atteindre Valence par le rail depuis la capitale belge d'où sourdent les beaux discours « écologiques » des eurocrates, offre en soi l'expérience qui contredit les mots, démontrant que l'avion n'est pas prêt de se voir remplacé par le train dans l'espace intra-européen. Si vous manquez de soleil en hiver, vous aurez donc peut-être l'opportunité de ce couple Vaudois de trouver un billet aller pour Ibiza à 15,45 francs suisses, et un retour pour 2,45 francs²... moins cher que le bus, ou quelques kilomètres avec les désormais inévitables trottinettes électriques. Fidèles à eux-mêmes, les acteurs – au sens propre de « ceux qui jouent » – politiques ne prennent la mesure des choses qu'à l'aune de l'argent et ne relèvent aucunement la gravité de la situation dans laquelle l'humanité est embourbée, inscrivant définitivement « l'État comme nuisance absolue »³ et outil au service du Progrès, donc du capital.

Sans étonnement, l'aéroport d'Eivissa Sant Josep offre ainsi le tableau de cette suprématie du kérosène, avec quelques 7.500.000 passagers et 75.000 mouvements d'avion par an. Les horaires de décollage et d'atterrissage de l'aéroport sont à la mesure de la nécessité d'acheminement du bétail touristique : 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7. Là où l'on vient se délasser, il ne faut toutefois pas perdre de temps dans les transports⁴, la rapidité du déplacement marquant paradoxalement plus nettement la coupure entre les lieux de vie où prédomine le travail et ceux de loisirs où l'on tente d'oublier les premiers. Si vous ne voulez pas vous mélanger au « peuple », la solution du jet privé vous est proposée, avec lequel vous rejoindrez facilement au départ d'Ibiza, Palma de Majorque (35 minutes), Barcelone (45'), Valence (45'). Et si la capitale française devait vous titiller, vous la rallierez en quelques 2h10.

C'est ce que choisissent certains des DJ prisés de l'île, dont Bob Sinclar, de son vrai nom Christophe Le Friant, qui pendant l'été et tous les samedis « enchaîne les sets entre Ibiza et Mykonos »⁵. Sur l'île, les disc-jockeys sont les dieux qui font danser les fidèles 24/24, 7/7, avec des cachets qui sont à la mesure de leur notoriété : David Guetta récolte entre 150.000 et 250.000€ par soirée (jusqu'à 450.000 pour des soirées privées), Bob Sinclar dit, lui, recevoir entre 15.000 et 50.000€, mais cela semble un minimum pour celui qui composa l'hymne de la Star Academy et qui, lors de la fête nationale française du 14 juillet 2014 à Valenciennes, encaissa 150.000€, la ville obtenant un rabais pour les 500.000 initialement demandés par la star. Les DJ ne sont pas les seuls multimillionnaires à apprécier l'Isla Blanca et son faste : Shakira, Leonardo DiCaprio, Lionel Messi, Johnny Depp, Christina Aguilera, Justin Bieber, Paul McCartney...

Ceux dont le train de vie exige plus que d'autres une forte production pétrolière préfèrent toutefois que l'extraction se fasse loin de leurs villas. Alors qu'en 2010 l'entreprise Cairn Energy obtient quatre permis d'exploration pétrolière dont certains autour des Baléares, une contestation populaire sans précédent prend forme à Ibiza, aboutissant à une manifestation de plus de 10.000 personnes. Défenseurs de la nature, pêcheurs, milieux du tourisme, habitants et certains politiciens s'opposent au projet. Sans vergogne et avec une ironie certaine, quelques célébrités s'associent au combat. Paris Hilton, jet-setteuse à scandales, arrière-petite fille de Conrad Hilton, fondatrice de la chaîne d'hôtels Hilton, twittera « Ibiza est en danger », elle qui étale sa vie luxueuse d'héritière oisive sur tous les réseaux. D'autres, comme Kate Moss ou Pete Tong (DJ britannique), arboreront sur internet une photo avec une pancarte « Ibiza says no »⁶. Ce qui peut apparaître comme un potin de plus dans la presse people

révèle toutefois une forme de schizophrénie propre à nos sociétés que symbolisent les « stars » et leur *hubris*, ces VIP mercantiles et insatiables voulant jouir sans entraves mais ne pas voir ce qui rend leur jouissance possible, profiter des conséquences de la société carbone mais en oublier l'origine. Ce sont ceux que Jean Baudrillard appelait les « grands gaspilleurs », qui sont « tous ces grands dinosaures qui défraient la chronique des magazines et de la T.V., c'est toujours leur vie par excès, et la virtualité de monstrueuses dépenses qui est exaltée en eux. Leur qualité surhumaine, c'est leur parfum de potlatch. Ainsi remplissent-ils une fonction sociale bien précise : celle de la dépense somptuaire, inutile, démesurée. Ils remplissent cette fonction par procuration, pour tout le corps social, tels les rois, les héros, les prêtres ou les grands parvenus des époques antérieures »⁷.

En pleine dissonance cognitive, ces consommateurs frénétiques des produits modernes issus du pétrole veulent à la fois remplir leur réservoir mais ne rien savoir des destructions que cette extraction implique des milliers de kilomètres plus loin, là où « Les grincements des machines emplissent le vide steppique. La tour semble vivre. On pense à la colonne vertébrale d'un monstre métallique ; Il faut imaginer à 4.000 mètres de profondeur la tête de forage fouissant les substrats, mordant les batholites et crevant les strates. Bientôt – dans 2 jours, dans 2 semaines –, elle touchera au réservoir de gaz enfoui dans la roche-mère. L'éther sous pression remontera alors par la colonne, et un régulateur contrôlera le débit d'injection. Un tube raccordera le puits à un gazoduc principal ; Le gaz quittera le repos des replis à destination d'un monde où des hommes ignorant tout de cette saga tourneront un bouton pour se faire cuire un œuf »⁸... ou s'assoieront dans leur fauteuil en cuir afin de rejoindre en jet privé une des soirées *people* d'Ibiza. Ils semblent ne même pas réaliser leur profonde contradiction : à l'époque, le chef du gouvernement des Baléares, José Ramon Bauza, dira publiquement « Le pétrole des Baléares, c'est le tourisme »⁹. Il oublia la suite du raisonnement : « Le tourisme, c'est le pétrole », et il faudra un jour forer à Ibiza si le modèle que lui et ses acolytes prônent ne change pas. Ils verront alors à quel prix se fait leur mode de vie.

Nous sommes ainsi dans le règne de la jouissance hors-sol, des bienfaits sans les dégâts, à l'instar de ces centaines de touristes qui capturent à travers des centaines de smartphones le coucher du soleil près du Café del mar, dans une ambiance paradoxale de joyeuse fin du monde, loin des camps de travail de Foxconn. Savent-ils seulement qu'un jour, ils s'éteindront, et le soleil aussi ?

LE SPECTACLE D'IBIZA

Il y a dans ces lieux comme des psychismes qui se répondent : de « grands gaspilleurs » multimillionnaires, profitant de cette gloire éphémère qu'ils craignent sans cesse de perdre, font danser des hordes de touristes qui vivent la gloire par procuration, fuyant l'inauthenticité de leur existence. Ils sont les nouveaux Narcisse, de ce Narcisse qui entérine la société de classes par son adulation de celui qui domine, et qui « divise la société en deux groupes : d'une part, les gens riches, puissants et renommés, d'autre part, le troupeau »¹⁰. L'ensemble produit cette idéologie diffusée par le spectacle, grand moment ostentatoire de la démesure, du besoin et de l'argent, qui marque « l'appauvrissement, l'asservissement et la négation de la vie réelle »¹¹. Les fidèles communieraient-ils de cette façon dans les boîtes branchées d'Ibiza si les nouveaux prêtres que sont les DJ ne représentaient pas à leurs yeux faste, démesure et opulence dont ils rêvent ?



Illustration : Théodora Jacobs

Dans le centre d'Ibiza, près des boîtes de nuit, s'asseoir et regarder passer les fêtards en latence, suscite un étrange sentiment que les êtres se perdent dans les images, sont là physiquement mais sans être présents. « L'aliénation du spectateur au profit de l'objet contemplé (qui est le résultat de sa propre activité inconsciente) s'exprime ainsi : plus il contemple, moins il vit ; plus il accepte de se reconnaître dans les images dominantes du besoin, moins il comprend sa propre existence et son propre désir »¹². Ont-ils toutefois imaginé que du haut de sa chaire, un DJ peut gagner en 2 heures de mix jusqu'à 341 fois le smic, soit 28 années de ce revenu minimum ?

Ibiza, dans son délire ostentatoire, nous aide toutefois à lire le présent, mais surtout à comprendre de quels fondements historiques il est le produit. Car si l'île est investie dès les années 1960 par la jeunesse hippie du monde entier qui s'oppose à l'État, la guerre, l'autorité et la société de consommation, prônant une vie libre emplie de musique, de sexe, de drogue et de découverte de soi, ce que l'île est devenue s'inscrit dans la continuité d'un laissez-faire hédoniste précurseur de la culture du narcissisme qui remplit les boîtes de nuit aujourd'hui. Pier Paolo Pasolini décrit bien cette impression lorsqu'il rencontre pour la première fois des « chevelus » dans le hall d'un hôtel à Prague, les faisant parler avec ses mots : « Nous sommes un masque parfait, non seulement d'un point de vue physique – notre façon désordonnée de flotter fait se ressembler tous les visages – mais aussi d'un point de vue culturel : en effet, on peut très facilement confondre une sous-culture de droite avec une sous-culture de gauche. Je compris en somme que le langage des cheveux n'exprimait plus des « choses » de gauche, mais bien quelque chose d'équivoque, de droite-gauche, qui rendait possible la présence de provocateurs ». Pasolini ajoute : « La sous-culture du pouvoir a absorbé la sous-culture de l'opposition et l'a faite sienne : avec une diabolique habileté, elle en a patiemment fait une mode qui, si on ne peut pas la déclarer fasciste au sens propre du terme, est pourtant bel et bien de pure « extrême-droite » »¹³. L'aspect équivoque du mouvement hippie associé à sa culture libertaire lui promettait donc une récu-

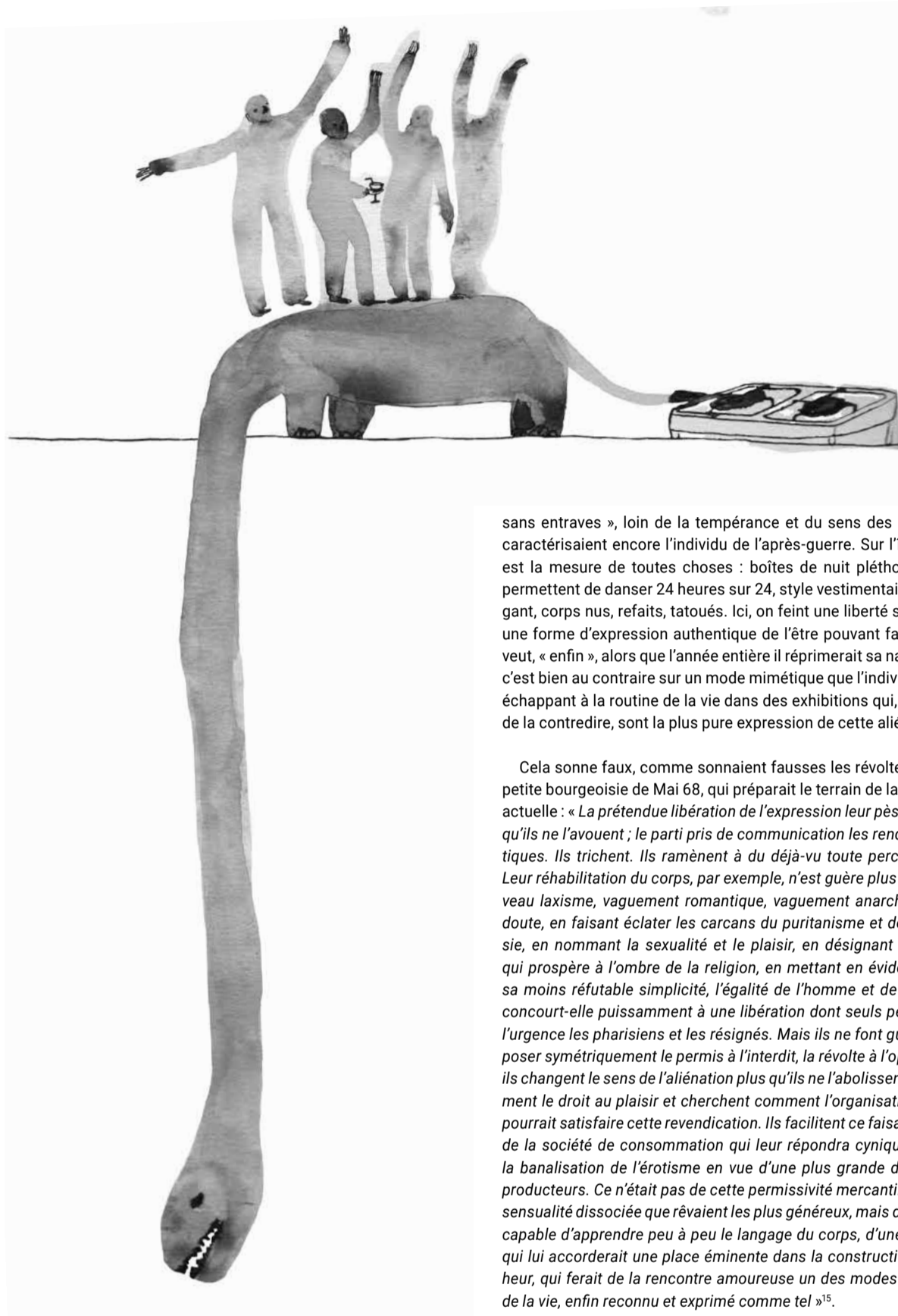


Illustration : Théodora Jacobs

sans entraves », loin de la tempérance et du sens des limites qui caractérisaient encore l'individu de l'après-guerre. Sur l'île, l'hubris est la mesure de toutes choses : boîtes de nuit pléthoriques qui permettent de danser 24 heures sur 24, style vestimentaire extravagant, corps nus, refaits, tatoués. Ici, on feint une liberté sans limite, une forme d'expression authentique de l'être pouvant faire ce qu'il veut, « enfin », alors que l'année entière il réprimerait sa nature. Mais c'est bien au contraire sur un mode mimétique que l'individu agit ici, échappant à la routine de la vie dans des exhibitions qui, plutôt que de la contredire, sont la plus pure expression de cette aliénation.

Cela sonne faux, comme sonnaient fausses les révoltes de cette petite bourgeoisie de Mai 68, qui préparait le terrain de la démesure actuelle : « *La prétendue libération de l'expression leur pèse bien plus qu'ils ne l'avouent ; le parti pris de communication les rend inauthentiques. Ils trichent. Ils ramènent à du déjà-vu toute percée inédite. Leur réhabilitation du corps, par exemple, n'est guère plus qu'un nouveau laxisme, vaguement romantique, vaguement anarchiste. Sans doute, en faisant éclater les carcans du puritanisme et de l'hypocrisie, en nommant la sexualité et le plaisir, en désignant la névrose qui prospère à l'ombre de la religion, en mettant en évidence, dans sa moins réfutable simplicité, l'égalité de l'homme et de la femme, concourt-elle puissamment à une libération dont seuls peuvent nier l'urgence les pharisiens et les résignés. Mais ils ne font guère qu'opposer symétriquement le permis à l'interdit, la révolte à l'oppression ; ils changent le sens de l'aliénation plus qu'ils ne l'abolissent. Ils réclament le droit au plaisir et cherchent comment l'organisation sociale pourrait satisfaire cette revendication. Ils facilitent ce faisant la tâche de la société de consommation qui leur répondra cyniquement par la banalisation de l'érotisme en vue d'une plus grande docilité des producteurs. Ce n'était pas de cette permissivité mercantile, de cette sensualité dissociée que rêvaient les plus généreux, mais d'un monde capable d'apprendre peu à peu le langage du corps, d'une humanité qui lui accorderait une place éminente dans la construction du bonheur, qui ferait de la rencontre amoureuse un des modes essentiels de la vie, enfin reconnu et exprimé comme tel »¹⁵.*

LES CORPS, ESPACES PUBLICITAIRES

À Ibiza, les corps ne parlent plus, ils s'exposent. Objets réifiés comme surfaces de consommation, ils affichent leurs tatouages comme des marques s'inscrivent sur des panneaux publicitaires. Ces corps-marchandises évoluent dans des espaces où ils se jugent, se jaugent, se comparent, n'existant que dans le regard de l'autre qui est reconnu uniquement par cette fonction de miroir qu'il occupe. « *Tous, tant que nous sommes, acteurs et spectateurs, vivons entourés de miroirs ; en eux, nous cherchons à nous rassurer sur notre pouvoir de captiver ou d'impressionner les autres, tout en demeurant anxieusement à l'affût d'imperfections qui pourraient nuire à l'apparence que nous voulons donner. L'industrie de la publicité encourage délibérément ce souci des apparences »¹⁶. Les corps imparfaits, selon les canons édictés par la société de consumma-*

tion, sont refaits, comme on modifierait un objet inadéquat : seins, fesses, bouches... Le corps fragmenté représenté comme une machine constitué de différentes pièces, tend à la « perfection », chacune des parties améliorées par la technique concourant à cet objectif.

Mais au-delà d'une impression de liberté, les corps en exposition sont pourtant le signe d'un comportement affecté qui plus profondément exprime « *le sentiment que le moi est un acteur constamment surveillé par les amis comme par les étrangers »¹⁷. Ici dénote plus qu'ailleurs cette exhibition permanente de soi, cette expérimentation narcissique dont son propre corps est l'objet, conséquence d'un monde où « la publicité encourage les hommes autant que les femmes à considérer la création de leur moi comme la plus haute forme de créativité (...) Les hommes comme les femmes doivent donner une image plaisante d'eux-mêmes, et devenir à la fois acteurs et connaisseurs avertis de leur propre prestation »¹⁸.*

Au milieu des strass et de ces corps exposés à moitié dénudés, un vieil ibizien dénote dans la nuit. Il vend des billets pour la Lotería de Navidad de fin d'année. « *Je ne touche que 300€ par mois de pension* », impossible de vivre à Ibiza avec une telle somme, surtout si on n'est pas propriétaire de son logement. Le tourisme de masse a en effet rendu plus intéressant la location estivale à des étrangers dotés d'un pouvoir d'achat plus conséquent plutôt qu'à des autochtones toute l'année. Cette forme de discrimination qui nie le droit au logement suit la même logique que le modèle Airbnb qui, tirant profit de la location de logements privés dans le but principal de visites touristiques, réduit le nombre de logements accessibles à la location pérenne à Prague, Lisbonne, Barcelone... concourant mécaniquement à une augmentation des loyers. Dans un contexte de démantèlement de l'État social, c'est une façon de plus de détruire le lien et de différer une révolte légitime en laissant la « liberté » à chacun de ne pas tomber dans l'indigence en louant – ou sous-louant – son habitation.

PARADOXE DU TOURISME

Au pied du Piscis, un des grands hôtels de Sant Antoni de Portmany, des cartouches vides de protoxyde d'azote : « *On en trouve partout ici, tous les jours. Parfois des jeunes les jettent de leur balcon et elles endommagent nos voitures* », nous dit un loueur de voiture jouxtant l'hôtel, quand ce ne sont pas « *des jeunes qui passent d'un balcon à l'autre et chutent, ce qui est une des causes de mortalité des touristes ici* ». Le protoxyde d'azote, c'est ce gaz hilarant comprimé dans une cartouche, que certains vendeurs de rue africains arborent au bout d'une chaîne, signalant sans doute aux badauds qu'ils peuvent se procurer chez eux cette nouvelle drogue qui fait fureur, notamment en Angleterre¹⁹. En état d'ébriété ou sous l'effet de drogues, certains s'adonnent à ce qu'on appelle le *balconing*, à savoir sauter du balcon de sa chambre dans la piscine ou pour rejoindre un autre balcon. Au moins un Belge, un Allemand, un Anglais et un Australien en ont fait les frais dès le mois de juin : un mort, un état critique, deux blessés... auxquels s'ajouteront d'autres jusqu'au moins fin septembre.

On a envie de fermer les yeux sur cet Ibiza-là, symbole de la démence moderne, paroxysme d'une société à la dérive que rien ne semble pouvoir arrêter et où la jeunesse se perd pendant quelques mois d'été dans une forme de fuite du réel, espace insulaire où le tourisme s'offre comme activité économique principale dans un lieu qui « ferme » entre octobre et avril. Le tourisme de masse est là, imposant mais « obligé » pour les autochtones, comme l'exprimera à demi-mot un taximan : « *Pour rien au monde je n'irais vivre dans le centre de Sant Antoni, à la fin de la journée je retourne chez moi, c'est là que je me repose* ». C'est le paradoxe de cette industrie du tourisme que les autochtones détestent puisqu'elle dénature tout, mais dont ils ne peuvent se passer puisqu'en même temps elle les fait vivre. Dans une île qui importe la majorité de ce qu'elle consomme, il est toutefois piquant de penser qu'un retour au réel inévitable aurait lieu en cas de pénurie de pétrole, alors que la vie telle qu'elle se fait là ne pourrait se maintenir plus de 3 jours sans le précieux or noir...

Alexandre Penasse

pération rapide par le capitalisme. Les anciens révoltés devinrent les nouveaux adaptés, non que cela indiqua le signe d'un reniement mais plutôt d'« un plan de carrière » qui mènera sans vergogne des *afers* aux affaires. C'est le cas de Jerry Rubin, Américain cofondateur du mouvement hippie qui passera de l'antimilitarisme au reaganisme, devenant chef d'entreprise et l'un des premiers investisseurs d'Apple. Comme le disait Guy Hocquenghem de cette élite française passée « *du col Mao au Rotary* » : « *Vous êtes, vous, devenus, si je puis dire, réactionnaires par conformisme, comme vous étiez de gauche par conformisme* »¹⁴.

Ibiza s'offre dès lors en modèle de cette métamorphose historique marquée par cet infléchissement de la nouvelle doctrine morale permissive qui fait suite à la période antérieure caractérisée par la répression, vers une société hyper-consumériste dont elle portait les germes. Car pour se déployer rapidement et faire de chacun un consommateur répondant aux nouveaux besoins créés, la société post-trente glorieuses avait besoin d'un individu prêt à « jouir

1. Ce portrait de l'île se veut volontairement réducteur, s'arrêtant sur ce qui a donné à l'île sa notoriété internationale. Nous n'évoquons pas son histoire lointaine, ses coutumes, son patrimoine historique et culturel, sa faune, sa flore... Si ces éléments contrastaient avec l'Ibiza des boîtes de nuit, il n'en resterait pas moins qu'ils n'enlèvent rien à notre analyse, les deux Ibiza rentrant même, et c'est assez logique, en contradiction.
2. <https://www.tdg.ch/economie/entreprises/derriere-prix-cassela-face-cachee-low-cost/story/31724743>
3. *Encyclopédie des nuisances. Discours préliminaire*, Éditions de l'encyclopédie des nuisances, 2009, p. 27.
4. Ce « gain » de temps est toutefois une parfaite illusion, Hartmut Rosa démontrant implacablement la pénurie de temps qui a lieu en dépit des progrès technologiques. Voir *Accélération, une critique sociale du temps*, La Découverte, 2011.

5. <https://www.parismatch.com/Culture/Musique/Bob-Sinclar-Ma-vie-de-DJ-a-Ibiza-1551257>
6. <http://www.bbc.co.uk/newsbeat/article/26156703/celebrities-back-ibiza-says-no-oil-drilling-campaign>
7. Jean Baudrillard, *La société de consommation*, Editions Denoël, 1970, p. 53.
8. Sylvain Tesson, *L'or noir des steppes : voyage aux sources de l'énergie*, Arthaud, 2007/2012, p. 43.
9. https://www.rtbf.be/info/societe/detail_ibiza-ses-plages-ses-stars-et-peut-etre-un-jourson-petrole?id=8234348
10. Christopher Lasch, *La culture du narcissisme*, Flammarion, 1979/2006, p.121.
11. Guy Debord, *La société du spectacle*, Gallimard, 1967/1992, p. 205.

12. *Ibid.*, p. 31.
13. Pier Paolo Pasolini, *Écrits corsaires*, Champs arts, 1976, pp. 30 et 31.
14. Guy Hocquenghem, *Lettre ouverte à ceux qui sont passés du col Mao au Rotary*, Agone, 2003, p. 47.
15. Jean Sur, *68 Forever*, Arléa, 1998, pp. 57-58.
16. Christopher Lasch, *La culture du narcissisme*, *Ibid.*, p.129.
17. *Ibid.*, p.127.
18. *Ibid.*, p.130.
19. <https://www.lesinrocks.com/2014/10/02/actualite/actualite/gaz-hilarant-drogue-angle-terre/>

« OÙ VA L'ÉCOLE ? » OÙ VA LE RESTE...

« L'extension de la scolarité aux groupes sociaux qui en étaient jadis exclus est l'un des phénomènes les plus frappants de l'histoire moderne. Les développements qui se sont produits dans ce domaine en Europe occidentale et aux États-Unis, dans le courant des deux derniers siècles, donnent à penser que l'éducation de masse constitue l'un des principaux fondements de la croissance économique ; dans le reste du monde, les modernisateurs tentent de faire de même. La foi dans le pouvoir merveilleux de l'enseignement est l'une des composantes les plus durables du progressisme ; elle fut assimilée même par les idéologues hostiles à ce dernier. Pourtant, la démocratisation de l'enseignement n'a pas accompli grand-chose qui justifie cette foi. Elle n'a, ni permis au peuple dans son ensemble de mieux comprendre la société moderne, ni amélioré la qualité de la culture populaire, ni enfin réduit l'écart entre riches et pauvres. En revanche, elle a contribué au déclin de la pensée critique et à l'abaissement des niveaux intellectuels. Cette situation nous oblige à nous demander si l'éducation de masse, en fait – et comme les conservateurs l'ont toujours affirmé – n'est pas incompatible avec le maintien d'un enseignement de qualité ».

Christopher Lasch, *La culture du narcissisme*, Flammarion, p. 166.

Qui sert l'école, où va-t-elle, quels objectifs sociétaux remplit-elle ? La réponse à ces quelques questions, au regard de l'histoire de l'institution scolaire, suffit à réduire à néant les sermons des prêcheurs scolaires qui, chaque décennie, nous font prendre des vessies pour des lanternes, tentant d'occulter le grand carnage social que représente l'école en système capitaliste. Il ne faut pas aller très loin pour établir un état des lieux et révéler la pusillanimité des forces en présence, corps enseignant, syndicats, parents, qui ne représentent plus aucunement un contre-pouvoir mais une sorte de fausse résistance accompagnatrice. Le choix de l'entreprise de consultance Mc Kinsey pour « piloter » les écoles en Fédération Wallonie-Bruxelles offre à lui seul la preuve de tout le reste. À part quelques protestations inoffensives, qui a d'emblée déclaré que cette collaboration avec une des plus grandes sociétés de conseil, qui en 2007 comptait seize des CEO de multinationales cotées à plus de 2 milliards de dollars comme d'anciens de chez elle, était tout bonnement inacceptable ? La preuve n'était-elle pas suffisante, la contradiction avec les buts affichés assez grande que pour refuser toute discussion ? C'est un peu comme si on demandait à Ikea de prendre en gestion durable une forêt de pins, ou à Pablo Escobar de financer un centre de désintoxication. Enfin, ce genre d'antinomie est courante et ne surprend plus, les cigarettiers pouvant très bien financer des services de prévention du tabac...

Mc Kinsey signera donc la phase finale de la managérisation de l'école, qui devra, via ces 88 « délégués aux contrats d'objectifs » « contrôler » les établissements et quantifier leur « efficacité, efficacité, équité ». Le processus en dit long (« L'école pilotée », pp. 10-11) et la nomination de Renaud Witmeur comme administrateur général de Wallonie-Bruxelles-Enseignement s'inscrit comme une suite évidente. Ancien directeur de la Sogepa, « fonds d'investissement répondant au critère de l'investisseur privé », il désire « s'emparer du Pacte d'excellence pour essayer de changer durablement le présent (sic) »¹, entendez dans les mots de la novlangue, comme en est logiquement truffé le « Pacte » (« Les mots-maux du "Pacte" », p.12), « continuer à faire la même chose pour faire de l'école enfin une entreprise comme une autre ». France, Belgique, même école, si l'on peut dire : « Sous la double invocation d'une "démocratisation de l'enseignement" (ici un mensonge absolu) et de la "nécessaire adaptation au monde moderne" (ici une demi-vérité), ce qui se met effectivement en place, à travers toutes ces réformes également mauvaises, c'est l'École du Capitalisme total, c'est-à-dire l'une des bases logistiques décisives à partir desquelles les plus grandes firmes transnationales, - une fois



achevé, dans ses grandes lignes, le processus de leur restructuration – pourront conduire avec toute l'efficacité voulue la guerre économique mondiale du XXI^e siècle »².

« C'est évidemment pour cette école du grand nombre que l'ignorance devra être enseignée de toutes les façons convenables »³, dans la continuité, comme elle l'a toujours fait, « de la propagation de l'abrutissement intellectuel et de la passivité politique »⁴, confirmant sa principale intervention « en tant qu'agent principal de recrutement, de sélection et de formation pour l'industrie »⁵. La numérisation de l'enseignement fait partie de ce désastre programmé⁶ (« Enseignement numérique : la schizophrénie comme compétence à développer d'urgence », p. 13), que les technocrates nous vendent comme l'ultime bienfait, prémisse de l'enseignement multimédia à distance qui fera coup double : « D'un côté les grandes firmes (Olivetti, Philips, Siemens, Ericsson etc.) [tiens, les copains de McKinsey...] seront appelées à "vendre leurs produits sur le marché de l'enseignement continu que régissent les lois de l'offre et de la demande" ». De l'autre, des dizaines de milliers d'enseignants (et on sait que leur financement représente la part principale de l'Éducation nationale) deviendront parfaitement inutiles et pourront donc être licenciés, ce qui permettra aux États d'investir la masse salariale économisée dans des opérations plus profitables pour les grandes firmes internationales »⁸.

Quelle place alors pour enseigner autrement et faire place à une école qui « devienne le lieu d'apprentissage des spécificités de la vie sur Terre » où « on y comprendrait enfin que notre environnement n'est pas simplement un support, taillable et corvéable à merci, mais LA condition de notre existence » (Écologie et enseignement, p.9) ?

Aucune, pour l'instant et certainement si, l'équation irrésolue de l'œuf et de la poule resurgissant (changer l'école pour changer la société ou changer la société pour changer l'école ?), une révolution majeure n'a pas lieu. Il semble que le chemin que proposait Ivan Illich, celui d'une déscolarisation de toute la société, semble le plus pertinent : « Vouloir assurer l'éducation universelle par l'école représente un projet irréalisable (...) Il ne suffit pas de vouloir modifier l'attitude des maîtres face aux élèves, ni d'avoir recours à un matériel pédagogique, électronique ou non, sans cesse plus encombrant (...) Il faut opposer une autre recherche qui entreprenne de concevoir de véritables « réseaux de communication » à dessein éducatif, par lesquels seront accrues les chances de chacun de faire de chaque moment de son existence une occasion de s'instruire, de partager, de s'entraider »⁹.

« Tant que nous prendrons pas conscience du rite par lequel l'école forme l'homme condamné à la consommation du progrès, il nous sera impossible de briser le cercle magique et de faire apparaître une économie nouvelle »¹⁰. Nous espérons que ce dossier y participera, à son humble niveau.

Dossier coordonné par Alexandre Penasse & Bernard Legros

1. « Renaud Witmeur quitte la Sogepa pour diriger les écoles », 14/07/19, <https://www.lecho.be>.

2. Jean-Claude Michéa, *L'enseignement de l'ignorance et ses conditions modernes*, Climats, 2006, p. 39. C'est l'auteur qui souligne.

3. *Ibid.*, p. 47.

4. Christopher Lasch, *La culture du narcissisme*, op.cit., p. 171.

5. *Ibid.*, p. 177.

6. Voir *Le désastre de l'école numérique*, Philippe Bihouix, Karine Mauvilly, Éditions du Seuil, 2016.

7. Tiré d'un rapport de la Commission européenne, voir Jean-Claude Michéa, op.cit.

8. Jean-Claude Michéa, *L'enseignement de l'ignorance et ses conditions modernes*, op.cit., p. 46.

9. Ivan Illich, *Une société sans école*, dans *(Œuvres complètes, vol.1 (Fayard), Seuil, 1980, p. 206.*

10. *Ibid.*, p. 271.

ÉCOLOGIE ET ENSEIGNEMENT

Les nombreux débats sur l'écologie usent et abusent souvent de données et de statistiques. On essaye de convaincre les uns d'arrêter de manger de la viande en montrant, chiffres à l'appui, qu'un kilo de bœuf nécessite 5 ou 10 fois plus d'eau que le même apport énergétique en céréales. On tente de convaincre les autres en comparant la somme de dioxyde de carbone émise par une brosse à dent électrique ou manuelle... Comme si les enjeux environnementaux se réduisaient à des additions et à des multiplications. Cette approche singulière trahit sans doute l'incapacité de nos sociétés d'aborder le fond du problème. Car il apparaît aujourd'hui de façon claire et évidente que l'enjeu est ailleurs et que ce qui pose véritablement question n'est pas conceptualisable à l'aide de statistiques. On ne peut d'ailleurs que constater l'absence complète d'efficacité de cette avalanche de chiffres puisque rien ne change. Malgré l'apparente objectivité des nombres (qui est censée convaincre tout un chacun), il y a toujours plus de voitures (même dans nos pays), toujours plus d'utilisateurs des transports aériens (même dans nos pays), toujours plus d'électricité produite et consommée, de maisons comme de smartphones... Si rien ne change véritablement, c'est peut-être précisément parce qu'en utilisant ces nombres et ces calculs savants, on omet de débattre de la vraie question. Comment nos sociétés sont-elles capables d'instituer des individus profondément ignorants de ce qui les maintient en vie ? Comment une société peut-elle amener ses citoyens à être – à l'âge adulte – toujours inconscients des liens qui les relient à leur environnement ? Si rien ne change, ce n'est donc pas parce que nous sommes insensibles à l'objectivité des nombres mais plutôt parce que notre construction psychique – notre façon de percevoir spontanément le monde – repose sur l'absence complète de prise en considération des liens que nous tissons avec notre environnement.

La première tâche qui s'impose consiste donc à changer cette représentation spontanée de notre être comme des relations que nous entretenons avec notre milieu. Force est de constater que l'enseignement, qui pourrait – et devrait – assumer ce rôle, ne se soucie pas de ces considérations et participe ainsi à l'agencement de consciences ignorantes des liens qui les relient à leur environnement. En effet, qu'apprenons-nous aux enfants dans nos écoles ? On leur apprend les mathématiques, l'histoire, la physique, la chimie, la biologie... On leur enseigne donc les règles de la maîtrise afin qu'ils soient eux-mêmes capables, dans un futur proche, de reproduire cette maîtrise. En d'autres termes, on les forme, 32 heures par semaine, à devenir de bons techniciens. Par contre, rien – ou presque – ne leur est dit quant aux conséquences de cette maîtrise. Si, bien entendu, certains enseignants peuvent évoquer ces sujets dans leurs cours (comme au cours de morale, de religion, de formation géographique et sociale ou même de sciences), cet apprentissage ne fait nullement partie du programme (si ce n'est de manière anecdotique) et ne sera donc évoqué que si l'envie d'un professeur se fait entendre. Notre enseignement – qui veut soi-disant former à l'objectivité et au savoir – se contente donc d'expliquer comment maîtriser sans jamais évoquer la somme, désormais impressionnante, de connaissances accumulées sur les nombreux impacts délétères de la maîtrise. C'est ainsi que l'éducation nationale dénigre purement



Illustration: Maud Romera Tomad

rarement de la pollution aux particules fines, comme de l'impact effrayant de la fracturation hydraulique ou de l'exploitation pétrolière qui, depuis ses origines, n'a de cesse de détruire des territoires comme en Amazonie ou au Nigéria. Rien n'est dit enfin au sujet des nombreuses externalités liées à l'usage de la chimie en agriculture : comme la pollution généralisée de notre environnement par les molécules de synthèse, la diminution de la fertilité humaine ou l'augmentation des maladies chroniques... Pour éviter tout malentendu, il faut préciser que certains professeurs abordent ces sujets, mais le temps qu'ils y consacrent est sans commune mesure à celui utilisé pour décrire les processus physico-chimiques à l'œuvre, par exemple, dans une réaction nucléaire. Il faut également souligner qu'il ne s'agit pas ici de critiquer les enseignants – qui font un travail remarquable – mais plutôt de montrer la force et l'emprise du « parti pris » de l'éducation dans nos sociétés. Connaître le monde dans lequel nous vivons ne suppose pas simplement d'en connaître les lois... Connaître le monde dans lequel nous vivons suppose en effet également – et avant toute chose – de saisir les liens qui nous relient à notre environnement. Or, malheureusement, ce travail n'est pas réalisé et ces liens ne sont pas suffisamment expliqués. Ce faisant, l'enseignement entretient le déni et participe à l'élaboration de consciences déconnectées de la réalité. L'Éducation nationale constitue ainsi un allié de poids pour la perpétuation du modèle en place. Bien loin de sa vocation première, elle ne sert pas à « libérer », en éclairant les consciences, mais à enchaîner les humains en devenir à la poursuite de la maîtrise par la pérennisation du rapport technicien que nous entretenons désormais avec notre environnement.

Il suffirait cependant de peu de choses pour que l'Éducation nationale renoue avec sa vocation première. Il suffirait que l'on consacre autant d'heures à l'apprentissage des lois de l'univers qu'aux conséquences de la maîtrise. Mais il faudrait surtout que l'école devienne le lieu d'apprentissage des spécificités de la vie sur Terre. On aiderait alors nos enfants à comprendre qui ils sont et dans quel monde ils vivent. On y apprendrait notamment les interactions, nombreuses et multiples, que tout organisme vivant entretient avec son milieu. On y comprendrait enfin que notre environnement n'est pas simplement un support, tailleur et corvéable à merci, mais LA condition de notre existence. On les initierait donc à la

et simplement tout un pan de la littérature scientifique. Aborder la question du nucléaire se limite, dans la plupart des cas, à expliquer le fonctionnement d'un réacteur comme les propriétés physiques et chimiques liées à la fusion et à la fission. On n'y parle pas – ou très peu – des impacts de l'industrie nucléaire : de l'extraction des minerais, aux catastrophes de Fukushima ou de Tchernobyl, du stockage des déchets et des nombreux projets controversés (comme ceux de Bure en France), de la croissance exponentielle d'électricité qui, ininterrompue depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, nécessite le recours à de telles formes d'énergie...

De la même manière, si on explique à nos enfants les principes de l'énergie cinétique et les équations mathématiques permettant de calculer la vitesse d'une voiture, rien n'est dit – ou presque – sur les conséquences désastreuses de l'automobile. On y traite en effet

spécificité de leur être et de leur monde. Et, ce faisant, on prendrait en compte toute la littérature scientifique et pas seulement celle qui permet la maîtrise. Littérature qui, depuis maintenant une cinquantaine d'années, n'a de cesse de démontrer que notre rapport à l'environnement est viscéralement destructeur et profondément nihiliste car il repose exclusivement sur la soumission et la domination. En prenant en compte cette imposante littérature, on les formerait donc à l'objectivité... N'est-ce pas finalement là le rôle de toute éducation dans des sociétés démocratiques ?

Julien Lebrun, enseignant et essayiste

L'ÉCOLE PILOTÉE

La rentrée scolaire est là. Et, avec elle, se prépare la dernière vague des écoles qui se lancent dans la rédaction des plans de pilotage préconisés par l'Administration générale de l'enseignement en Fédération Wallonie-Bruxelles¹. Il est prévu que, d'ici 2020-2021, tous les établissements scolaires élaborent un plan de pilotage destiné à devenir leur « *contrat d'objectifs* » pour 6 ans.



Illustration: Olivier Spinevine

QUELS OBJECTIFS LES PLANS DE PILOTAGE POURSUIVENT-ILS ?

Les plans de pilotage, aujourd'hui présentés comme l'une des premières mesures phares du Pacte d'Excellence, ont été pensés par le management façon McKinsey. Leur but est d'amener les enseignants à mettre en place de « bonnes pratiques » qui permettront d'améliorer notre enseignement. Ils feront reposer sur leurs épaules les changements à apporter sans remettre en cause les failles d'un système compliqué, organisé en réseaux concurrents. Et surtout sans en augmenter le budget.

Officiellement, il est clairement question de « faire évoluer » l'école afin qu'elle produise des « résultats satisfaisants en termes d'efficacité et d'équité ». Il s'agit :

- «1] d'améliorer significativement les savoirs et compétences des élèves ;
- 2] d'augmenter la part des jeunes diplômés de l'enseignement secondaire supérieur ;
- 3] de réduire les différences entre les résultats des élèves les plus favorisés et ceux des élèves les moins favorisés d'un point de vue socio-économique ;
- 4] de réduire progressivement le redoublement et le décrochage ;
- 5] de réduire les changements d'école au sein du tronc commun ;
- 6] d'augmenter progressivement l'inclusion des élèves à besoins spécifiques dans l'enseignement ordinaire ;
- 7] d'accroître les indices du bien-être à l'école et de l'amélioration du climat scolaire. »

CONCRETEMENT, COMMENT LES PLANS DE PILOTAGE SE METTENT-ILS EN PLACE ?

Différentes étapes se succèdent : diagnostic, objectifs chiffrés, stratégies, contrôle et sanctions. Dans une première phase, l'équipe pédagogique détermine un diagnostic des forces et des faiblesses de son école, sur la base d'une enquête anonyme auprès des enseignants, élèves et parents. Forte de ces constats, l'équipe dégage ensuite des projets spécifiques à l'amélioration de l'établissement. Ces projets sont alors soumis à l'approbation du Service Général de l'Inspection et deviennent un contrat d'objectifs qui lie les enseignants pour une durée de six ans. Mis en application, le contrat est évalué annuellement.

Ce sont les 88 délégués aux contrats d'objectifs, formés par McKinsey, qui approuvent, désapprouvent et contrôlent après 3 et 6 ans les performances de chaque établissement. En cas d'écart, ils peuvent lancer différents types d'actions :

- si l'échec n'est pas imputable à l'établissement, le plan est réactualisé et ses objectifs adaptés ;
- en cas d'« incapacité » ou de « mauvaise volonté manifeste », l'établissement fait l'objet d'un « suivi rapproché » ou d'une « procédure d'audit externe » ou subit des sanctions de type réduction de moyens de fonctionnement ou voit sa direction écartée et remplacée par un « manager de crise » ;
- s'il est un établissement « en difficultés », il bénéficie d'un « dispositif de contractualisation » avec audit, « dispositif de rattrapage spécifique », « évaluation annuelle ».

« dispositif de contractualisation » avec audit, « dispositif de rattrapage spécifique », « évaluation annuelle ».

DERRIÈRE LES MOTS

Visées et déclarations d'intentions louables que celles qui sont ainsi énoncées par le Groupe Central dans son Avis n°31, véritable vitrine du Pacte : « faire évoluer l'école », « améliorer les savoirs et les compétences », « augmenter le nombre de diplômés de l'enseignement secondaire supérieur », « réduire les différences entre les résultats des élèves les plus favorisés et ceux des élèves les moins favorisés d'un point de vue socio-économique », « réduire progressivement le redoublement et le décrochage », « accroître les indices du bien-être à l'école et de l'amélioration du climat scolaire », etc.

Le discours de l'évidence est ici à l'œuvre. Des « évidences faibles » qui sont relayées afin d'obtenir l'approbation de l'opinion et de séduire les pouvoirs organisateurs, enseignants, parents et... mandataires publics. Mais au-delà de ces arguments de légitimation des plans de pilotage et du Pacte lui-même, d'autres mots utilisés sont révélateurs de l'idéologie managériale et des finalités réelles sous-jacentes aux plans de pilotage.

Les termes mêmes de « gouvernance », « plan de pilotage », « leadership du directeur », « responsabilisation des équipes », « contractualisation »... témoignent de l'intrusion, dans les discours officiels, du vocabulaire de l'entreprise. Au-delà de l'effet de style, de la simple

métaphore, du vernis langagier aux connotations rassurantes d'expertise, de rendement, d'efficacité éprouvée, sa présence dénote aussi d'une réelle intention d'organisation de l'école sur le modèle (et avec les méthodes) du privé, conjointe d'un pas réel vers la privatisation de ce qui fonctionnait jusqu'à aujourd'hui comme réseau public de l'enseignement.

Ainsi, le vocable « gouvernance », est dérivé d'un terme anglo-saxon lié au *management* des entreprises : il désigne la manière de gouverner, d'exercer le pouvoir dans un domaine public ou privé. Les « plans de pilotage », termes initialement utilisés dans la navigation aérienne, maritime... revêtent l'apparence lénifiante d'un « guidage » optimal, d'une « conduite » parfaitement maîtrisée, envisagée dans tous ses aspects, se fondant sur des prévisions, des possibilités d'itinéraires alternatifs, de réorientations, etc. Mais la technique managériale mise au point par l'entreprise (et issue du *lean management*, du toyotisme²), le plan de pilotage évoque surtout une méthode d'organisation du travail visant à limiter le gaspillage, réduire les coûts et mettre sous pression les travailleurs pour atteindre des objectifs de rendement.

L'anglicisme *leadership* (du directeur) », comme « gouvernance », « pilotage », et ci-dessous « *manager de crise* », souligne lui aussi l'orientation *lean management*, avec son renforcement de la direction en général, que ce soit celle du chef d'établissement, des DZ (directeurs de zone) et des DCO (délégués aux contrats d'objectifs), au cœur d'un système remanié dans le sens d'une plus grande hiérarchisation, d'un plus grand contrôle et de plus de contrainte, voire de coercition.

Le « *manager de crise* » sera le spécialiste intervenant sur des questions ponctuelles, après écartement de la direction, dans le cadre d'un dispositif d'urgence, momentané et transitoire, et dont la mission sera d'initier des changements visant à améliorer les performances et la compétitivité d'une entreprise (et de l'école considérée comme telle, désormais).

La « *responsabilisation* » des équipes et des enseignants (implicitement, les acteurs de terrain n'étaient donc pas responsables auparavant ?) indique clairement sur quelles épaules s'exercera le poids de la réalisation des objectifs, à savoir la réussite des élèves. Jusqu'à présent, lorsque les professeurs effectuaient correctement leur travail, on ne pouvait légitimement leur reprocher les éventuels mauvais résultats de leurs étudiants. Désormais les enseignants en seront les responsables.

L'expression « *contrats d'objectifs* » met en avant cette contractualisation, cet engagement et, quelque part, cet « emprisonnement » des équipes, avec la menace, on l'a vu plus haut, de lourdes conséquences comme la réduction de la subvention traitement de l'établissement en cas de rupture de contrat ou d'échec des résultats. Ce qui, soit dit en passant, ne va pas améliorer la situation d'une école en difficulté. Quelle ambiguïté que cette note – qui pourrait disparaître aisément lors d'un réajustement ou d'une remise à jour du Pacte – qui stipule que le contrat d'objectifs n'impose pas aux établissements une obligation de résultats, mais bien une « *obligation de moyens* ». La nuance qu'elle apporte change-t-elle quelque chose, finalement, aux sanctions énoncées par l'Administration ?

Les « *indicateurs de performance* » font aussi partie de la terminologie issue du *lean management*. Cependant quels sont ces indicateurs de performance ? Qui détermine le niveau de performance ? Est-il « ambitieux » ou simplement au service des besoins du marché du travail ? Comment sera définie la notion de réussite ? Les risques de dérive des plans de pilotage sont énormes, baisse de niveau ou élitisme selon les établissements.

Enfin, dans les formations prodiguées aux délégués aux contrats d'objectifs, McKinsey met en avant trois objectifs principaux : « *efficacité* », « *efficience* » et « *équité* ». Mais la définition qu'en donne la firme de consultance en management est la suivante :

- efficacité totale : mettre en place des modes opératoires et des normes auxquelles il faut se soumettre, rendre des comptes ;
- efficience : faire plus avec moins ;
- équité : assurer l'acquisition de compétences minimales susceptibles de permettre à tous d'accéder à un emploi. Et cela n'est pas mis au service de valeurs de citoyenneté critique, d'émancipation des élèves, de justice sociale et d'égalité. Il s'agit de désamorcer la bombe sociale et de viser la rentabilité.

On est bien loin d'un enseignement émancipateur qui donnerait à tous les outils nécessaires à construire du sens. Pour réussir à apprendre, un enfant doit construire un rapport au savoir et c'est aussi le cheminement accompli, l'autonomie acquise qui comptent. La formation philosophique, critique, citoyenne, la capacité à se remettre en question mènent aussi à la démocratie et à l'émancipation mais semblent délaissées au profit de compétences visant à inculquer un comportement docile et des compétences essentiellement soumises au marché du travail.

Or nous voulons « *une école qui forme des citoyens critiques, capables de comprendre les évolutions et les défis de la société, mais également capables de résister et de participer à la transformation du monde.* »³

AMBIGÜITÉ ET CONTRADICTIONS

Les discours officiels soulèvent bon nombre de questions inhérentes à la mise en place effective des plans de pilotage. Qu'en sera-t-il sur le terrain ?

Tout d'abord, la rédaction des plans, censée s'effectuer avec toute l'équipe, sera-t-elle, dans les faits, accomplie seulement par quelques-uns, par exemple, la direction et quelques collaborateurs choisis ? Les enseignants en seront-ils vraiment les concepteurs ou deviendront-ils exécutants ?

Dans le fonctionnement des écoles, certains mettent en place avec enthousiasme un travail collaboratif piloté, comme si auparavant cela n'existait pas. D'autres, habitués à une hiérarchisation toute puissante, veillent soigneusement à garder la main sur une manière de fonctionner, pas toujours très démocratique ni respectueuse de tous les enseignants et de leurs élèves.

D'autre part, les méthodes standardisées utilisées pour élaborer les plans ont soigneusement prévu d'éliminer les décisions qui ne sont pas du ressort des enseignants. Ainsi, dans la technique de « l'arbre à pourquoi » prônée par McKinsey, les équipes seront amenées à prendre conscience des critères qui se trouvent en dehors de leur zone d'influence afin de les éliminer. Cette tactique permet de ne garder que les stratégies peu coûteuses, de ne pas aborder le macro (les vraies causes socio-économiques des problèmes) et de ne se concentrer que sur le micro. Dès lors, les équipes qui ont choisi avec enthousiasme d'élaborer des stratégies innovantes seront, dans un deuxième temps, déçues de leur enfermement dans d'étroites limites d'action. En effet, certains éléments du système sont instaurés en l'absence des moyens : par exemple, la remédiation s'effectue sans obligation de présence pour les élèves. L'« évaluation bienveillante » et le passage d'élèves dans la classe supérieure sans véritable suivi personnalisé risquent d'entraîner une baisse du niveau pour certaines écoles...

Ensuite, le métier d'enseignant sera revu. Un professeur sera amené à exercer une diversité de tâches qui ne se limitent pas à enseigner devant la classe, à connaître (sur base volontaire) une mobilité professionnelle pouvant prendre plusieurs formes : changer d'attributions ou de fonctions au sein de l'établissement. Il est même préconisé par l'Avis n°3 une « *re-qualification professionnelle permettant des réorientations de carrière en fonction des aspirations ou de la pénurie constatée dans certaines fonctions* ». Au programme, donc : enseignants taillables et corvéables à merci, surcharge de travail, mobilité, précarisation, pertes d'emploi, dont les premières seront probablement liées aux économies visées par la fusion au sein du qualifiant des deux filières technique et professionnelle et la très forte diminution de l'enseignement spécialisé.

Par ailleurs, du point de vue de la gouvernance, on observe une focalisation sur les aspects procéduraux, un désintérêt pour les aspects réflexifs concernant les choix pédagogiques à opérer, une pression exercée sur les directions, le recours au *coaching* individuel qui nie la dimension collective, l'émergence de personnalités narcissiques dans l'échelle hiérarchique, une logique exacerbée de la productivité qui entraînera épuisement et mise à l'écart des « moins performants ». Les plans de pilotage s'occupent donc seulement du « comment faire avec », ne s'attaquent pas aux vraies causes sociales des inégalités et se débarrassent d'elles sur les acteurs de terrain.

Et tant qu'à parler de plans de pilotage qui, au final, pilotera vraiment le système éducatif ? un ministre ? un pouvoir régulateur (PR) composé de politiques ou de privés ? La création d'une organisation d'intérêt public (OIP) servant de pouvoir régulateur permet de mettre en œuvre les plans de pilotage du Pacte d'Excellence. À sa tête, ce n'est pas un chercheur ou un pédagogue qui a été désigné, c'est Renaud Witmeur, président du comité de direction de la SOGEP⁴ où il travaillait au redéploiement économique de la Wallonie.

Manifestant plus qu'un intérêt pour l'enseignement, le marché du travail prend ainsi les commandes du secteur de l'éducation. Et tout cela, pour quels résultats ? Cette nouvelle gouvernance permettra-t-elle d'atteindre des objectifs de hausse du niveau, d'équité ? Ce qui est opérationnel, fonctionnel et efficace pour le privé l'est-il aussi pour l'école ? À cadrage serré, résultats assurés ? Une gestion excellente (prévision, planification, évaluation, responsabilisation et contractualisation, imposition de méthodes standardisées...) impliquerait-elle forcément le succès ?

FAUSSE DÉMOCRATIE

La démocratie, ce n'est pas que des mots. C'est d'abord de la transparence. Ce qu'il n'y a eu ni dans les termes des discours officiels ni dans le processus d'élaboration : être consulté dans le cadre de ce qui est appelé « processus participatif » ou contribuer à l'application (et ce, sous contrat) de mesures n'équivaient pas à véritablement prendre part aux décisions.

D'autre part, en quoi les plans de pilotage instaurent-ils plus de démocratie (participative) dans l'école même ? À nouveau, tout le monde n'est pas inclus : qu'en est-il des élèves ? S'ils ont été approchés par questionnaire au départ du Pacte, et le soir encore avant d'établir les plans de pilotage, participent-ils pour autant au fonctionnement de l'école ? Interviennent-ils aux conseils de classe, dans la conception des plans, du projet d'école, du règlement d'ordre intérieur, des sanctions... ? En outre, l'instauration d'un « carnet individuel » de l'élève, présenté comme devant assurer un meilleur suivi pédagogique, ne risque-t-il pas de fonctionner aussi comme un instrument de surveillance et de contrôle ? Un devoir de réserve est-il prescrit aux équipes qui y auront accès ? Ce dossier sera-t-il toujours dans de bonnes mains ? Quid d'un droit à l'oubli ?

Enfin, les outils informatiques d'évaluation des plans de pilotage (provenant eux aussi de McKinsey et prévus initialement pour améliorer le niveau des performances) constitueront-ils les dossiers « à charge » qui permettront de prendre des sanctions contre des responsables précis ou contre la totalité de l'équipe ?

Pour conclure, ni les objectifs de suppression du redoublement, d'excellence (devenue synonyme de performance), ou d'équité (au véritable sens du terme) ni les méthodes imposées ne répondent à des finalités démocratiques. Loin de lutter contre le marché scolaire, la mise en concurrence des écoles et des réseaux, la transformation qui est en train de s'opérer dans nos écoles en consacre les modalités et risque de renforcer les inégalités profondes que nous connaissons aujourd'hui. La mixité sociale et la réduction des disparités entre les élèves est mise de côté. La nécessité d'un refinancement de l'enseignement est complètement évacuée. Il s'agit de travailler en enveloppe fermée. Non seulement l'enseignement devient un maillon du capitalisme, une sous-traitance implicite de l'entreprise, mais il en transmet également les valeurs. La solution n'est pas de modifier, de faire évoluer le système d'enseignement actuel mais de le repenser entièrement⁵.

Geneviève Druart, Michèle Janss, avec l'aide des membres de la régionale bruxelloise de l'APED

Former des citoyens critiques et capables d'agir à la transformation du monde est, aux yeux de l'Aped, l'objectif qui nécessite les réformes les plus urgentes et radicales de l'École. Loin de la soumission actuelle au monde du travail, il s'agit de promouvoir une éducation où la coopération est supérieure à la compétition, où la réussite individuelle n'entrave pas le progrès de tous. L'Aped réclame une école réellement égalitaire et démocratique.

www.ecoledemocratique.org

1. « Renaud Witmeur quitte la Sogepa pour diriger les écoles », 14/07/19, <https://www.lecho.be>.
 2. Jean-Claude Michéa, *L'enseignement de l'ignorance et ses conditions modernes*, Climats, 2006, p. 39. C'est l'auteur qui souligne.
 3. *Ibid.*, p. 47.
 4. Christopher Lasch, *La culture du narcissisme*, op.cit., p. 171.
 5. *Ibid.*, p. 177.
 6. Voir *Le désastre de l'école numérique*, Philippe Bihouix, Karine Mauvilly, Éditions du Seuil, 2016.
 7. Tiré d'un rapport de la Commission européenne, voir Jean-Claude Michéa, op.cit.
 8. Jean-Claude Michéa, *L'enseignement de l'ignorance et ses conditions modernes*, op.cit., p. 46.
 9. Ivan Illich, *Une société sans école*, dans (Œuvres complètes, vol.1 (Fayard), Seuil, 1980, p. 206.
 10. *Ibid.*, p. 271.

LES MOTS-MAUX DU « PACTE »

À moins que vous n'ayez passé votre temps à regarder des fanfares de homards ou à écouter des histoires de pizzas livrées dans une maison présidentielle en France, le Pacte pour un enseignement d'excellence, en Fédération Wallonie-Bruxelles, n'a pu vous échapper. Surtout si, bande de veinard·e·s, vous faites partie des privilégié·e·s dont les bambins, entrant en maternelle, vont pouvoir essayer les plâtres de leurs petits bras potelés. Vous en avez de la chance ! Dans la joie et la bonne tumeur, mettons nos enfants au travail pour les rendre aptes aux jobs jobs jobs le plus tôt possible. La révolution managériale est en marche.

Tous les journaux en ont parlé. Les médias nous ont sorti leur grosse artillerie quotidienne, sur une musique de John Barry tendance « Dents de la mer ». Mais qui a peur de ce merveilleux pacte ? Qui le remet en cause ? Qui ose le critiquer, alors que ce merveilleux produit de « négociations », de « réunions » et d'« avis » est une réforme dont la conception inhabituelle (2 ans de concertation sous l'égide de la ministre Marie-Martine Schyns) a pour vocation affirmée de mettre fin à des pandémies scolaires : le redoublement, l'enseignement de moins en moins différencié, l'inégalité d'une école à l'autre...

Le drame s'est déroulé essentiellement dans les coulisses des partis, même si les « acteurs » de l'enseignement étaient conviés à donner leur avis pour rendre plus « performant » le « processus » afin d'augmenter la rentabilité d'un système dans lequel, grands dieux, il n'y a pas de compétition, pas d'irruption du « marché », pas de « contrôle », puisque l'efficacité du système n'est pas du tout à remettre en cause. Ah bon, vraiment ? Pour y voir plus clair, on peut être tenté de se rendre sur le site internet dédié à cette réforme d'ampleur¹. Entre autres documents, comptes-rendus, on nous invite à lire le texte du pacte. On va en savoir plus, au fil des 350 pages et des poussières qui constituent ce chef-d'œuvre, sur un processus qui couvrira les rentrées pendant une dizaine d'années, le temps, sans doute, de la « progressivité ».

Merveilleux site où, sur la droite des informations capitales, figurent – de manière totalement attendue – les mots-clés. Le bonheur sur terre. Entre l'onglet sur les « aides administratives », celui sur la « concertation », le « redoublement », l'« art et la culture », le sacro-saint « numérique » et la « consultation », apparaissent des mots nouveaux, dont un groupe de trois lettres, le « DCO ». Késako ? C'est un Délégué au Contrat d'Objectifs. Qu'a-t-il (ou elle) de plus que vous ? Naturellement, il (ou elle) est formé·e pour vous dire si vous entrez dans les clous de ce qu'il faut en Fédération Wallonie-Bruxelles pour plaire aux attendus du Pacte. En d'autres termes, non, on ne vous tapera pas sur les doigts si vous n'y arrivez pas, mais on vous fera clairement sentir que vous n'avez pas respecté vos objectifs (méchant·e·s que vous êtes). Le tout dans un esprit de collaboration totale, bien entendu, puisque ce contrat se fera sous la forme d'un « Plan de pilotage » qui a occasionné de nombreuses heures supplémentaires à des équipes pédagogiques (en même temps, tout le monde sait qu'ils passent leur vie à dilapider leur somptueux salaire dans des activités qui ne servent à rien).

Citons les propos d'un des communicants de ce site, Olivier Laruelle : « Pour rappel, le projet de décret sur le nouveau cadre de pilotage définit les objectifs à atteindre par le système scolaire dans son ensemble, à savoir les « objectifs d'amélioration », ainsi qu'un cadre d'élaboration des plans de pilotage/contrats d'objectifs spécifiques pour chaque établissement scolaire. »²

Les « objectifs » (vu 316 fois dans l'avis final, préparatoire au Pacte !) à « atteindre » (42 fois) par le système scolaire, c'est-à-dire les bénéfiques ou éléments positifs engrangés, produits par le « système » scolaire (mot dont on notera quand même qu'il se retrouve 197 fois dans la note finale, approuvée par le gouvernement de la FWB). Le système scolaire, c'est-à-dire tous les « acteurs » (157 fois dans le Pacte) de ce « processus » (98 fois). Ce n'est pas clair ? Mais

alors que beaucoup persistent à parler de planqués...). On prendra plus en compte les aménagements raisonnables pour tous les élèves ayant des troubles d'apprentissage. On renforcera la concertation entre professeurs. Et bien d'autres belles choses encore qui promettent un futur radieux (en n'oubliant pas que le « budget », mot cité 166 fois dans le document final du Pacte, est un paramètre, disons, essentiel à prendre en compte). Faire plus, alors, avec plus d'argent ?

Non, organisons-nous pour que l'enseignement s'améliore en ne dépensant pas plus d'argent (il ne faut pas faire peur tout de suite, « économie » n'est présent que 19 fois). Mais bon sang, c'est bien sûr ! Il faut contrôler mieux et plus ce que l'on fait avec l'argent. Vérification des manuels utilisés, des sommes dépensées pour la culture et les voyages, des contenus des cours, du respect des programmes, ...en bref, le « contrôle » apparaît 18 fois et il est dit qu'il doit être renforcé. Halte aux abus ! L'argent doit être mieux dépensé. Vous n'avez quand même pas pensé qu'on vous paierait à ne rien faire, non ? Pourtant, la « confiance », elle, résiste, et apparaît 19 fois. Ouf. Tant que certains enseignants pratiqueront leur métier avec passion et compétence ... La situation n'est peut-être pas foutue.

« Cette nouvelle gouvernance s'inscrit pleinement dans l'esprit du Pacte visant à faire évoluer, avec l'ensemble des acteurs concernés, notre enseignement vers une école plus efficace et plus équitable. » ajoute Laruelle dans le même article.

Ah tiens, vraiment ? Vérifions dans le texte de l'avis final. « Équitable » apparaît glorieusement 3 fois (dont deux dans les constats du début du document) et « efficace » 18 fois, souvent avec un autre magnifique mot, « gérer ». Ajoutons que le substantif « efficacité » (qui doit être mesurée, améliorée...) apparaît 36 fois et l'adverbe « efficacement » 1 seule fois en compagnie (toxique) du mot « gérer ».

L'école deviendra-t-elle plus efficace ou plus équitable ? Arrivera-t-elle à atteindre cette « excellence » (qu'on appelle 41 fois de ses vœux dans l'avis final. L'effet placebo, sans doute) ? L'inégalité sera-t-elle réduite ? Les enfants, surtout, conserveront-ils dans ce monde d'efficacité, la fraîcheur ? Les professeurs et membres des équipes éducatives parviendront-ils à garder leur identité, leur force, leur passion pour ce qui reste le plus beau métier du monde ?

Avec un tel inventaire productiviste, ce n'est pas absolument sûr. Un pari positif est possible, si dans la pratique ce langage impersonnel et accablant est abandonné au profit de pratiques humaines, solidaires, équitables, raisonnables et, surtout, justes.

Marcel Duchamp

1. <http://www.pactedexcellence.be/> en français. Cerise sur le gâteau, certaines parties sont en anglais. Ouvrons-nous au monde !

2. <http://www.pactedexcellence.be/index.php/2018/07/09/les-decrets-sur-le-pilotage-et-les-delegues-au-contrat-dobjectifs-franchissent-la-derniere-marche-au-gouvernement/>



Illustration: Blandine Denis

c'est quand même écrit, et les « acteurs » se plieront à ces objectifs (ou, plus joliment dit, ils devront « objectiver les besoins »), par belle ou par laide. Avec quels outils ? Dans le jargon utilisé par les (courageux) rédacteurs, on notera par exemple la surabondance du « numérique » (84 fois dans le document). Cela ne vous a pas suffi ? L'explication de ces objectifs à atteindre ? Des objectifs d'amélioration. Et en d'autres termes ? La tentation nous prend alors de consulter le document afin d'y trouver les termes « améliorer » ou « amélioration » qui s'y trouvent, au total, 49 fois pour le verbe et 47 fois pour le substantif. Le tout au travers de dispositifs (198 fois), terme aussi intéressant qu'imprécis.

Ça ira mieux demain, nous serine-t-on. L'encadrement sera augmenté (on sait que la pénurie d'enseignants, c'est un marronnier des médias qui insistent 3 jours plus tard sur ce métier qui attire de plus en plus de jeunes, en oubliant d'ailleurs de préciser qu'une part non négligeable quitte le métier pour d'autres raisons que la valeur économique, le bien-être par exemple, ou la reconnaissance sociale,

ENSEIGNEMENT NUMÉRIQUE : LA SCHIZOPHRÉNIE COMME COMPÉTENCE À DÉVELOPPER D'URGENCE

La philosophie n'a pas bonne presse. Discipline universitaire produisant des intellectuels éthérés ayant perdu tout sens commun, elle peine à ancrer ses discussions dans le quotidien. Parfois, cependant, on peut se réjouir de la mise à l'épreuve politique de l'idéal philosophique. On assiste alors, inmanquablement, au dépassement de l'idéologie par la pensée pure. En témoigne, le récent engouement universel pour le numérique et sa « philosophie ». Où en sommes-nous ?

Quel que soit le problème, la solution est maintenant numérique, c'est-à-dire *smart*, un mot anglais qui, à l'origine, se traduit, selon le contexte, par chic, élégant, intelligent, habile, vif, prompt... Les gens *smart* sont l'élite, la crème, la « haute » ; les objets « *smart* » représentent donc un « *must* » si on ne veut pas avoir l'air aussi paupérisé qu'on ne l'est. Le numérique étant *smart*, on ne doit plus se poser la question de savoir s'il faut numériser les choses, les institutions, ou les humains. La réponse est, en effet, immédiate : non seulement on n'a pas le choix, mais l'urgence est grande. On n'a pas le choix car c'est le progrès et que ce progrès se matérialise, pour ceux qui l'acceptent, par de vrais salaires et des profits remarquables, tandis que ceux qui le refusent perdent leur emploi, font faillite et se suicident (*a minima* socialement). C'est urgent, car de grandes puissances rivales se lancent corps et biens dans l'aventure et que, vous l'aurez deviné, nous sommes déjà très en retard. La rhétorique du retard est irrésistible : la décision a déjà été prise par de plus malins que nous ; nous avons jusqu'ici manqué de vision et, surtout, de pragmatisme ; il est donc temps de s'y mettre sans ergoter. Choses, institutions et humains doivent passer sous ses fourches caudines. Notons, du reste, la triple conjonction de deux arguments : d'une part, le numérique permet de tout optimiser ; d'autre part, le numérique permet de tout monétiser. On aimerait ajouter, sans précautions oratoires superflues, qu'il permet de sécuriser les choses, les institutions et les citoyens, mais il n'est pas difficile de comprendre que son développement s'est accompagné d'une cyber-surveillance omniprésente (bien qu'elle passe largement inaperçue) et d'une cyber-criminalité tout aussi prometteuse en termes de profits immédiats.

Cela étant, il serait déraisonnable de s'inquiéter pour l'emploi, car, on ne le sait pas assez, une destruction créatrice (Schumpeter, 1942) est toujours à l'œuvre dans nos sociétés de plein emploi (qui s'ignorent) et les gains de productivité permettront la création de plus de valeur et de (légèrement) plus d'emplois qu'on en détruira. La démonstration de cet oxymore est cependant d'autant plus hasardeuse que le but poursuivi par la robotique est de créer un simulacre humanoïde parfait. Mais, peut-être, faut-il conclure que ce simulacre sera un grand nostalgique et qu'il sera heureux d'embaucher des humains pour prendre en charge les inévitables tâches ancillaires ? En pareil cas, cela ferait de lui un thérapeute bienveillant, car la santé mentale de ses employés ne pourra être que *borderline*. (François Roustang propose de traduire *borderline* par « *frontalier*¹ ».) Ou alors, créé par des schizophrènes, il ne pourra qu'être psychotique « ça-même » ? Précisons les enjeux afin de tenter de démêler l'écheveau.

Numériser les choses est en route depuis que les ordinateurs sont devenus domestiques. En 1984, Apple commercialise le Macintosh, qui annonce la fulgurante propagation des ordinateurs personnels. L'univers multimédia se développera vers la fin des années 1980 avec

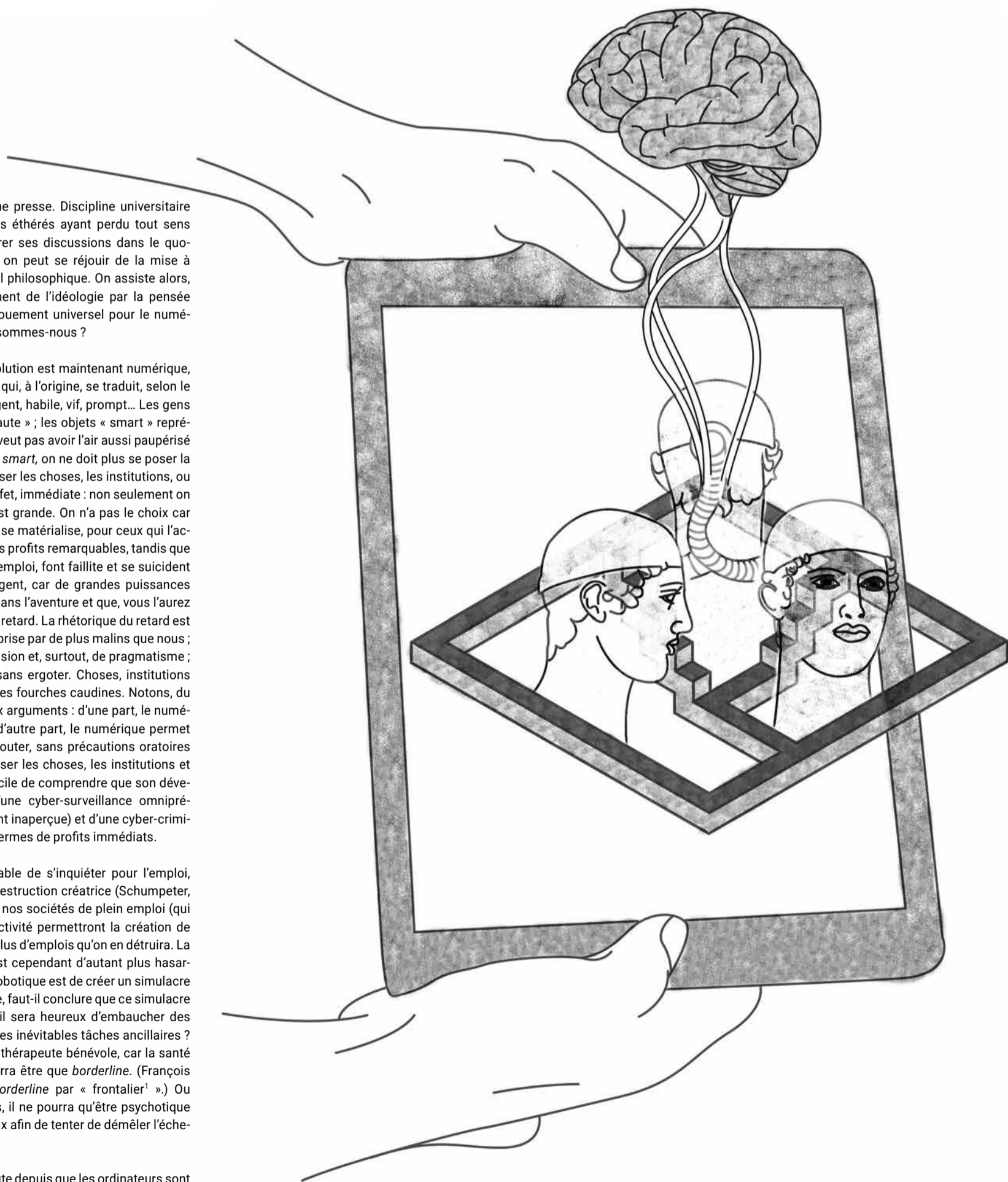
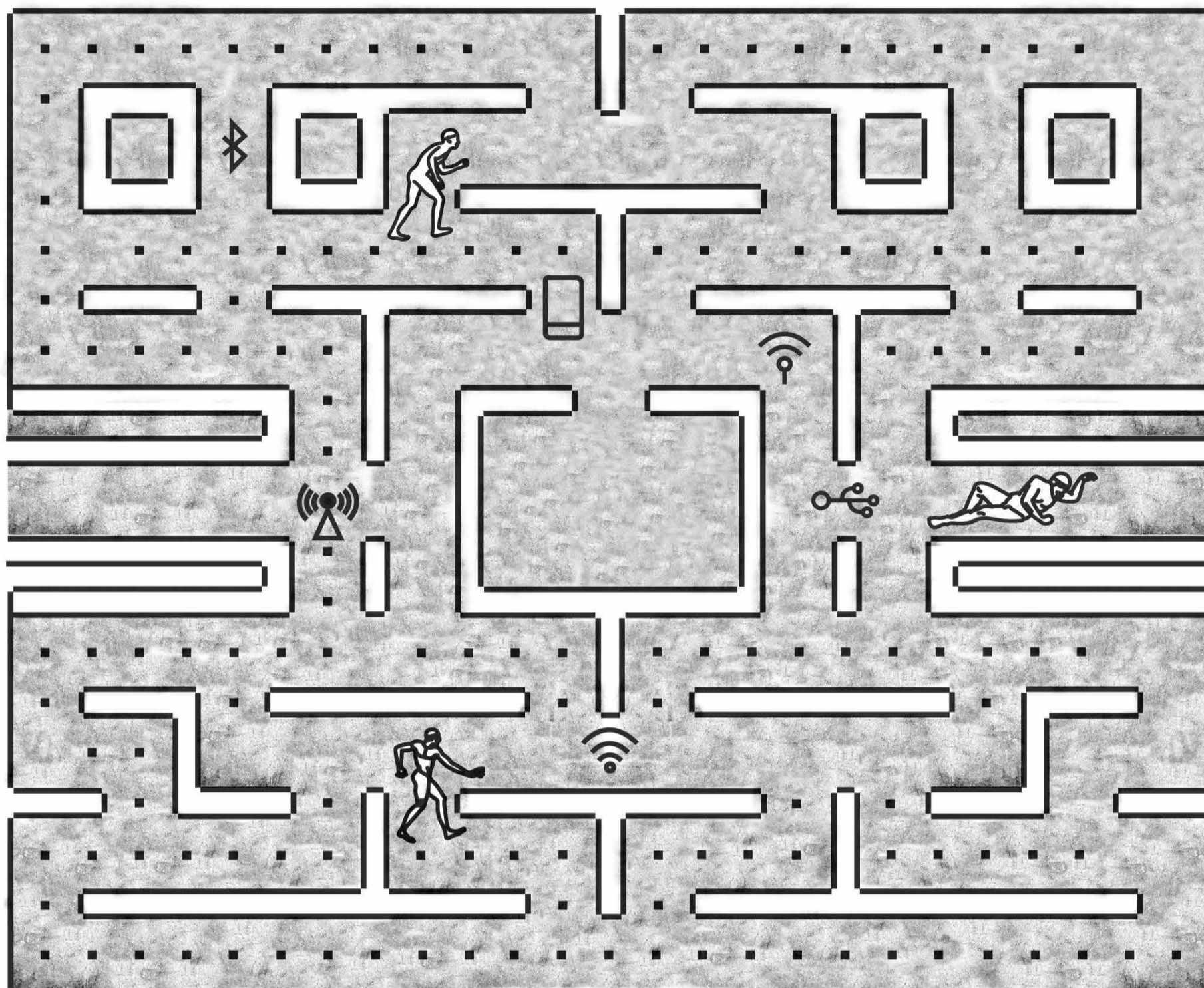


Illustration: Aurélie Garnier



l'apparition des CD-ROM et la possibilité de gérer différents médias simultanément (musique, son, image, vidéo). La Toile, ou World Wide Web, naît en 1991 (son ancêtre militaire direct, l'ARPANET, date de 1969) ; elle semble annoncer le déclin du livre et la marche forcée vers la numérisation de tous les médias. La souplesse de l'interactivité de la Toile, et surtout sa faculté de donner la parole à tous (ce qui nécessite quand même une familiarité avec l'outil informatique, l'accès à un ordinateur relié à une ligne à haut débit et un fournisseur d'électricité fiable) pourrait cependant être remise en question lors du passage au Web 3.0 : sous prétexte de l'épuisement des adresses (« IPv4 »), de lutte contre les *fake news*, la pornographie, etc., il s'agirait de contrôler le contenu des sites ; sous prétexte de sauver la presse professionnelle, etc., l'entoilage deviendrait beaucoup plus coûteux. La mobilophonie fait son apparition en Europe en 1994, et elle s'est très rapidement imposée comme un élément indispensable au quotidien de la plupart des consommateurs. La conclusion est simple : avec l'explosion de l'utilisation de la Toile et l'accroissement de la pression publicitaire, nous sommes submergés d'informations de moins en moins utiles et de plus en plus téléguidées par des médias et les réseaux sociaux « à l'ordre² ».

Numériser les institutions va dès lors de soi : à mesure que les choses se numérisent et que le multimédia se généralise, les institutions ont pu embrayer et redéfinir les modalités de leur bonne gouvernance. Non seulement la gestion interne des entreprises et des organismes publics, mais les relations qu'ils entretiennent avec leurs clients et les citoyens sont systématiquement numérisées, traitées, et archivées par le biais des réseaux. Mis à part les militaires et les entreprises de recherche sensible (et encore), ils n'utilisent plus d'intranet au sens où un serveur local (souvent de la famille VAX-11) générerait un réseau local, mais par contre on le virtualise en bridant internet par *firewall* (pare-feu) interposé. L'intranet est maintenant sur l'internet (le « cloud » et la NSA) et on peut dormir tranquille en terme de vie privée.

Enfin, numériser – et monétiser – les humains eux-mêmes est le chantier du XXI^e siècle. Tel est, fondamentalement, le projet du transhumanisme ; il consiste à implanter de la technologie (*hardware*

et *software*) dans l'organisme afin de guérir un handicap, d'améliorer les performances physiques et mentales, voire d'immortaliser le sujet, tout ébaubi d'avoir pu s'offrir ce que son voisin cherche encore à financer. Tout semble possible à celui qui s'accroche à la foi techniciste. Elle s'est appropriée deux pistes distinctes, mais convergentes : l'intelligence artificielle (IA) et la robotique. En effet, les psychologues cognitivistes ont finalement avancé la thèse hardie de la cognition incarnée (*embodied cognition*³) : on ne connaît, et on n'est conscient qu'à travers son inscription dans l'espace et dans le temps. Cela veut donc dire deux choses : d'une part, l'IA ne fera pas de progrès significatifs tant qu'elle ne disposera pas d'un « corps » ; d'autre part, les robots ne peuvent espérer être autonomes sans détenir un semblant d'intelligence (qu'il reste bien sûr à définir). Les sceptiques seront rassurés d'apprendre que, dans les années 1960, on voyait l'ordinateur comme une sorte de cerveau (cybernétique : « *to think is to compute* »), tandis qu'à présent on comprend le cerveau comme une sorte d'ordinateur (science cognitive : « *to compute is to think*⁴ »). Reste la question, douloureuse entre toutes, des émotions. Comme au blackjack, les chercheurs doublent ici la mise (« *double down* ») : la fin du XX^e siècle se caractérise en effet par ce que certains ont nommé le « tournant affectif⁵ » de la pensée occidentale. Il ne s'agit toutefois pas, par exemple chez Antonio Damasio (1994), de prétendre que les émotions, en tant qu'émotions, sont au cœur du vécu humain, qu'elles désignent le mystère même de l'existence, mais bien de montrer, vignettes cliniques et PET scan à l'appui, que l'exercice efficace de la pensée requiert un apport émotionnel. Tant et si bien que pour les cognitivistes Minsky et Picard⁶, « *la question n'est pas de savoir si des machines intelligentes peuvent éprouver des émotions, mais s'il peut y avoir des machines intelligentes qui n'en auraient pas*⁷ ». Forts de leurs expertises cliniques respectives, ils soulignent le rôle essentiel que les émotions jouent dans les prises de décision, la perception, l'apprentissage et l'exercice de la pensée. On savait que les émotifs ne formaient pas de bons décideurs ; il restait à découvrir que, sans émotion, rien n'est décidable. En termes platoniciens : bien que l'idéal semble être de déteiler les chevaux nommés désir et émotion afin de laisser la pensée se penser elle-même, dans une autarcie qui a reçu un nom en 1943 – l'autisme⁸ –, sans émotion et sans désir, la raison ne va

simplement nulle part. Picard écrit donc que « *si nous souhaitons créer des ordinateurs vraiment intelligents qui soient capables d'interagir naturellement avec nous, il faut leur conférer la capacité de reconnaître, de comprendre, et même d'éprouver et d'exprimer des émotions*⁹ ». On obtient, semble-t-il, un paradoxe du style « *sois spontané* » appliqué à un algorithme... Nous atteignons ici un point de bifurcation. Ou bien on accepte de poser l'émotion au centre de l'expérience humaine (voire, comme Whitehead, au centre de toute expérience, quelle qu'elle soit) et l'opacité constitutive de l'existence est reconnue comme telle ; ou bien on cherche à intégrer l'émotion dans le cadre matérialiste, possiblement réformé par les dernières spéculations quantiques, et rien n'échappe à la raison. L'enjeu est de taille : si le monde et l'expérience que nous en avons devaient être totalement transparents à la raison, le déterminisme évacuerait définitivement toute forme de spontanéité et, avec elle, tout sens existentiel. On voit que la question n'est plus uniquement philosophique : elle devient centrale dans le cadre du projet du développement de l'IA et elle l'a toujours été en psychiatrie. Depuis Emmanuel Peterfreund (1971) et surtout John Bowlby (1969), le computationnalisme (ou « *computational theories of emotion* ») a séduit de nombreux psychiatres, Kenneth Colby allant même jusqu'à concevoir un simulateur de paranoïa¹⁰. Aurait-il renoncé à modéliser le raisonnable pour lui préférer, dès l'abord, l'improbable algorithme de la folie ?

Tel est le contexte dans lequel certains croient pouvoir écrire avec le plus grand sérieux du monde que le développement de l'IA permettra en plus le traitement de maladies cataloguées comme psychiatriques : « *C'est le cas par exemple de l'autisme ou du trouble de l'attention avec ou sans hyperactivité. Certains robots peuvent être utilisés pour améliorer le développement émotionnel de ces personnes et leur apprendre à canaliser leur énergie*¹¹. » L'automate en question est Pepper, un androïde (robot humanoïde) créé par SoftBank Robotics après son rachat du pionnier Aldebaran Robotics ; il a été présenté à une conférence le 5 juin 2014 et il est en vente depuis 2015. Il s'agit d'un « robot compagnon », qui « *a pour vocation de s'intégrer dans les foyers, reconnaître les membres de la famille et s'adapter en fonction de chaque utilisateur. Il est notamment capable de tenir des conversations et de divertir les enfants*¹² ». Sa spécificité

est la détection des expressions faciales, du ton et du champ lexical particulier employés par son « interlocuteur ». Ne nous étonnons donc pas qu'à terme, ce robot puisse « remplacer certains postes occupés jusqu'à présent par des êtres humains. [...] Le futur est plus que jamais en marche...¹³ ».

Observez attentivement le raisonnement général : d'une part, ce type de robot devrait remplacer toute une série de fonctions qui sont encore, à l'heure actuelle, occupées par des humains ; d'autre part, il n'y a pas péril en la demeure car on s'attend à ce que la révolution robotique crée des emplois. Lesquels ? Ceux qui demandent, précisément, des facultés que l'on ne trouve que chez les humains, comme la capacité de reconnaître les émotions (l'empathie) et de s'y adapter (la sympathie). Pour le dire plus clairement, c'est-à-dire en anglais : les robots devraient remplacer la plupart des professions nécessitant des *hard skills*, sans affecter directement celles nécessitant des *soft skills*. Mais la logique robotique elle-même (« embodied cognition » + « computational theories of emotion ») exige pragmatiquement – il ne saurait être question d'idéologie – la colonisation du territoire des *soft skills*. Si le lecteur ne comprend pas comment cette double contrainte peut être dépassée, c'est probablement à cause de son impossibilité. Le raisonnement particulier est tout aussi édifiant : alors qu'il n'y a aucun consensus sur la nature exacte de l'autisme ou sur l'étiologie des troubles de l'attention, la robotique serait à même d'aider les patients. Ce que le contact humain ne peut réussir, l'interaction avec la machine le fera. La seule conclusion possible a été tirée par La Mettrie dès 1747 : l'Homme est une machine. Le fait que les schizophrènes se comprennent comme des machines ne peut, de toute évidence, qu'étayer cette thèse. Mettons un peu d'ordre dans nos idées.

Premièrement, pourquoi est-ce l'autisme qui est évoqué ici plutôt que la schizophrénie ? Sauf erreur, depuis Kanner (1943), l'autiste est celui qui naît schizophrène et la question fondamentale demeure bien de comprendre la schizophrénie elle-même et de cerner ses causes (organique/génétique et/ou psychologique/traumatique). Le fait que les autistes ne soient pas nécessairement institutionnalisés et qu'on les associe parfois à des surdoués (les Asperger) explique sans doute leur apparition dans l'argument. Deuxièmement, que peut-on dire de la schizophrénie elle-même ? Il faut tout d'abord savoir qu'il peut ne pas y avoir de symptômes (signes extérieurs) clairs signalant l'état schizophrénique. Ensuite, la grille de lecture qui offre le plus d'avantages comparatifs est celle que l'on doit à Ronald D. Laing. Dans *Le Moi divisé* (1960)¹⁴, il explique que, face à un réel perçu comme menaçant, le sujet, cherchant désespérément à se protéger, renforce comme il le peut ses défenses naturelles et culturelles. Il opère tout d'abord à l'aide de stratégies d'évitement du réel : amnésie des événements traumatiques, anesthésie des douleurs, conversion psychosomatique (hystérie), phobies, assuétudes, toxicomanie, désocialisation, repli sur soi, mutisme, dépersonnalisation, dissociations. Parfois les tensions se relâchent en conséquence, mais le processus laisse un humain désaffecté et indésirable : sans affects (ou le moins possible) et sans désirs (autre que la volonté de vivre caché) apparents. Souvent, c'est l'angoisse qui s'installe et une nouvelle stratégie est mise en place afin d'y survivre, tout simplement. Les comportements à risque, ainsi que les comportements auto-destructeurs, tels que l'auto-mutilation, la promiscuité sexuelle et les tentatives de suicide, deviennent progressivement inévitables. Tantôt on peut pister l'incrémentement de la paranoïa ; tantôt le basculement est soudain et définitif. N'oublions pas qu'étymologiquement *schize* veut dire coupure. En somme, une fois la stratégie protectrice verrouillée, le sujet se retrouve prisonnier de son propre dispositif sécuritaire et de son « jeu de rôle ». Une personne insécurisée ou anxieuse est susceptible de développer deux jeux de défenses complémentaires : d'une part, sa conscience de soi fait retrait dans un « moi intérieur » totalement inaccessible ; d'autre part, le système « moi intérieur/faux moi » est séparé du corps et ce dernier du monde : les perceptions sont en conséquence tronquées et les actions vaines. Être libre, c'est alors être inaccessible, entre autres, au regard ; c'est être devenu totalement opaque. En comprenant la psychose comme une tentative désespérée de pré-

server son intégrité psychique, Laing envisage la schizophrénie à la fois comme déficit communicationnel radical – un effondrement ou *breakdown* – et comme voyage intrapsychique – une percée ou *breakthrough* – à visée sotériologique. Plus précisément : il considère la schizophrénie comme un « passage » vers une existence plus authentique, comme un voyage initiatique, transformateur¹⁵. La richesse dramatique de cette stratégie ne rend que plus urgente une approche existentielle et humaniste.

Troisièmement, afin de préciser les enjeux, il est important d'introduire une nouvelle catégorie clinique : la sociopathie. À la différence du schizophrène, le sociopathe agit dans le monde d'une façon rationnellement interprétable, algorithmique, ce qui ne veut toutefois pas dire qu'elle puisse être totalement anticipée. La passion et le désir, s'ils existent chez lui, appartiennent à un moi profond ; seule s'exprime une rationalité froide, machinique. (On pourrait reprendre ici de larges pans de l'analyse de Guattari et Deleuze, en remplaçant « schizophrénie » par « sociopathie ».) On peine à déceler chez lui des traces de délire ou un signe de pensée irrationnelle, mais on ne découvrira pas non plus d'affects (et donc d'empathie, de remords et de honte) ou de désirs (et donc de jouissance dans l'instant présent). Le sociopathe ne rêve probablement pas ; sa vie se déroule comme un programme que personne n'a écrit et auquel il se raccroche comme à un radeau. Il peut éprouver des difficultés à suivre les détails d'un tel plan de vie. Il est, en conséquence, contraint de mimer les affects et les désirs afin de masquer son handicap. Confronté à un observateur perspicace, le sociopathe apparaîtra sous la lumière fade du charme superficiel, de la fausseté et de l'hypocrisie chroniques. Bref, le sociopathe prétend avoir, manifester et identifier des émotions qu'il n'a pas. Par un long processus d'essai/erreur, il peut tromper ses interlocuteurs. Ne retrouve-t-on pas ici, très précisément, le portrait-robot de nos androïdes haut de gamme ?

Afin de ne pas alourdir l'argument, on ne dira rien de l'hyperactivité, dont la cause première est clairement, n'en déplaise aux récents spécialistes¹⁶, l'hygiène de vie et la massification de l'enseignement. Que conclure ? Croire que l'autisme puisse faire l'objet d'une thérapie machinique est caractéristique du sociopathe technophile. Lorsque l'argument est étendu à la numérisation de l'enseignement, il ne fait que rendre ce sentiment encore plus vif. Suivons le fil (à couper le beurre) : les *hard skills* sont les compétences quantifiables, pouvant donc faire l'objet d'une évaluation objective et diplômante ; les *soft skills* sont des compétences plus transversales, comme par exemple l'écoute, la pédagogie, l'empathie, l'adaptabilité, la créativité, la gestion du stress¹⁷... Ces apprentissages *soft* doivent être inculqués, non pas par humanisme, mais afin d'être employables, c'est-à-dire de pouvoir inlassablement améliorer les produits, processus ou services dont on a la responsabilité. Ils peuvent être définis en extension¹⁸ : la pensée critique et la capacité d'induction, la collaboration internationale, le *leadership*, la flexibilité et l'adaptabilité aux bouleversements technologiques, l'esprit d'initiative et d'entreprendre, la communication orale et écrite, la capacité à accéder à l'information et à analyser sa pertinence et son exactitude, la curiosité et l'imagination, l'empathie (réflexive, émotionnelle, cognitive), la créativité. À bien y regarder, on voit toutefois mal comment enseigner de telles soi-disant compétences ; tout au plus peut-on créer un climat favorable à l'épanouissement des individus. *A minima*, il s'agit de susciter une atmosphère permettant à la fois l'individuation et la solidarité ; *a maxima*, des pratiques plus exigeantes peuvent être invoquées, mais elles sont de l'ordre d'une ascèse gratuite, pas d'un cursus payant¹⁹. Tout ceci ne veut bien sûr pas dire qu'il soit interdit de vendre cher et vilain de la vanité et de la vacuité, pourvu qu'elles soient spectaculaires.

L'éthos scolaire et académique est simple : l'école doit prendre soin de l'employabilité des élèves et l'université celle des étudiants, ce qui veut dire que, dans un environnement de plus en plus automatisé, les compétences « *soft* » demeurent aussi importantes que les compétences « *hard* », que la mise en concurrence des élèves (étudiants) est toujours d'actualité, et que la compétition des écoles (uni-

versités) entre elles, et des enseignants en leur sein, doit également être favorisée dans un souci très démocratique de transparence. Plus que jamais, le marché de concurrence pure et parfaite se définit par l'atomicité de l'offre et de la demande, l'homogénéité du produit, la transparence du marché et la mobilité parfaite. L'école (l'université) privatisée sera donc aux prises avec ces axiomes idéologiques (et dystopiques) : atomicité de l'offre et de la demande (chaque agent est une goutte d'eau dans la mer du marché) ; homogénéité du produit (il existe des marchés distincts pour chaque type de produit) ; transparence du marché (information parfaite des agents) ; mobilité parfaite (libre entrée, libre sortie et absence d'obstacles à la circulation des facteurs de production)²⁰.

On le sait, il faut viser l'excellence, qu'on retrouve la contradiction robotique ou pas. Si l'utilisation des TICE numérise l'esprit sans pouvoir aucunement libérer son humanité, on prétend exactement le contraire, notamment à cause du retour théorique du tutorat et du préceptorat. En clair : on reconnaît maintenant l'inefficacité chronique de l'enseignement de masse – si ce n'est, bien sûr, qu'historiquement, l'enseignement public a été utilisé afin de rendre les foules dociles et de refouler l'hydre du communisme (c. 1870), de renforcer le patriotisme dans un contexte colonialiste (c. 1880), de combler le déficit professionnel après la dernière hécatombe mondiale (c. 1946), de réduire l'enseignement à l'état de marchandise certifiante (c. 1979), de participer à l'économie de la connaissance (c. 1999 ; *i.e.*, « Knowledge economy » des usuels World Bank, European Union, OECD), et, finalement, de bifurquer les emplois de première classe avec ceux déclassés (c. 2016, *i.e.*, « Mc & Mac jobs »). Plus précisément, l'impératif de la formation continue (*continuing education*) et de l'apprentissage tout au long de la vie (*lifelong learning*) – merci d'apprécier la différence – peut se traduire par l'inutilité fondamentale de la formation acquise, fût-elle universitaire. Tout diplôme doit être perçu comme frappé d'obsolescence (technique, fonctionnelle, et programmée), tandis que le travailleur est supposé incapable de s'adapter par lui-même, et que son milieu professionnel est jugé incapable de le former ou préfère sous-traiter...

Résumons. Que doit rechercher l'école ? Le profit. Comment ? En développant une offre de formation qui corresponde très précisément à la demande des entreprises grâce à un vrai département de « ressources humaines » exploitant les derniers outils psychométriques et les incitants salariaux adéquats. Elle attirera alors les meilleurs élèves et pourra s'offrir les meilleurs enseignants, ceux qui ont pour plan de carrière de gagner 1,5 million \$ par an et de rouler dans une Lamborghini avec une plaque immatriculée Dick²¹. Que demandent les entreprises ? Du numérique, version *hard*, à savoir des compétences informatiques pointues, et du numérique version *soft*, c'est-à-dire un entregent et une *leadership* entrepreneurial et managériale qui permettent d'optimiser la machinisation de la vie. Peut-on avoir foi dans la destruction créatrice d'emplois et de sens ? Même si, dans le passé, il a pu y avoir des exemples d'une telle paradoxale intercession, l'idée même du remplacement des postes de travail humains, *hard* et *soft*, par des algorithmes et des droïdes la falsifie définitivement, cela tombe sous le sens commun.

De même, si on pose la question de l'impact de la numérisation sur l'enseignement, on obtient une condamnation sans appel. La création d'emplois *soft* et la préservation d'un corps professoral tout entier aliéné par sa libéralisation orwellienne ne peuvent être qu'une mesure temporaire nécessaire du point de vue de la robotisation universelle. Promouvoir l'enseignement numérique équivaut à considérer la schizophrénie comme compétence à développer toutes affaires cessantes. Avant de devenir des machines, on commencera par penser machine. Malheureusement, cette transformation ne sera jamais complète, et il faudra donc se résoudre à une forme de *schize* entre nos contingentes palpitations existentielles et la nécessaire interface avec le droïde cliniquement sociopathe.

Michel Weber

1. François Roustang, *Comment faire rire un paranoïaque ?*, Odile Jacob, 1995.

2. « Imaginez, lance l'universitaire américain Robert McChesney, que le gouvernement prenne un décret exigeant une réduction brutale de la place accordée aux affaires internationales dans la presse, qu'il impose la fermeture des bureaux de correspondants locaux ou la réduction sévère de leurs effectifs et de leurs budgets. Imaginez que le chef de l'État donne l'ordre aux médias de concentrer leur attention sur les célébrités et les broutilles plutôt que d'enquêter sur les scandales associés au pouvoir exécutif. Dans une telle hypothèse, les professeurs de journalisme auraient déclenché des grèves de la faim, des universités entières auraient fermé à cause des protestations. Pourtant, quand ce sont des intérêts privés en position de quasi-monopole qui décident à peu près la même chose, on n'enregistre pas de réaction notable » (*Columbia Journalism Review*, New York, janvier-février 2008, cité par Serge Halimi in *Le Monde diplomatique*, oct. 2009).

3. Francisco J. Varela, Evan Thomson, Eleanor Rosch, *L'Inscription corporelle de l'esprit. Sciences cognitives et expérience humaine*. Traduit de l'anglais par Véronique Havelange [1991], Paris, Éditions du Seuil, 1994.

4. Cf. Jean-Pierre Dupuy, *Aux origines des sciences cognitives*, Paris, La Découverte - Textes à l'appui. Série sciences cognitives, 1994.

5. Patricia T. Clough, « The Affective Turn: Political Economy, Biomedicine and Bodies », in *Theory, Culture & Society*, 25.1, 2008, pp. 1–22.

6. Marvin Minsky, *The Society of Mind*, New York, Simon & Schuster, 1985 ; *The Emotion Machine: Commonsense Thinking, Artificial Intelligence, and the Future of the Human Mind*,

New York, Simon & Schuster, 2006. Rosalind W. Picard, *Affective Computing*, Cambridge (Mass.), The Massachusetts Institute of Technology Press, 1997.

7. « La question n'est pas de savoir si les machines intelligentes peuvent éprouver des émotions, mais si les machines peuvent être intelligentes sans émotions » (Minsky, *The Society of Mind*, 1985, p. 163).

8. Leo Kanner, « Autistic disturbances of affective contact », *Nervous Child*, 2, 1943, pp. 217-250.

9. Rosalind W. Picard, *Affective Computing*, p. x. ; cf. p. 38 et passim.

10. Emmanuel Peterfreund, *Information, Systems, and Psychoanalysis: An Evolutionary Biological Approach to Psychoanalytic Theory*, New York: International Universities Press, 1971. John Bowlby, *Attachement et perte. I. L'Attachement* [1969] (trad. de l'anglais par Jeannine Kalmanovitch) ; *II. La Séparation* [1973] (trad. de l'anglais par Bruno de Panafieu) ; *III. La Perte : tristesse et dépression* [1980] (trad. de l'anglais par Didier E. Weil), PUF, 1978, 1978, 1984. Kenneth Mark Colby, *Artificial Paranoia: A Computer Simulation of Paranoid Processes*, Pergamon Press Inc., 1975.

11. Olivier Chastel (éd.), *Accompagner la robotisation de l'économie*, Les études du Centre Jean Gol, p. 25.

12. [https://fr.wikipedia.org/wiki/Pepper_\(robot\)](https://fr.wikipedia.org/wiki/Pepper_(robot)).

13. Olivier Chastel (éd.), *ibidem*.

14. Ronald David Laing, *Le Moi divisé. De la santé mentale à la folie* [1960]. Essai traduit de l'anglais par Claude Elsen, Stock, 1970. Cf. Gilles Deleuze et Félix Guattari, *Capitalisme et schizophrénie - I. L'Anti-Œdipe* [1972]. Nouvelle édition augmentée, Les Éditions de Minuit, Critique, 1973, p. 156.

15. Pour tout ceci, voir M. Weber, *Ethnopsychiatrie et syntonie. Contexte philosophique et applications cliniques* (Jacques Flament Éditions, 2015) et *Pouvoir, sexe et climat. Biopolitique et création littéraire chez G. R. R. Martin* (Cénacle de France, 2017).

16. Le concept d'« attention-déficit disorder (ADD) with or without hyperactivity » date du DSM-III, c'est-à-dire de 1980.

17. Olivier Chastel (éd.), *Accompagner la robotisation de l'économie*, Les études du Centre Jean Gol, p. 29.

18. Olivier Chastel (éd.), *ibidem*, pp. 29-30.

19. M. Weber, « Can one teach creativity ? », Vesselin Petrov and Adam Scarfe, *Rhythm, Process, and Poiesis: Education from a Whiteheadian Point of View*, Newcastle upon Tyne, Cambridge Scholars Publishing, 2019.

20. Frank H. Knight, *Risk, Uncertainty, and Profit*, Houghton Mifflin, 1921.

21. Olivier Chastel (éd.), *op.cit.*, p. 45. Cf. Michel Weber, *Éduquer (à) l'anarchie. Essai sur les conséquences de la praxis philosophique*, Éditions Chromatika, 2008

LA FIGURE DU « MONSTRE » OU LA PENSÉE EMBRIGADÉE

Dans le journal *Kairos* d'octobre 2018, paraissait un article signé par Daniel Zink « Balkanisations planifiées et modestes moyens d'y résister », revenant sur la clôture récente du tribunal international pour l'ex-Yougoslavie, fin 2017. Les verdicts de ce dernier contenaient « des données très interpellantes mais perdues dans les milliers de pages et ignorées par les médias dominants qui, comme le soulignait l'auteur, auraient dû susciter enfin de vrais débats sur le sujet, et sur des faits très graves dénoncés par une poignée de journalistes et chercheurs reconnus ».

Plusieurs mois après, un lecteur nous écrivait : « Je me souviens avoir lu dans un de vos derniers numéros un article louant Milošević. Ceci devrait constituer plutôt un fait étonnant pour un journal qui se bat pour la survie psychique et physique du Monde. Milošević a toujours été un très grand con petit bourgeois mais surtout un des plus grands tueurs en série du siècle dernier. Responsable en chef du génocide en Bosnie. Responsable en chef de l'urbicide en Bosnie, de la destruction de la ville croate de Vukovar, du bombardement de Dubrovnik, etc., bref d'innombrables morts dans les Balkans. Est-on automatiquement du bon côté parce qu'on est l'ennemi de l'ouest ? Comme l'ont été d'autres grands cons et tueurs en série comme Saddam Hussein ou Assad. Mais vous avez également loué une fois Poutine, autre grand con... ». Il signera de son nom, ajoutant « ancien lecteur ».

Le rédac-chef lui répondait dans un premier temps : « Je transfère votre mail à l'auteur. Nous n'avons jamais «loué» Milošević. À ce sujet, je vous invite à lire L'opinion, ça se travaille¹, concernant les mensonges sur la guerre des Balkans. Concernant Assad, aucun d'entre nous n'a dit que c'était un ange, nous avons uniquement tenté de rétablir le contexte qui amenait à le diaboliser, alors que les véritables intérêts sortent au grand jour aujourd'hui et que les mensonges nécessaires suivent avec; idem pour Poutine. Triste que des points de désaccord mènent à ne plus lire tous les autres auteurs qui pourraient vous intéresser. Qu'importe, nous continuerons à chercher, douter, questionner, quitte à déplaire. »

L'auteur lui fournira une réponse plus conséquente :

« Malgré toutes ses finesses, la catégorie de «très grand con» ne permet pas de saisir les personnalités humaines dans leur complexité. Cette observation est notamment valable en ce qui concerne l'ancien dirigeant serbe et yougoslave S. Milošević.

Certes, il semble bien que Milošević ait été responsable ou co-responsable d'une série de décisions inacceptables, par exemple celles qui ont entraîné de graves retours en arrière en matière d'autonomie relative des provinces serbes du Kosovo et de la Voïvodine, ainsi que de graves discriminations des Kosovars albanophones (entre autres, leur exclusion de l'enseignement public)².

Les déclarations de Milošević citées dans l'article concerné (et soigneusement tues par les médias classiques occidentaux) ne doivent donc bien sûr pas être prises pour argent comptant (même si elles nous apprennent plusieurs choses importantes), mais elles attirent l'attention sur les énormes manques de la couverture médiatique occidentale des guerres yougoslaves des années 1990, manques que le reste de l'article évoqué met en valeur.

Ajoutons ici quelques données essentielles, qui contribuent à montrer que, quels qu'aient été ses défauts, les dénominations et comparaisons dont a fait l'objet Milošević étaient totalement exagérées (« Hitler », « boucher des Balkans »...) et que, pendant que ses fautes étaient mises à l'avant-plan, on a globalement tu, à l'ouest, celles des autres parties en présence.



LE DIALOGUE SABOTÉ PAR LES « MÉDIATEURS » OCCIDENTAUX

Revenons d'abord aux Kosovars albanophones. Ceux-ci, au début des années 1990, de manière très compréhensible, s'auto-organisent, boycottent les élections officielles, puis élisent eux-mêmes leur président, Ibrahim Rugova. Rappelons que, à ce stade, ils sont toujours habitants d'une province serbe ; cependant, ces démarches sont tolérées par Milošević, alors président de la Serbie. Cette tolérance s'explique certainement en grande partie par le strict pacifisme de Rugova³. Cependant, un Hitler ou un autre dirigeant de ce type aurait-il laissé passer ces démarches des albanophones ? Bien sûr que non. Cela ne signifie pas que Milošević aurait été un grand progressiste mais que, au minimum, il était un politique capable jusqu'à un certain point de dialogue ou au moins de négociation ; et en tout cas, cela signifie qu'il en était sans doute bien plus capable que le courant qui lui a succédé après les interventions « humanitaires » de l'OTAN, à savoir, le courant de l'Église serbe et de V. Koštunica – rappelons que cette Église, soutien de Koštunica, avait condamné Milošević pour tous ses gestes conciliateurs, au cours des guerres concernées, puis applaudi l'arrivée au pouvoir dudit Koštunica⁴.

Ces faits permettent de saisir tout le poids des responsabilités de l'ouest : à la veille du conflit au Kosovo, nous avions donc, d'une part, en Rugova, un président qui n'a cessé de rechercher le dialogue (et surnommé le Gandhi des Balkans⁵) ; et, d'autre part, en Milošević, nous avions quelqu'un qui, quelles qu'aient été ses fautes, n'incarrait pas l'ultranationalisme serbe, mais était fortement critiqué par les tenants de celui-ci. Et qu'ont fait les « médiateurs » étasuniens ? Ils ont écarté Rugova des négociations, lui préférant l'UCK, organisation maffieuse⁶, tandis que ce qu'on peut appeler les médias de l'OTAN, notamment en France, diffamaient le même Rugova⁷, tout en comparant Milošević à Hitler et cie.

LES MASSACRES NE SE VALENT PAS ?

Une donnée de plus au sujet de la Bosnie, cette fois. Le courrier du lecteur mentionne les massacres serbes en Bosnie. Prenons celui, bien connu, de Srebrenica, en 1995. Il est très intéressant de prendre connaissance, à ce sujet, des recherches de Mira Beham, politologue reconnue par des médias importants (p. ex.). Celle-ci, en effet, a révélé que, en 1992, dans la même localité, un autre massacre avait été commis mais, dans ce cas, par des militaires bosniaques musulmans sur des Serbes. 1.200 à 1.500 civils serbes ont alors été tués et 50 de leurs villages brûlés⁹. Bien sûr, grand silence, dans les médias classiques, à ce sujet. Cela n'exonère en rien les crimes des Serbes, mais apporte un complément d'information essentiel. Et il y a de nombreux exemples du même type¹⁰.

Que Milošević ait été un politique ambigu oscillant entre communautarisme serbe et idéal d'une Yougoslavie multiculturelle, ou qu'il ait été un stratège machiavélique plus ou moins doué pour faire illusion, il est de toute façon inacceptable de faire peser sur lui et sa communauté l'ensemble des responsabilités des guerres concernées, surtout quand on le fait en occultant les si lourdes culpabilités occidentales. Or, c'est ce qu'ont fait, dans leur ensemble, nos élites et médias dominants. »

Daniel Zink

1. Serge Halimi, Dominique Vidal, Henri Maler, Mathias Reymond, *L'opinion, ça se travaille... Les médias et les «guerres justes»*, Agone, 2000-2014.
2. *Dictionnaire historique et géopolitique du XX^e siècle*, sous la direction de S. Cordelier, La Découverte, 2007, p.414, article « Kosovo », par Michel Roux.
3. *Ibid.*
4. <https://www.cairn.info/revue-cites-2003-2-page-91.htm#re8no8> – site associé à la BNF.
5. https://www.liberation.fr/evenement/2000/10/30/le-grand-retour-du-gandhi-des-balkans_342339
6. « Kosovo, le Bénéfice du doute », 1, France Inter, 30/05/13.
7. « Mémoire du mal, tentation du Bien... », France Culture, 11/07/17.
8. <https://www.zeit.de/1996/13/behams.txt.19960322.xml>
9. Beham, M., *Kriegstrommeln*, DTV, 1996.
10. Ganser, D., *Illegale Kriege*, Orell Füssli, 2016, p. 167 sq. (trad. française : *Les Guerres illégales de l'OTAN*, Demi-lune).

TOMORROWLAND : RETOUR SUR UN DÉSASTRE

La période estivale est propice aux loisirs et plaisirs décomplexés, c'est aussi celle des rassemblements musicaux à répétition. On pourrait littéralement parler de fièvre festivalière : plusieurs centaines d'événements sur le territoire belge sont recensés chaque année. Parmi eux, Tomorrowland tient une position singulière pour sa programmation, ses installations, ses décors et son caractère démesuré. La dernière édition aurait attiré près de 400.000 visiteurs en deux week ends...

L'enthousiasme non dissimulé avec lequel les médias associés (Plug RTL, Radio Contact, Studio Brussel) relaient cette fête mondialiste élude certaines questions de fond. Il est vrai que cet événement renvoie des images de « meilleur des mondes », avec cette communauté humaine communiant dans la joie et l'allégresse sur une musique composée d'une grosse caisse, de *samples* et de quelques sons pompiers... C'est tellement beau, ça brille et ça scintille de partout !

Dès lors, pourquoi parlerions-nous de la pauvreté intrinsèque de la musique proposée ? Laissons dissenter les connaisseurs de véritables musiques électroniques... Pourquoi évoquerions-nous les cachets mirobolants perçus par ces Disc Jockeys vedettes (Guetta, Vegas, Ganacci...) abusivement qualifiés de musiciens ? Pourquoi adopterions-nous une lecture de classe de cet événement même si, avec un ticket d'entrée à la journée fixé à 105€, il va de soi que ce festival s'adresse à un public de « privilégiés » ? Évoquer ces aspects reviendrait à faire preuve de trivialité... Les organisateurs n'ont-ils pas la noble prétention d'offrir un rêve éveillé à ceux qui peuvent se le payer ?

Toutefois, nous nous sentons obligés d'arrêter notre réflexion sur un point impérieux : à l'heure où la question environnementale animerait nos consciences comme jamais, n'est-il pas temps de revenir à des événements à dimension humaine et d'imposer quelques règles drastiques aux organisateurs et festivaliers ?

Tomorrowland est certes une machine à dégager d'immenses profits, ce n'est certainement pas pour rien que Jupiler, Miele, Carrefour, ING et bien d'autres se profilent comme partenaires officiels et se bousculent pour rendre leurs estampes visibles. Il est aussi vrai que ce festival occupe plusieurs milliers de personnes tout au long de l'événement. Mais au-delà des indices économiques très favorables pour les organisateurs et les nombreuses retombées pour les investisseurs, l'impact environnemental de cette méga fête est lourd, très lourd.

UN DÉSASTRE ÉCOLOGIQUE

Notons que l'organisateur invite les festivaliers à « respecter les terres sacrées de Tomorrowland et Dreamville et respecter Mère Nature » (sic). Malheureusement, le message est trop sibyllin pour être pleinement intégré par le public. La prise en compte de cette sensibilisation se mesure à la fin du festival. Une fois le site dépeuplé, c'est un immense tapis de déchets qui recouvre les vastes prairies de Boom. Il ne s'agit ni plus ni moins que d'une gigantesque décharge faite de bouteilles en plastique, de canettes aussi vides que pleines, d'emballages alimentaires, de conserves, de gels douche, d'objets fantaisies... On ne peut qu'être surpris par l'absence de volontarisme de la part des organisateurs pour maintenir cet espace naturel dans un état de propreté acceptable. Alors qu'un David Guetta percevra plusieurs centaines de milliers d'euros pour une prestation scénique qu'on ne préférera pas commenter, l'organisateur semble rechigner à mettre les bouchées doubles pour assurer un tri valable et performant des déchets tout au long de la durée du festival. Les terres de Boom souffrent. Nul doute que la nature aura besoin d'un an pour se remettre de l'événement. Cette souffrance n'est pas entièrement au tort de l'organisateur, les

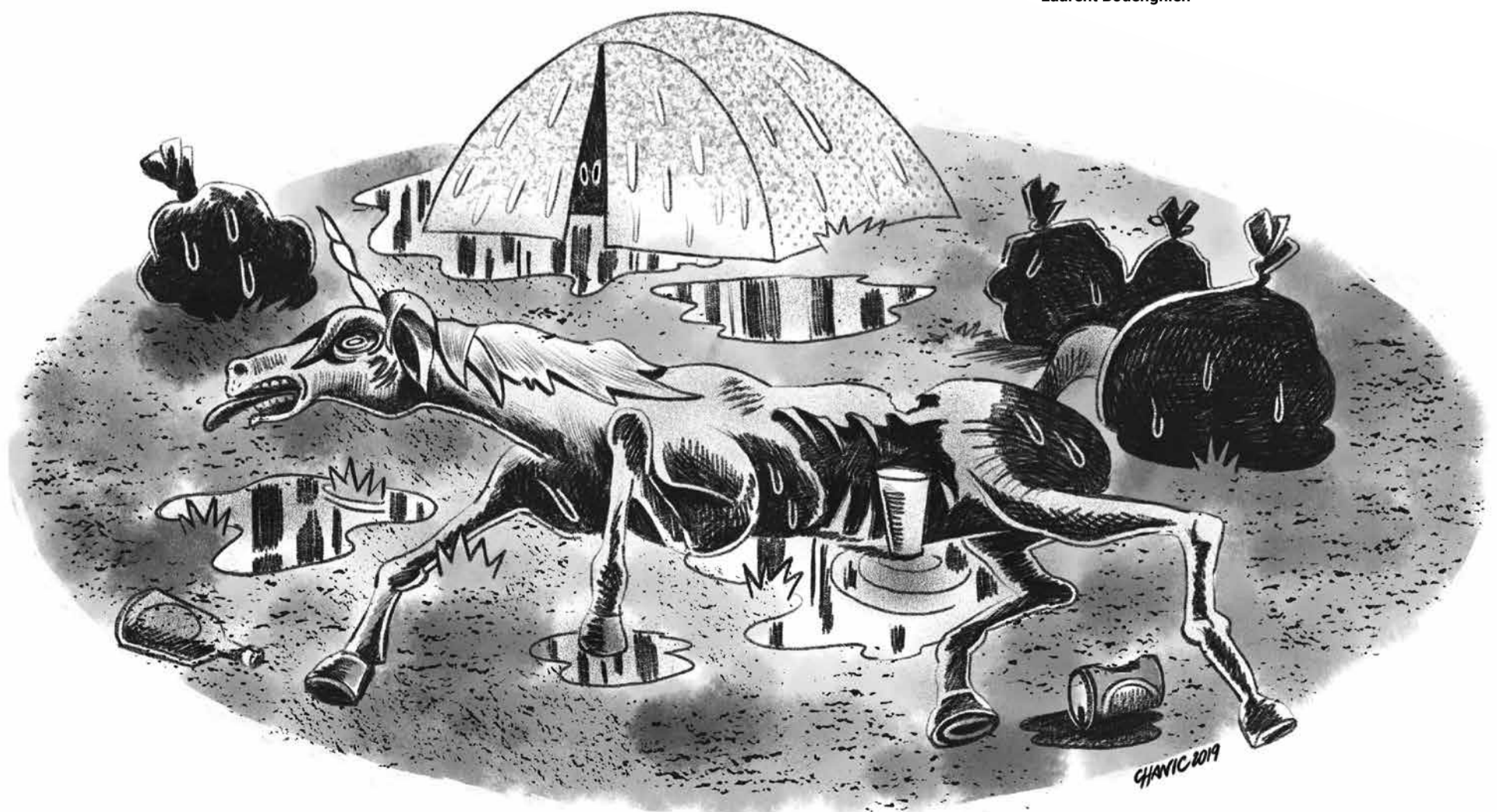
festivaliers sont aussi comptables. Que font-ils sinon abandonner à son triste sort un site devenu sale par leur seule et unique absence de sens commun ?

Les festivaliers ne sont pas seulement négligents, ils sont également désintéressés : ce sont des centaines d'effets personnels qui sont littéralement abandonnés sur les lieux : des vêtements, des essuies, des frigos box, des sacs de couchage, des tentes, des tapis de sol, des matelas gonflables, des sièges de camping, des objets qui pour la plupart n'auront servi qu'une seule fois... Là encore, l'organisateur fait preuve d'une rare complaisance car nul n'est tenu de replier son barda et de le déposer dans un point de collecte. Il se dédouane en souscrivant à des partenariats. Cette tâche de déblayage sera à l'actif de bénévoles présents sur le site dont la fonction éminemment utile consistera à récupérer le matériel de camping limitant ainsi le saccage. Mais là encore, le dispositif n'est pas à la hauteur des besoins. Par manque d'effectif et de volontaires, une quantité significative de matériel sera ramassée à la pelleuse et vouée à la déchetterie.

Tomorrowland, soucieux de son image, demande à ces bénévoles de ne pas diffuser les photos du site sur les réseaux sociaux... Nous sommes loin de la féerie des lumières et du spectacle pyrotechnique de la veille. Au lendemain, la démesure présente un autre versant.

Il serait intéressant d'établir le bilan carboné complet d'un tel événement : 400.000 festivaliers dont plus d'une dizaine de milliers ont quitté leur frontière par avion, une consommation d'eau et d'électricité hors normes, des moyens logistiques et matériels sans limite à la mise en œuvre des infrastructures, Tomorrowland symbolise le coût écologique de la distraction de masse à l'heure de la mondialisation.

Laurent Bodenghien



QUE FAIRE DE LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE ?

« Nous sommes devenus les enfants dégénérés d'un volontarisme sans éthique, mais avec une étiquette : la "liberté". »

André Guigot

« Une éthique, écologiquement parlant, est une limite imposée à la liberté d'agir dans la lutte pour l'existence². »

Aldo Léopold

« À l'universalité proclamée des droits humains correspond la globalisation effective des systèmes inhumains³. »

Mark Hunyadi

Dans nos démocraties libérales continuant à encenser hypocritement la liberté, y compris donc la liberté d'expression et d'opinion, il est paradoxalement devenu périlleux de discuter, même rationnellement, sur certains thèmes comme le contrôle démographique, le « conspirationisme » et surtout les mœurs, le sujet sensible du moment depuis l'affaire #metoo. Dans la presse, cette situation est devenue embarrassante pour les satiristes, dont les activités sont menacées. Affirmons-le haut et fort : sale temps pour la liberté d'expression ! N'ayant pas d'annonceurs à qui (dé)plaie, à *Kairos* nous osons nous exprimer, non sans parfois essuyer des procès d'intention et des insultes sur les réseaux sociaux de la part de l'infatigable milice de la bien-pensance. Avec le cocktail émotion-indignation-invectives-sarcasmes-mépris, voire pire, la discussion politique et le débat démocratique sont mal embarqués ! Sale temps, donc, pour la liberté d'expression... mais temps au beau fixe pour les libertés individuelles-consuméristes !

Il me semble nécessaire, parvenus à ce stade historique, de questionner au premier degré le culte de la *liberté individuelle*, autrement appelée souveraineté personnelle, quant à soi, indépendance ou autonomie — pas souvent avec la précision sémantique requise. En philosophie politique, l'affaire est déjà ancienne. Dans *La Fable des abeilles* (publiée en 1714 puis en 1729), Bernard Mandeville encourageait la liberté d'agir selon ses vices privés, ce qui allait, selon lui, apporter la « fortune publique ». Moins provocant, John Locke glorifiait la liberté individuelle, y voyait paradoxalement le meilleur moyen d'atteindre le bien-être de la société dans son ensemble. Trois siècles plus tard, sa leçon a été bien retenue. Que l'on se dise libéral (forcément), anarchiste (forcément aussi), adepte du « développement personnel » (surtout !), et même socialiste, marxiste, républicain, monarchiste, écologiste ou décroissant, la liberté individuelle est vue comme un fait social total qui fut institué avec la modernité (historiquement parlant) et comme un acquis définitif de la démocratie (politiquement parlant). La distinction entre liberté positive — celle de la participation politique — et liberté négative — celle des jouissances privées et de l'absence de contrainte — se mit en place au Siècle des Lumières, la seconde préemptant la première au fur et à mesure de l'avancée de la société capitaliste de consommation. Qui connaît encore cette distinction aujourd'hui ? Avec la morale et la sociabilité, Jean-Jacques Rousseau voyait dans la liberté une spécificité humaine qui impose une obéissance à la loi que l'on s'est prescrite, idée reprise plus tard par Cornélius Castoriadis sous le nom d'autonomie. Celui-ci soutenait que l'objet de la politique n'est pas le bonheur, mais la liberté (positive). Pour le très libéral Friedrich Hayek, la liberté doit être au service du marché, et *vice versa*, tandis que les libertariens en ont fait leur *credo*. La situation actuelle impose un changement de regard, pour plusieurs raisons liées entre elles : économique, sociale, éthique, écologique, démographique. Distinguons trois types de libertés, d'un intérêt décroissant : la liberté d'être, la liberté de faire et la liberté de choix chère à Milton Friedman. La première est revendiquée par toutes les luttes identitaires (mais pas seulement) ; la deuxième, par toutes les parties prenantes du *business* ; la troisième, par l'ensemble des électeurs-consommateurs. Et rien n'empêche de les additionner !

ÉCONOMIE LIBÉRÉE

On sait depuis longtemps ce que signifient les termes « libertés économiques » : le droit pour les entrepreneurs et les investisseurs de mettre en valeur (monétaire-capitaliste) tout et n'importe quoi, par n'importe quel moyen que la science et la technique peuvent fournir, et que le droit autorise — en principe —, sur un terrain de jeu appelé « marché ». De cette croissance continue découleraient « naturellement » les libertés individuelles et sociales. Force est de constater que cette « *expansion maximale de la liberté de maîtriser et de consommer le monde autour de nous* » (Christian Arnspenger, 2006) met la planète à sac et les travailleurs à genou. Là-dessus, tout le spectre de la gauche, des écologistes et parfois même la droite conservatrice tombent d'accord : quarante ans de néolibéralisme, de fanatisme du Marché, ça suffit ! Ces libertés économiques ne profitent réellement qu'à quelques-uns et sont au bout du compte liberticides pour le grand nombre. L'expression du « renard libre dans le poullier libre » évoque. Devrait-on retourner au collectivisme, à la planification ou à la simple régulation étatique ? Mieux que cela : la décroissance et le municipalisme libertaire proposent la confédération de petites entités économiques relativement autonomes respectant le principe de subsidiarité⁴. Non plus une économie de Marché, mais une économie avec des marchés limités qui devrait être encouragée par l'État. Ces marchés seraient « réencastrés » dans les rapports sociaux et la réalité écologique, en suivant la démarche inverse que Karl Polanyi avait mise en évidence dans *La grande transformation* (1944).

LIBERTÉS INDIVIDUELLES OU « J'FAIS C'QUE J'VEUX »

Pour Spinoza, la liberté de philosopher constitue le véritable garant de l'ordre politique. Je suis un chaud partisan de la liberté de conscience et du libre examen qui souscrit à ce que proclamait Simone Weil : « *La liberté d'expression totale, illimitée, pour toute opinion qu'elle soit, sans aucune restriction ni réserve, est un besoin absolu pour l'intelligence*⁵ ». Cette précision apportée, voyons en quoi les modalités de la liberté individuelle excèdent les libertés de conscience, d'examen, d'opinion et d'expression. Dans les champs sociétal et éthique, l'extension, théoriquement infinie, des libertés individuelles a pour but le bonheur et comme moyen l'égalité démocratique⁶. La notion de *seuil de contre-productivité* (cf. Ivan Illich) est dans ce cas également appropriée, cette extension posant de plus en plus de problèmes, sur deux plans. Primo, on assiste dans l'espace public au carambolage des sphères personnelles des uns et des autres, principalement par le biais des intrusions auditives. Nos oreilles ne possédant pas de paupières, l'ouïe capte l'environnement à trois cent soixante degrés⁷ ; conséquemment, elle est constamment sollicitée et souvent agressée⁸. Laissons de côté le bruit de fond de la civilisation industrielle, déjà dérangeant, et considérons les bruits individuels les plus fréquents dans l'espace public : conversations bruyantes⁹ (connectées ou non), éclats de

voix, cris, diffusion de « muzak » par des haut-parleurs numériques, utilisation abusive ou inadéquate d'outils à moteur électrique et de véhicules à moteur thermique. Notre société se montre tolérante, voire franchement complaisante avec le bruit¹⁰, y voyant globalement un signe de dynamisme économique et, sur un plan individuel, de légitime expression de soi : « Je fais du bruit, donc j'existe. Et en plus, c'est mon droit »¹¹. Le droit à la tranquillité ne serait-il pas lui aussi légitime ? Certainement, mais il n'est plus au programme dans un monde qui bouge ! D'un point de vue proxémique¹², l'occupation indue de l'espace public par le corps et/ou les objets y attachés porte le nom de « manspreading », ou étalement masculin. Le phénomène n'est pas l'apanage des hommes et relève d'abord de la grossièreté plutôt que du sexisme ordinaire, car tout le monde peut en être la victime. Pitoyable mode d'affirmation de soi que ce manspreading, avec jambes largement écartées assis sur les sièges des transports en commun, ou chaussures indécemment posées sur ceux-ci ! Secundo, les luttes identitaires, par leur multiplication, entraînent une fragmentation du tissu social. Quand les groupes de pression sont en concurrence pour attirer l'attention du public sur leur cause particulière et chercher sa reconnaissance, il n'est dès lors plus possible de s'entendre sur la construction de la liberté collective pour définir nos conditions de vies (« Peine perdue, n'existe que la liberté individuelle »), ni sur celle d'un monde commun (« Du pipeau ! Nous sommes trop différents, chacun a son propre point de vue issu de ses expériences »), sans parler de celle d'un destin collectif (« C'est du totalitarisme ! »). Selon Hannah Arendt, le monde commun, pour être, n'a pas besoin d'identités — au demeurant aujourd'hui instables, contingentes, creuses, narcissiques, chimériques et numériques —, mais de dialogue, idée reprise plus tard par Jürgen Habermas sous le terme d'« agir communicationnel ». Cependant, nuance. Pour Michel Freitag, l'identité à soi-même, c'est-à-dire la conscience de la continuité de soi dans le temps, est ce qui fait l'unité de la personne. Ce n'est évidemment pas ce que propose le marché, qui marchandise les identités en les posant à la fois comme acte politique via l'« intersectionnalité », et comme tremplin de l'émancipation individuelle. Remarquons que les identités collectives sont valorisées quand elles concernent les groupes de pression sociétaux (dont le plus fameux, LGBTQI+), mais vilipendées quand elles émanent de la nation, du peuple ou d'une culture locale. Pourquoi ces deux poids, deux mesures ? Serait-il légitime, moral et progressiste de se définir transgenre, et illégitime, immoral et réactionnaire de se définir wallon ?

LIBERTÉS MALMENANT LA NATURE

Nous savons que l'état écologique de la planète est dramatique. Si les écosystèmes sont à ce point endommagés, cela est dû au résultat cumulé de milliards d'actes de liberté au quotidien depuis des décennies, avant tout les libertés économiques (libre-entreprise, extractivisme, commandes militaires, numérisation, potentiellement la 5G, etc.), mais les libertés individuelles-consuméristes jouent aussi leur rôle : Hubert¹³ « le biker », juché sur sa rutilante Harley Davidson (modèle FXSTC) pendant les week-ends d'été, émet des gaz à effet de serre et agresse les tympanes de la piétaille, pour son plai-



...sir et celui de ses potes motards ; férue de sports intenses, Monica fait chaque année de la plongée sous-marine dans les mers tropicales et du parapente dans les Alpes ; ayant hérité d'un petit bois, Denis a décidé de procéder à une coupe à blanc, pour le transformer en bien de rapport ; Raymond, à la retraite, affirme qu'il a besoin (sic) de trois automobiles pour vivre (« Une pour la ville, une autre pour les longues distances et la troisième – un ancêtre ! – pour les rallyes », explique-t-il) ; Chantal a acheté une résidence secondaire en Turquie, et s'y rend en avion à chaque congé scolaire ; Philippe et Nathalie, habitant à Liège, organisent leur fête de mariage en Afrique du sud ; etc. Chers lecteurs, à vous de compléter cette liste interminable en regardant dans votre entourage ! Voilà où mène le respect absolu des préférences individuelles dans la culture libérale : vers la progression de l'écocide (ou du biocide, dixit Michel Weber). Collectivement, nous avons évidemment tout à y perdre, « [...] la conception négative de la liberté risque de bloquer la nécessaire responsabilisation des comportements à l'âge de l'anthropocène, où plus que jamais chacun doit penser aux conséquences sociales et écologiques de ses actions¹⁴. »

PRESSIION DÉMOGRAPHIQUE CONTRE LIBERTÉS

Enfin, l'état écologique de la planète est en partie lié à la pression démographique. Ce constat du sens commun est pourtant énergiquement combattu par beaucoup d'écologistes (et d'autres), pour les quels toute la réponse réside dans le niveau de consommation, qu'il

suffrait (sic) de faire baisser pour préserver les écosystèmes. Je n'argumenterai pas la modération nataliste dans cet article¹⁵ mais émettrai l'hypothèse que les libertés individuelles, même sous l'étendard de l'humanisme le plus sincère et le plus généreux, vont devenir de plus en plus incertaines à exercer au fur et à mesure de la sur-occupation humaine de la maison-Terre, ce que Dany-Robert Dufour exprime à sa manière : « [L'aliénation] est venue cette fois d'un excédent de liberté par rapport au quantum original admissible pour l'homme¹⁶ », ce quantum pouvant être compris de diverses façons : quantum de naissances, d'activités professionnelles, de consommations, et plus généralement de conatus¹⁷. Lorsqu'il n'y avait encore que trois milliards d'humains sur Terre, l'écrivain Albert Caraco (1919-1971) en avait eu la fulgurante intuition : « En s'épanouissant, les hommes se dilatent et lorsqu'ils se dilatent, ils prennent plus de place. Or, l'univers étant fini, la place est mesurée et dans un monde clos, l'épanouissement de plusieurs milliards d'humains conduit à l'explosion générale¹⁸ ». Plus nous serons nombreux, plus nos libertés individuelles-consuméristes seront rognées *ipso facto*. Par exemple, le tourisme de masse tue la liberté du visiteur individuel d'explorer et de jouir des sites à son aise, quand Barcelone a subi 32 millions de visiteurs en 2017, quand en Islande 3.000 touristes se groupent autour d'un geyser en été, quand en Thaïlande jusqu'à

5.000 plaisanciers grouillaient quotidiennement sur la plage de Maya Bay, qui ne mesure que 250 mètres de longueur¹⁹ ! Jamais dans l'histoire de l'humanité les droits individuels n'ont été aussi antinomiques avec les droits collectifs. Aujourd'hui, la conception de Locke est à retourner comme un gant, car « dans une économie libérale, chacun restreint en permanence le champ des possibles de tous les autres par le simple fait d'exercer sa liberté de consommateur et d'usager, c'est-à-dire de convoiter les mêmes biens ou de saturer les mêmes infrastructures²⁰ ».

QUELQUES PISTES POUR PENSER LA LIBERTÉ INDIVIDUELLE AU XXI^e SIÈCLE

Comme toujours, une partie essentielle des aménagements possibles est d'ordre philosophique et culturel :

1. « Il faut que l'idéalisme libéral sous toutes ses formes (et surtout morale) [...] soit pour nous l'expression d'une erreur qui se retrouve dans chaque acte et chaque phénomène de la vie courante²¹ », écrivaient Bernard Charbonneau et Jacques Ellul. La décolonisation de l'imaginaire, ou *metanoïa*, idée-phare de Serge Latouche, reste au programme. L'objectif est de faire refluer l'idéologie libérale et sa religion hyper-individualiste en cessant d'y apporter sa propre caution et en évitant le réflexe « pas question de faire des efforts personnels quand je vois bâfrer tous ces cons(ommateurs) autour de moi ! ». Si l'interaction spéculaire et narcissique²² reste la règle,

aucune chance d'évoluer !

2. Dominique Bourg et Christian Arnsperger proposent un nouvel impératif catégorique qui pourrait être à l'origine d'un nouveau pacte social : « Être une personne libre, cela veut dire vivre comme je l'entends tout en m'inscrivant volontairement à l'intérieur des limites imposées à la fois par la capacité de charge de la biosphère, et par l'exercice de la liberté de toutes et tous au sein de cette biosphère²³ ».
3. Jean-Paul Sartre n'était pas qu'un individualiste. Il évoquait une solution, certes assez difficile, consistant à établir une morale qui tienne à la fois compte de la liberté subjective inaliénable de l'être humain, et qui, dans la foulée, se présente comme une morale valable pour tous. De nos jours, Arnsperger le reformule : « Personne certes n'a le droit d'imposer sa propre conception d'une vie "en plénitude". Pourtant, on peut faire le pari de cadres communs dans la quête de la plénitude existentielle²⁴ ».
4. L'action collective requiert de restreindre les libertés individuelles à certains moments, et d'instituer l'autorité capable de faire respecter ces interdictions, comme l'astrophysicien Aurélien Barrau le préconise : « Il faut que la loi intervienne pour enfreindre les velléités individuelles qui ne sont plus compatibles avec la vie commune²⁵ ». Il s'agit ici de questionner certains aspects de notre héritage juridique, notamment le droit romain défendant l'idée qu'il vaut mieux tolérer des abus de liberté que de risquer de restreindre celle-ci. L'argument était à la rigueur valable dans un empire qui comprenait quelques millions d'individus, doté d'un système technique rudimentaire. L'est-il toujours dans un système-monde *high tech* et interconnecté de bientôt huit milliards d'individus ? De même, le principe du *jus omnium ad omnia*, le droit de tous sur tout, devrait être aboli, car il ne peut qu'encourager la rivalité mimétique, source de violence.
5. Ne pourrions-nous pas reconnaître la transcendance de certaines valeurs par rapport à la liberté individuelle ? La première de ces valeurs étant la préservation des conditions de vie pérennes sur Terre, impératif catégorique proposé par Hans Jonas dans *Le principe responsabilité* (Flammarion, 1990). D'autre part, la liberté sociale, « comprise comme interdépendance consciente et assumée²⁶ », devrait être reconnue comme supérieure à la liberté individuelle.
6. Vu l'ampleur de la tâche, les fervents du développement personnel croient avoir trouvé la parade avec la « liberté intérieure », qu'il s'agirait de cultiver comme antidote face à la violence du réel. Mais « le sentiment de liberté intérieure ne suffit pas. La liberté, comme autodétermination, doit s'éprouver dans la discussion et l'organisation collective, dans la confrontation avec la nécessité, et non dans son évacuation²⁷ ».
7. Pour lutter contre les destructions, l'action collective (praxis) reste donc la seule voie envisageable. Nous ne sommes ni impuissants, ni tout-puissants, nous sommes toujours soumis à la nécessité naturelle — comme le soulignaient les stoïciens, Spinoza, Marx — en disposant de quelques marges de manœuvre qu'il faut identifier et utiliser avec discernement. Ces marges rendent possibles la politique et la liberté.
8. Et si un autre danger — le principal ? — résidait dans l'antithèse de ma démonstration ? Günther Anders avait déjà pressenti que le capitalisme pourrait « nous priver si entièrement de liberté qu'il ne nous resterait même plus la liberté de savoir que nous ne sommes pas libres ». À l'heure du numérique, ce danger est démultiplié. Ce jour-là, l'aliénation aura entièrement accompli sa révolution copernicienne. Est-il déjà trop tard ?

Bernard Legros



Illustration : Cécile Mirande-Broucas

1. André Guigot, « Pour en finir avec le « bonheur », Bayard, 2014, p. 215.

2. Cité in Serge Audier, *L'âge productiviste. Hégémonie prométhéenne, brèches et alternatives écologiques*, La Découverte, 2019, p. 768.

3. Mark Hunyadi, *La tyrannie des modes de vie. Sur le paradoxe moral de notre temps*, Le Bord de l'eau, 2015, p. 36.

4. Cf. « Le Kurdistan syrien sur la voie de l'écologie sociale ? », in *La décroissance*, n° 161, juillet/août 2019, p. 25.

5. Simone Weil, *L'enracinement. Prélude à une déclaration des devoirs envers l'être humain*, Gallimard, 1949, p. 26. Voir aussi Raoul Vaneigem, *Rien n'est sacré, tout peut se dire. Réflexions sur la liberté d'expression*, La Découverte, 2003.

6. « Le rôle grandissant de l'argent, la croissance de la consommation confèrent à cette course à l'égalité une accélération exténuante : chacun part à la conquête du statut, de la distinction auxquels il croit avoir droit puisque les autres croient également y avoir droit », in Jean-Marie Domenach, *Approches de la modernité*, Ellipses, 1986, p. 128.

7. C'est également le cas de l'odorat.

8. Certes, nous vivons de toute évidence dans une civilisation de l'image, mais nous pourrions tout aussi bien parler d'une civilisation du bruit, déjà identifiée comme telle il y a longtemps : en 1908 à Hanovre, le philosophe Théodore Lessing avait fondé une « Association anti-bruit » et une revue pour aider cette lutte, *L'Anti-grossier. Le droit au silence*.

9. Dans les trains de la SNCF, des messages citoyens appellent les voyageurs à parler pour ceux qui les écoutent, pas pour ceux qui les entendent.

10. Et ne nous leurrions pas avec la loi sur le tapage nocturne, elle est rarement appliquée. Par contre, le laxisme est de mise pour le tapage diurne.

11. Soit la « conception anale de la liberté : faire tout ce que je veux, comme je veux, quand je veux... et qu'on ne m'emmerde pas ! », in Jean-Claude Liaudet, *Le complexe d'Ubu ou la névrose libérale*, Fayard, 2004, p. 156.

12. La proxémie est l'étude des relations spatiales entre les individus (principalement dans la vie sociale), dont l'anthropologue Edward T. Hall (1914-2009) fut le principal représentant et initiateur. Cf. *La dimension cachée*, Seuil, 1971.

13. Tous les prénoms sont fictifs, à l'inverse des exemples qui eux sont réels.

14. Serge Audier, *op. cit.*, p. 795.

15. Même si elle ne relève pas d'une pulsion consumériste, la procréation participe, au-delà d'un certain seuil, à une trop grande ponction des ressources. Est-il encore raisonnable de fonder une famille nombreuse quand un million d'êtres humains supplémentaires arrivent sur Terre tous les cinq jours ? Cf. Michel Sourrouille (dir.), *Moins nombreux, plus heureux. L'urgence écologique de repenser la démographie*, Sang de la Terre, 2014.

16. Dany-Robert Dufour, *L'individu qui vient... après le libéralisme*, Denoël, 2011, p. 141.

17. Chez Spinoza, le *conatus* est cette force vitale qui nous pousse à la conservation de notre être.

18. <http://idiocratie2012.blogspot.be/2012/10/albert-caraco-florilege.html>

19. L'an dernier, cependant, les autorités du pays ont eu la bonne idée de l'interdire totalement

aux touristes. Mon intention n'est évidemment pas de réserver le tourisme aux riches, mais de remettre en cause le « pourtourisme » touristique, donc y compris pour les riches. Cf. Rodolphe Christin, *L'usure du monde. Critique de la déraison touristique*, L'Échappée, 2014.

20. Eric Maurin, *La fabrique du conformisme*, Seuil, 2015, p. 49.

21. Bernard Charbonneau et Jacques Ellul, *Nous sommes des révolutionnaires malgré nous. Textes pionniers de l'écologie politique*, Seuil, 2014, p. 67.

22. Dans la dynamique des groupes, l'interaction spéculaire désigne une tendance de l'individu à observer les (réactions de ses congénères avant d'agir personnellement. On la résume par l'expression familière « D'accord, Madame, mais après vous ! ».

23. Christian Arnsperger & Dominique Bourg, *Écologie intégrale. Pour une société permacirculaire*, PUF, 2017, p. 30.

24. Christian Arnsperger, *L'homme économique et le sens de la vie. Petit traité d'alter-économie*, Textuel, 2011, p. 22.

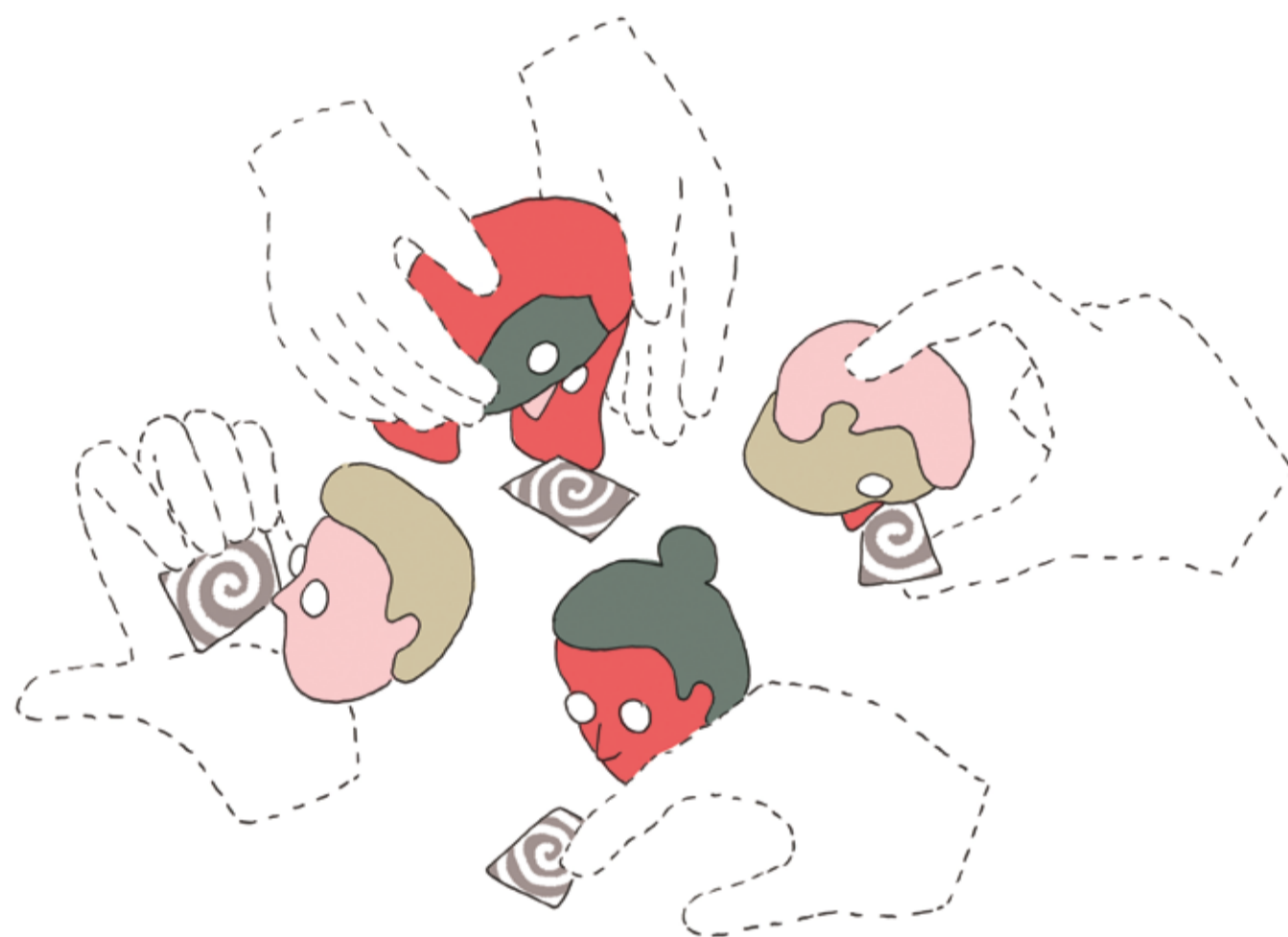
25. Aurélien Barrau, *Le plus grand défi de l'histoire de l'humanité. Face à la catastrophe écologique et sociale*, Michel Lafon, 2019, p. 70.

26. Serge Audier, *op. cit.*, p. 760.

27. Groupe Marcuse, *La liberté dans le coma. Essai sur l'identification électronique et les motifs de s'y opposer*, La Lenteur, 2012, p. 158.

L'ART DE MANIPULER

Illustration: Fanny Monier



LA MANIPULATION PAR LA CULPABILISATION

La prise de conscience des dégâts du productivisme s'est accélérée ces derniers temps. Les médias traditionnels aiment beaucoup les images de déchets plastiques voguant sur les rivières et océans et les photos d'estomacs d'animaux marins morts d'une overdose de plastique. Les producteurs de ces plastiques se sentent logiquement visés et l'un des plus gros pollueur, Coca-Cola, s'est fendu d'une campagne de *greenwashing* plutôt obscure.

Le slogan phare : « *N'achète pas Coca-Cola si tu ne nous aides pas à recycler* ». Renversement de la faute : la multinationale qui produit 4.000 bouteilles chaque seconde tente de rendre les consommateurs responsables de la catastrophe du 6^{ème} continent de plastiques et pousse la provocation jusqu'à faire semblant de refuser les clients qui, ô honte !, jetteraient la bouteille vide.

Contre-vérités flagrantes (les bouteilles en PET de Coca contiendraient jusqu'à 26% de plastique recyclé alors que leur PDG reconnaît dans une interview d'Elise Lucet de Cash Investigation qu'ils n'en sont qu'à 7%), promesses intenables (« *Notre objectif pour 2025 est de recycler un emballage pour chaque boisson vendue* ». (...) « *En 2025, nous voulons que nos bouteilles soient faites d'au moins 50% de plastique recyclé* »)... Mais si la firme est si pieuse en recyclage, c'est de notre faute de consommateurs, bien entendu : « *Nous recevons trop peu de bouteilles vides en retour. Ces emballages finissent dans la mauvaise poubelle ou pire encore, dans la rue ou dans la mer. Il est temps de passer à la vitesse supérieure : aide-nous à recycler !* »

Coca-Cola n'hésite pas à mentir pour continuer à fourguer ses bouteilles jetables. Pire, chaque fois que les pouvoirs publics tentent de réduire l'usage d'emballages à usage unique (écotaxes voulues par Ecolo dans les années 1990, consigne sur les emballages de liquides alimentaires en préparation en France, en Région bruxelloise...), on trouve le lobby des pollueurs avec Coca-Cola en tête de la résistance.

Les associations de consommateurs fulminent : « *Coca nous prend pour des imbéciles... !* » « *Le greenwashing hypocrite de la marque...* ». Mais rien n'arrête le double langage de la multinationale, elle fait semblant de promouvoir l'économie circulaire, donne des conseils gentils aux buveurs du liquide brunâtre (« *Ne jette pas ta bouteille dans la nature* », « *Sais-tu d'ailleurs qu'il vaut mieux boire entièrement sa bouteille et/ou sa canette de Coca-Cola avant de la jeter ?* »)

Jamais avare de récus provocatrices, la multinationale va même jusqu'à récupérer (sic) Michel-Ange et son tableau *La création d'Adam*.

Alain Adriaens

On a vu dans la rubrique « Fils de pub » du précédent numéro de *Kairos* (n°40) que de plus en plus de moyens financiers de la publicité vont vers Internet. Les techniques de persuasion sur ce média interactif sont évidemment fort différentes des autres types de pub. James Williams et Tristan Harris, qui ont travaillé dans le domaine de la pub, notamment chez Google, sont bien informés et ils montrent comment on nous manipule. Ils ont créé un site nommé *Time well spent* (« *Temps bien utilisé* – sous-entendu « *arrêtez de perdre votre temps* ») qui essaie de réconcilier humanité et technologies de l'information... Ne serait-ce pas une mission impossible quand on découvre, dans leur manifeste devenu viral¹, que les géants du net « *détournent l'esprit des gens comme le font les magiciens* ».

En effet, tout comme les magiciens, les publicitaires du net cherchent les angles morts, les vulnérabilités et les limites de la perception des gens, pour pouvoir les influencer sans même qu'ils s'en rendent compte. Ils jouent sur les faiblesses psychologiques (conscientes et inconscientes) des surfeurs du net et ce, pour capter et détourner leur attention.

LE MENSONGE DE LA « LIBERTÉ »

Les utilisateurs du réseau y vont avec une certaine intention, s'informer sur ceci ou cela, et tout l'art consiste à leur faire rapidement perdre de vue cet objectif et les attirer là où le souhaite le manipulateur caché. James Williams dit que « *au niveau individuel, cela se manifeste par de la distraction, de l'addiction pour certains, de la confusion, un sentiment d'éparpillement... Et au niveau de la société, cela se traduit aussi par de l'impulsivité, qui prend la forme d'une certaine violence* ».

Ainsi donc, alors que la culture occidentale dominée par le néolibéralisme prétend être basée sur des idéaux de choix individuels et

de liberté, il en va tout autrement. Le site de Tristan Harris le dit clairement : « *Des millions d'entre nous défendent farouchement notre droit à faire des choix "libres", alors que nous ignorons comment ces choix sont manipulés en amont par des menus que nous n'avons pas choisis en premier lieu* ». En effet, une des 10 manières de manipuler les esprits est de ne pas offrir tous les choix possibles et de limiter le menu à ce vers quoi « on » a décidé de vous conduire. Les analystes de l'art de manipuler ont une formule amusante pour décrire ce captage et dévoiement de l'attention : « *Voici la triste vérité : plusieurs milliards de personnes ont une machine à sous dans leur poche* ».

La majeure partie des réflexions de ceux qui essaient d'introduire de l'éthique dans le numérique² se centrent sur les comportements compulsifs et addictifs envers le numérique et sur l'utilisation des smartphones en particulier. Mais n'est-ce pas mission impossible quand on réalise que le Français moyen consulte son smartphone 26,6 fois par jour et que cela grimpe à plus de 50 fois chez les 18-24 ans ? Encore heureux que les résistants que nous sommes font baisser cette moyenne.

James Williams n'est pas très optimiste : « *Définissons-nous encore ce à quoi nous voulons prêter attention ? Ou est-ce que ces technologies décident à notre place ? Pour moi, c'est une question politique de première importance. (...) Nous en sommes arrivés à une industrie de la persuasion à grande échelle, qui définit le comportement de milliards de gens chaque jour, et seulement quelques personnes ont leurs mains sur les leviers. Voilà pourquoi j'y vois une grande question morale, peut-être la plus grande de notre époque* ».

On ne peut que partager cette inquiétude quand on réalise que l'on enseigne les technologies persuasives dans des lieux tels que le Stanford Persuasive Lab où, comme le signale clairement leur lien internet⁴, on enseigne la captologie, croisement de la manipulation mentale et du numérique. Bienvenue dans le monde des harponnés consentants.

1. <https://humanetech.com>.

2. <https://medium.com/thrive-global/how-technology-hijacks-peoples-minds-from-a-magician-and-google-s-design-ethicist-56d62ef5edf3>

3. <https://2018.ethicsbydesign.fr>

4. <http://captology.stanford.edu/>

ADDICTION OU DISTINCTION ?

La multinationale GfK (*growth from knowledge*)¹ vient de publier une analyse sur la vente de smartphones, selon leur prix, en Belgique. On y découvre des données intéressantes que j'ai résumées dans le tableau ci-dessous.

PRIX DU SMARTPHONE	VENTES SUR LES 6 PREMIERS MOIS DE L'ANNÉE					
	Nb en 2012	Valeur ² 2012	Nb en 2015	Valeur 2015	Nb en 2019	Valeur 2019
De 0 à 200€	410.000	41.000.000	680.000	68.000.000	380.000	38.000.000
De 200 à 400€	200.000	60.000.000	380.000	114.000.000	575.000	172.000.000
De 400 à 600€	90.000	45.000.000	110.000	55.000.000	170.000	85.000.000
De 600 à 800€	120.000	84.000.000	180.000	126.000.000	105.000	73.500.000
Plus de 800€	5.000	5.000.000	30.000	30.000.000	231.000	231.000.000
Total	825.000	235.000.000	1.380.000.000	393.000.000	1.461.00.00	599.500.000

En 7 ans, si le nombre de smartphones vendus a été multiplié par 1,77, leur valeur, elle, s'est accrue de 2,55 fois et cela surtout grâce à l'apparition de machines dont le prix avoisine les 1.000€. Alors que le marché est quasiment saturé (+0,2% d'augmentation sur un an), les fabricants continuent à voir leurs recettes augmenter grâce à cette frange de la population qui accepte de suivre les hausses constantes des machines de haut de gamme qui remplacent un modèle précédent, déjà souvent de haut de gamme. Sur 6 mois, les Belges ont donc consacré 600.000.000€³ à acheter des objets qu'ils possédaient déjà.

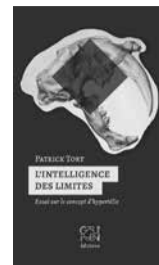
Pour les objecteurs de croissance, observateurs incrédules d'un tel engouement pour des objets inexistant il y a 10 ans, deux explications s'imposent. Il y a d'abord les *addicts*, les ultra-branchés pour qui cet objet est devenu le centre de leur univers et qui rêvent d'avoir des joujoux toujours plus puissants, capables d'accepter toujours plus de lourdes applications, de télécharger tout un film en quelques secondes...

Et puis il y a ceux qui arborent leur smartphone comme un marqueur de supériorité sociale. Ce qui autrefois se rendait

visible par les vêtements s'est aujourd'hui élargi aux ordinateurs de poche et l'on a une nouvelle preuve de la persistance de ce que Bourdieu appelait la « distinction »⁴ et que Thorstein Veblen appelait « consommation ostentatoire »⁵ en 1899 déjà.

A.A.

1. Le groupe GfK (*Gesellschaft für Konsumforschung*, « société pour la recherche sur la consommation »), créé en 1934, est le plus grand institut d'études de marché et d'audit marketing d'Allemagne et le quatrième du monde.
2. Valeurs en € calculées par l'auteur, estimées à 5% près.
3. GfK toujours nous apprend que le marché mondial des smartphones a atteint 522 milliards de dollars en 2018 : « La tendance Premium toujours à l'œuvre. Dans les faits, cela a impacté le chiffre d'affaires à la hausse : +5% soit 522 Mds\$. Cependant, la demande des consommateurs a baissé de 3% en 2018, avec 1,44 milliards d'unités vendues. La tendance observée au 4ème trimestre 2018 est similaire : 375 millions de smartphones ont été vendus (soit une baisse de 7%) pour un chiffre d'affaires de 144 milliards \$ ».
4. Pierre Bourdieu, *La Distinction : Critique sociale du jugement*, Éditions de Minuit, Collection Le sens commun, 1979.
5. Thorstein Veblen, *Théorie de la classe de loisir*, Gallimard, Tel poche, [1899], 1979.



Le philosophe Patrick Tort part d'un concept spécifique pour éclairer une situation globale. Terme inventé par l'entomologiste Brunner von Wattenwyl, l'*hypertélie* désigne un « développement jugé excessif, principalement chez l'animal, de certains éléments ou caractères organiques » (p. 7) dont la fonction devenue symbolique n'est plus utile que dans la séduction en vue de la reproduction. Il en déduit une analogie assez convaincante avec le capitalisme actuel, en articulant les

concepts de la science (l'évolution) et ceux de l'histoire. Sur un plan anthropologique, l'*hypertélie* signifie à peu près la même chose que l'*hubris* ou la croissance indéfinie, sauf qu'elle est, dans la nature, un phénomène relativement marginal lié à l'*effet réversible* de l'évolution où l'homme civilisé, désormais affranchi de son milieu, adapte celui-ci aux conditions de sa propre survie, tant par des qualités relationnelles (morales) que rationnelles, sélectionnées par l'évolution. Cependant, « à mesure qu'[il] s'affranchissait de la loi sélective, il en accentuait ainsi démesurément l'action sur l'ensemble d'un monde vivant dont il tirait cependant sa subsistance première » (p. 103) et maintenant « [il est] contraint de se réadapter à un environnement rationnellement transformé par lui, et redevenu face à lui objectivement hostile » (p. 171). L'*hypertélie* est donc une « défaillance par excès », le dépassement du but qui s'inverse en nuisance tout en se couvrant d'artifices séducteurs prenant aujourd'hui la forme de « l'innovation ». L'auteur rappelle que Darwin – dont il est un spécialiste –, dans son ouvrage *La filiation de l'homme* (1871), voyait l'homme comme « un être sensible capable, mieux que tout autre animal, de prévoir avec précision, sur la base de son expérience, les conséquences lointaines de ses actions » (p. 102), ce qui fut le cas avec le Club de Rome en 1972. Ce fut donc possible. Le sera-ce encore ?

Patrick Tort, *L'intelligence des limites. Essai sur le concept d'hypertélie*, Gruppen, 2019, 203 pages.

B.L.



Il est des titres qui sonnent comme des références élogieuses (hommage aux anciens, référence aux prédécesseurs). Il en est d'autres qui, instantanément, évoquent plutôt une critique caustique ou une opposition idéologique forte. Allez donc savoir pourquoi, on rangera Philippe Bihouix dans la seconde catégorie : ingénieur très versé dans l'impact concret et matériel des nouvelles technologies, il a déjà produit avec Karine Mauvilly un remarquable et vitriolique « désastre de l'école numérique ». Il dégage cette fois-ci son arbalète contre les chantres du progrès qui arrivera (peut-être, mais plus tard, on s'en occupe), les prosélytes milliardaires de la technologie qui fera le meilleur de l'Homme (on espère), contre les prophètes des technosciences et de l'accélération technologique inexorable (ou pas), vers un ailleurs toujours plus éloigné. Bihouix dégomme à bout portant – sous l'aspect faussement candide, en hommage à l'adversaire historique de Voltaire et diffuseur reconnu du progrès, de promenades – et ne s'interdit pas d'interpeler le lecteur (surtout vers la fin de l'ouvrage).

On aboutit dès lors à dix promenades (une conséquente première promenade historique, les autres qui font l'état des lieux en l'an 2019, pour finir par des pistes prudentes et de très bon sens) pour faire le tour complet de la question qu'on pourrait résumer ainsi : comment être heureux quand on se retrouve le cul entre les deux chaises de l'avenir, le futur toujours plus sombre d'une planète qui se meurt à la suite de son exploitation par l'*homo sapiens sapiens* (*nocens*) d'une part, la technologie qui bouffe de plus en plus les énergies, les cerveaux et les espaces. La réponse est toute trouvée, au terme d'une aventure passionnante, amusante, corrosive juste ce qu'il faut où on croquera des misonéistes, des néo-shumpetériens et des cornucopiens, entre autres : le bonheur est pour aujourd'hui, dans une voie salvatrice qui s'appuie sur l'utilisation raisonnée et raisonnable des ressources et une sobriété qui plairait sans nul doute à Olivier Rouzet ou à Serge Latouche. Le bonheur serait-il dans la sobriété heureuse et éclairée ? La réponse, avec applications concrètes, sans doute dans l'épisode suivant des rêveries d'un ingénieur pas si solitaire que ça.

On aboutit dès lors à dix promenades (une conséquente première promenade historique, les autres qui font l'état des lieux en l'an 2019, pour finir par des pistes prudentes et de très bon sens) pour faire le tour complet de la question qu'on pourrait résumer ainsi : comment être heureux quand on se retrouve le cul entre les deux chaises de l'avenir, le futur toujours plus sombre d'une planète qui se meurt à la suite de son exploitation par l'*homo sapiens sapiens* (*nocens*) d'une part, la technologie qui bouffe de plus en plus les énergies, les cerveaux et les espaces. La réponse est toute trouvée, au terme d'une aventure passionnante, amusante, corrosive juste ce qu'il faut où on croquera des misonéistes, des néo-shumpetériens et des cornucopiens, entre autres : le bonheur est pour aujourd'hui, dans une voie salvatrice qui s'appuie sur l'utilisation raisonnée et raisonnable des ressources et une sobriété qui plairait sans nul doute à Olivier Rouzet ou à Serge Latouche. Le bonheur serait-il dans la sobriété heureuse et éclairée ? La réponse, avec applications concrètes, sans doute dans l'épisode suivant des rêveries d'un ingénieur pas si solitaire que ça.

Philippe Bihouix, *Le bonheur était pour demain. Les rêveries d'un ingénieur solitaire*, Paris : Le Seuil, coll. « Anthropocène », 2019, 366 pages.

David Tong



Il y a quelques mois, l'astrophysicien Aurélien Barrau crevait la Toile, grâce à son charisme et à un discours accessible faisant à la fois référence à la décroissance, à la collapsologie, à la décolonisation de l'imaginaire – bien qu'il n'emploie pas explicitement ces termes –, et avant tout à l'écologie politique, sur fond de rationalité scientifique (mais pas de scientisme). Ce court essai est une bonne synthèse de la situation actuelle, parsemée

de formules-chocs (« *Il est temps de nous empêcher de piloter le monde en état d'ébriété* », pp. 71 & 72). L'auteur en appelle ainsi à un renforcement de la loi pour restreindre certaines libertés individuelles qui font le lit de la catastrophe commune : « *Je souhaite simplement que notre violence extrême envers la vie fasse maintenant partie de ce qui n'est plus autorisé* » (p. 120). Autre bonne idée, celle d'enseigner aux jeunes, dès l'école primaire, la crise écologique et les issues possibles. Ailleurs, son message souffre de quelques imprécisions et opinions « chèvrechoutistes », notamment en matière de véhicules électriques, de démographie et, plus grave, d'énergie nucléaire. Il ne voit là qu'un « petit aspect de la question » de « *l'immense problème écologique* », n'est « *pas opposé à la recherche sur la fusion nucléaire* » et conclut qu'il ne serait « *pas raisonnable de mettre en œuvre une sortie précipitée du nucléaire* » (pp. 116 & 117). Qu'en penseraient les déplacés de Fukushima ? Certains lui reprocheront aussi de s'abstenir de désigner explicitement le capitalisme comme fauteur des troubles et de se montrer trop complaisant avec son président de la République. Nous avons certes besoin d'activistes de terrain, mais aussi de prophètes (ce n'est pas une injure !) comme lui, annonçant que « *beaucoup d'autres combats sont à mener, mais si celui-ci échoue, plus aucun autre ne pourra être entrepris* ! » (p. 64).

Aurélien Barrau, *Le plus grand défi de l'histoire de l'humanité. Face à la catastrophe écologique et globale*, Michel Lafon, 2019, 143 pages.

B.L.



Pour concevoir cette impressionnante anthologie, le philosophe Serge Audier a choisi de partir de l'histoire des idées ; il ne s'appesantit donc pas sur les aspects politiques et économiques propres à donner, eux aussi, une clé d'explication du productivisme. Pierre Kende est convoqué pour la définition : « *État d'esprit, le "productivisme" se définit par une intention et une conscience. L'intention consiste à orienter l'action communautaire vers*

l'accroissement le plus rapide possible des potentialités productives, la consommation et la puissance émergeant comme les buts complémentaires de cette course à la croissance » (p. 74). Après *La Société écologique et ses ennemis*. Pour une histoire alternative de l'émancipation (La Découverte, 2017) est cette fois présentée la thèse selon laquelle le productivisme a été historiquement défendu et promu autant par les socialistes que par les libéraux, un constat certes pas neuf, mais dont l'auteur fait ici une démonstration exhaustive sur le plan historique. L'essai n'est néanmoins pas une charge contre la gauche, car il montre les constantes ambiguïtés que l'on pouvait déceler dans les deux camps, les délires industrialistes tout comme les alternatives écologiques s'y retrouvant à parts égales. Ainsi beaucoup de socialistes (Auguste Bebel, Jules Guesde, Jean Jaurès, Sydney Webb, John D. Bernal, etc.) étaient totalement dépourvus de sensibilité écologique, contrairement à certains libéraux (John Stuart Mill) et néolibéraux (Walter Lippman, Wilhelm Röpke). Il y a cependant loin de la coupe aux lèvres, puisque les interrogations de ce dernier au sein de la Société du Mont-Pèlerin n'auront pas infléchi le projet néolibéral dominé par l'école autrichienne de Hayek-von Mises qui, à partir de la fin des années 1970, s'est montré à la fois anti-dirigiste et anti-écologique, addition que nous continuons à payer de nos jours. À gauche, le souci écologique était déjà décelable dans le socialisme utopique, mais par la suite le socialisme scientifique et les partis communistes l'ont ignoré et assimilé à la réaction, malgré les tentatives d'Otto Neurath et Karl Polanyi. C'est après Mai 68 que l'écologie a repris une coloration rouge-verte « écosocialiste » et démocratique, avec Rudolf Bahro en Allemagne, André Gorz en France, Giovanni Berlinguer et Piero Calamandrei en Italie, Herbert Marcuse, Murray Bookchin et Barry Commoner aux États-Unis. À ce jour, l'échec politique de l'écologisme (et de l'altermondialisme) face au productivisme est patent. Aucune « société écologique » n'est en vue. Audier passe en revue les différentes déclinaisons de l'écologisme – éco-conservatisme, -libéralisme, -anarchisme, -socialisme – pour finalement donner sa préférence à l'éco-républicanisme, l'essentiel étant de repolitiser la brûlante question écologique. La suite de l'histoire est à écrire.

Serge Audier, *L'âge productiviste. Hégémonie prométhéenne, brèches et alternatives écologiques*, La Découverte, 2019, 967 pages.

B.L.



Psychothérapeute et écrivain, homme engagé, Olivier Rouzet incarne une ligne lyonnaise de résistance canaille. Décroissant assumé (c'est par cette profession de foi que débute l'ouvrage), son propos est grave et pourtant il n'est pas lourd. Olivier Rouzet a le dessein noble de vouloir nous entretenir du progrès – notion dont on connaît le goût âpre des lendemains qui déchantent, prévus pour avant-hier, à moins que ce ne soit pour le siècle précédent. Rouzet, homme informé, homme de terrain théorique et d'action, a pris comme point de départ cet outil dont Louis Malle, dès les années 1950, avait prédit le caractère létal : l'ascenseur. Oui, vous lisez bien. Cette cabine qui a toujours trop d'espace quand beaucoup de personnes veulent s'y engouffrer, et beaucoup trop peu d'élasticité quand on souhaite y transporter des objets lourds et volumineux au cours d'un déménagement.

On lance le défi de compulser les articles – abondants – qui narrent les aventures tragiques d'ascenseurs ou d'usagers pris en tenaille dans des systèmes défaillants, surtout (tiens, comme c'est curieux) dans des HLM ou tours comportant un nombre non négligeable d'étages. Mince, persifleront les pourfendeurs de la décroissance et d'une vie sobre, cet écornifleur de baba cool bobo et écolo en plus aurait raison ? Oui, répondra-t-on, et d'autant plus qu'Olivier Rouzet part certes d'un cas terrifiant (la mort d'un enfant de 4 ans tombé dans une cage d'ascenseur vide et laissée accessible par une série affreuse de dysfonctionnements, dont les suites judiciaires ont prouvé la longue chaîne avec laquelle tout le monde se condamne, certains haut placés le faisant avec plus d'indignité et d'arguments fallacieux que d'autres qui agissaient sous le coup d'une émotion plus que légitime).

Ce faisant, il aborde l'inventaire (non exhaustif !) d'un Prévert du XXI^e siècle des différences entre l'escalier et l'ascenseur : entre la sécurité, le confort, le prix de confection, de mise en usage, de réparation, de sécurisation, de construction, d'accessibilité, de coût énergétique, mais aussi (et de façon surprenante et très amusante) du point de vue des rencontres et de la communication, de l'entraide et de la solidarité, de l'impact sur la santé, mais aussi un affreux catalogue litaneux de tragédies létales dont les médias n'auront sans doute pas parlé. Après prolongations, le résultat est sans appel : avantage escalier à 20 à 0. Rouzet esquisse alors le point de départ d'une réflexion plus globale sur le progrès, dont d'autres ont pu dire qu'il était peut-être pour demain. Ce progrès, qui devrait (au sens étymologique) faire avancer l'ensemble de la société, est maintenant manipulé comme un produit de laboratoire avec comme objectif d'épuiser le petit peuple et de gonfler les enveloppes des bénéficiaires de sociétés capitalistes du malheur des autres.

Cet ouvrage extrêmement bien écrit ne peut que mettre en colère parce qu'il permet de constater avec acuité à quel point cette société est bloquée, effrayée par sa faiblesse *sui generis* et contrainte d'utiliser la machine pour se sentir mieux en étant, en réalité, de moins en moins bien. Une catastrophe en prévision dans l'hypothèse où un effondrement du système capitaliste, qui tient tout ce monde « ensemble », surviendrait.

À moins qu'un sursaut général ...

Olivier Rouzet, Panne d'ascenseur dans le social. Le progrès contre les citoyens, Libre & Solidaire, coll. « 1.000 raisons », 2019, 271 pages.

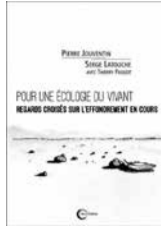
David Tong



Avec *L'anarchie ou le chaos* (avec illustrations de Vincent Odin), Philippe Godard propose une initiation illustrée sur les grandes idées de l'anarchisme. L'ouvrage relativement court passe en revue les grandes thématiques incontournables des débuts de l'anarchisme telles que la liberté, la révolution, l'individu/le collectif, la violence/la non-violence, ... mais aussi des questions plus contemporaines comme l'écologie, la consommation et l'abolition des frontières. Ces différentes analyses offrent également des points de vue d'anarchistes historiques, citations à l'appui pour illustrer le propos : on découvre ou redécouvre Bakounine, Proudhon, Malatesta, Max Stirner, Emma Goldman, Kropotkine, Élisée Reclus, David Graeber, Marius Jacob, Alexandre Grothendieck et encore d'autres moins connus mais aux apports multiples. Une lecture essentielle pour toute personne désireuse de s'initier aux idées anarchistes.

Vincent Odin, Philippe Godard, L'anarchie ou le chaos, Calicot, novembre 2018, 220 pages.

Robin Delobel



L'ouvrage confronte les points de vue d'experts de disciplines différentes : l'économiste et précurseur de la décroissance Serge Latouche et l'éthologue Pierre Jouvintin, sous l'animation du philosophe Thierry Paquot, autour du thème, de plus en plus médiatisé, de l'effondrement de notre civilisation thermo-industrielle. Ils mettent en exergue la nécessité de faire dialoguer les découvertes et points de vues de différentes sciences, qui ne devraient pas être autant cloisonnées, dont l'exemple fort de cette séparation est celle de l'économie qui demeure en dehors de l'écosystème car se basant sur les mathématiques et les modèles abstraits. Et notre génération commence seulement à devoir payer les conséquences de l'impossible équation d'une croissance infinie dans un monde fini. L'anthropocentrisme de chacune d'entre elles biaise aujourd'hui notre vision du monde et des défis à relever. L'homme s'est, au fil des millénaires, extrait de sa nature la plus intrinsèque, ce qui a pu servir ses desseins de surexploitation de la nature. D'où l'intérêt de l'éthologie qui nous rappelle qu'il est, même si nous avons tendance à l'oublier ou à le nier, une espèce parmi les autres. De par sa démesure et son aveuglement face aux équilibres fragiles préexistants, celui qui était à l'origine cueilleur puis chasseur-cueilleur, prédateur coopératif et enfin super prédateur, est aujourd'hui le premier fautif de l'impasse actuelle et du danger d'extinction de sa propre espèce. Ce livre offre un autre regard sur l'homme, à travers son évolution, sur les diverses espèces ainsi que sur les sociétés dites « primitives » vivant de croyances (vénération de la nature, réincarnation, etc.) permettant une relation de respect, de compassion, voire d'égalité avec la nature.

Il assène entre autres une critique forte du productivisme, de l'habile séduction du capitalisme, de l'apanage de la compétition dans nos sociétés, en dépit de la collaboration, et appelle à un décentrement et un changement radical de cap.

Pierre Jouvintin, Serge Latouche et Thierry Paquot, Pour une écologie du vivant. Regards croisés sur l'effondrement en cours, Libre et solidaire, 2019, 162 pages

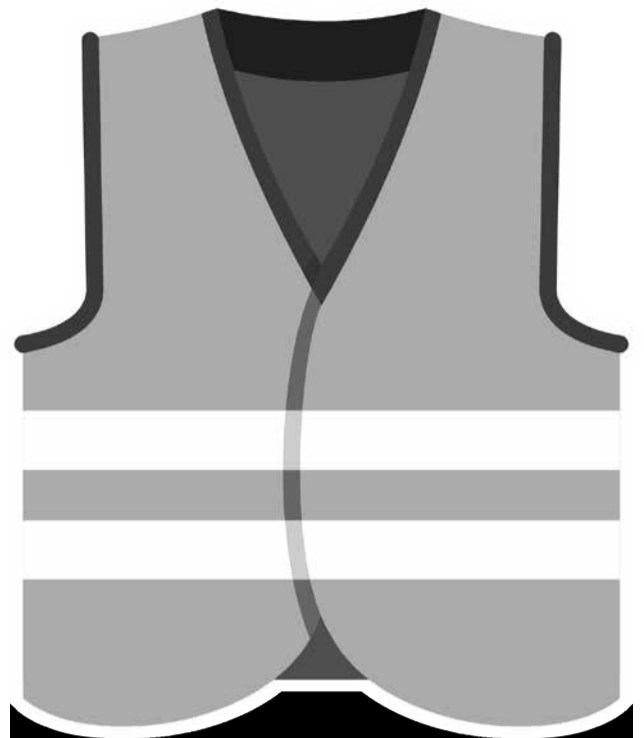
Pauline De Wael



Si certains doutaient encore du processus qui a conduit Emmanuel Macron à devenir président de la République, *Opération Macron* mettra de l'ordre dans vos idées. Écrit chronologiquement, l'ouvrage démarre de ce fameux 22 janvier, où le vaillant François Hollande déclare que son « adversaire... c'est le monde de la finance », alors que nombreux de ses proches conseillers viennent de ce monde, auquel appartient également un certain Emmanuel Macron. Se lisant comme un véritable polar, l'ouvrage dévoile sans fioritures que la « liberté » de l'urne occulte le pré-façonnage de l'opinion pour le candidat sélectionné par l'oligarchie et les médias. Car ce sont d'abord et avant tout ces derniers qui ont voté pour Macron, les électeurs n'ont fait qu'entériner. Ponctuant son récit de positions politiquement incorrectes et donc le plus souvent pertinentes (sur la « mobilisation en masse des bonnes consciences contre un "danger fasciste" qui relevait du pur fantasme », évoquant les manifestations contre Le Pen en 2002 (p.36) ; sur la participation du cimentier Lafargue au « soutien délibéré d'organisations terroristes par le gouvernement français, dans le but de renverser Bachar el-Assad, selon la volonté des États-Unis » (p.29) ; sur le rôle de l'Arabie saoudite dans l'élection présidentielle : « Il suffirait que la dynastie saoudienne s'oppose à l'élection d'Alain Juppé pour que ses chances de succès soient réduites à zéro » (p.64), etc.). Véritable jeu d'échec contrôlé par le patronat et les grandes familles françaises, la partie n'aurait toutefois pas lieu sans la participation des médias qui jouent le rôle de courroie de transmission des infos-intérêts et des distractions – *entertainment* et potins – propres à assurer sa place au gagnant choisi d'avance. Dans ce jeu, on n'arme pas uniquement le candidat, on désarme aussi les autres, on sort les « scandales » au bon moment alors qu'on n'enquête pas sur les pratiques douteuses de « l'Élu », on choisit les adversaires qui permettront de retirer moins de voix au candidat choisi, on fait tomber les uns, on encourage les autres... Mais c'est « échec et mat », pour le peuple français avant tout, car à la fin de l'ouvrage, vous serez sans doute comme l'auteur persuadé que « La France est désormais soumise à un régime autocratique où un pouvoir sans légitimité s'exerce sans contrôle ».

Éric Stemmelen, Opération Macron, Éditions du Cerisier, 2019, 240 pages.

A.P.



EXPO « JAUNE » jusqu'au 16 octobre

Le mouvement des gilets jaunes est sans doute ce qui s'est passé – et continue de se passer, malgré le silence médiatique – de plus intéressant en France et en Belgique depuis mai 68. Les gilets jaunes ont modifié les lignes habituelles, refusant ce « dialogue social » synonyme de « primauté du patronat », contestant, protestant, et en payant le prix, parfois de leur vie, souvent de leur intégrité physique. Après ces mois de combat, l'exposition du **TempoColor 2019**, au travers de **Jaune – regards sur un mouvement contestataire contemporain**, va tenter « de rassembler les images qui circulent et ont circulé, provenant de sources variées et notamment d'artistes, afin de peindre un tableau d'ensemble de tout ce qu'on a vu, revu et moins vu. Une façon de prendre un peu de distance dans le présent de l'information, souvent rythmé par le spectaculaire, les débordements ou les coups d'éclat. Une manière de dégager aussi des figures récurrentes dans les nombreuses images qui ont été publiées. Non pas pour fixer le phénomène, mais plutôt pour en souligner les nuances et la complexité (...) jaune va également essayer de mettre en perspective le rôle des médias dans la démocratie. Elle entend notamment partager l'accès à des sources alternatives et contradictoires, souvent méconnues du grand public, qui permettront de se dégager des « autoroutes » médiatiques afin de prendre conscience des innombrables autres formes d'information qui existent et permettent d'accéder à d'autres points de vue ». Ainsi, les journaux Kairos seront notamment en vente tout au long de l'exposition.

L'exposition est accessible du mercredi au samedi de 14:00 à 18:00 (et sur rendez-vous)

Durant toute l'exposition, des visites guidées sont proposées pour les groupes associatifs et spontanés (60 € /groupe pour 1 h. de visite ou 90 € / groupe pour 1h30 de visite-animation).

Infos et réservation :
Manon Kullmann – kullmann@chiroux.be
<https://www.chiroux.be>



Chiroux
CENTRE CULTUREL - LIÈGE



LE 15/10/2019
soirée d'information

sur les ondes électromagnétiques et la 5G

à 20h00 à la salle « La Grange » place du Marché à Sart-Lez-Spa

**Organisé par OSER,
groupe « citoyen et « politique » de la commune de Jalhay-Sart**

**Cette soirée sera animée par
FRANCIS LEBOUTTE – Ingénieur civil – Membre de l'asbl Grappe
et ALEXANDRE PENASSE – Rédacteur en chef du journal Kairos**

**ABONNEZ-VOUS
À KAIROS***

* Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24

IBAN BE81 5230 8062 1324 – BIC TRIOBEBB,
et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur : www.kairospresse.be/abonnement

(Abonnement belge à partir de 18 € pour 6 numéros,
24 € pour la France, 30 € pour la Suisse)

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs
de presse et libraires en Belgique

**NE PAS JETER!
PARTAGER!**